SOCIETE DES GRANULATS ET BETONS CORSES

Carrière de Baléone

CS 06003

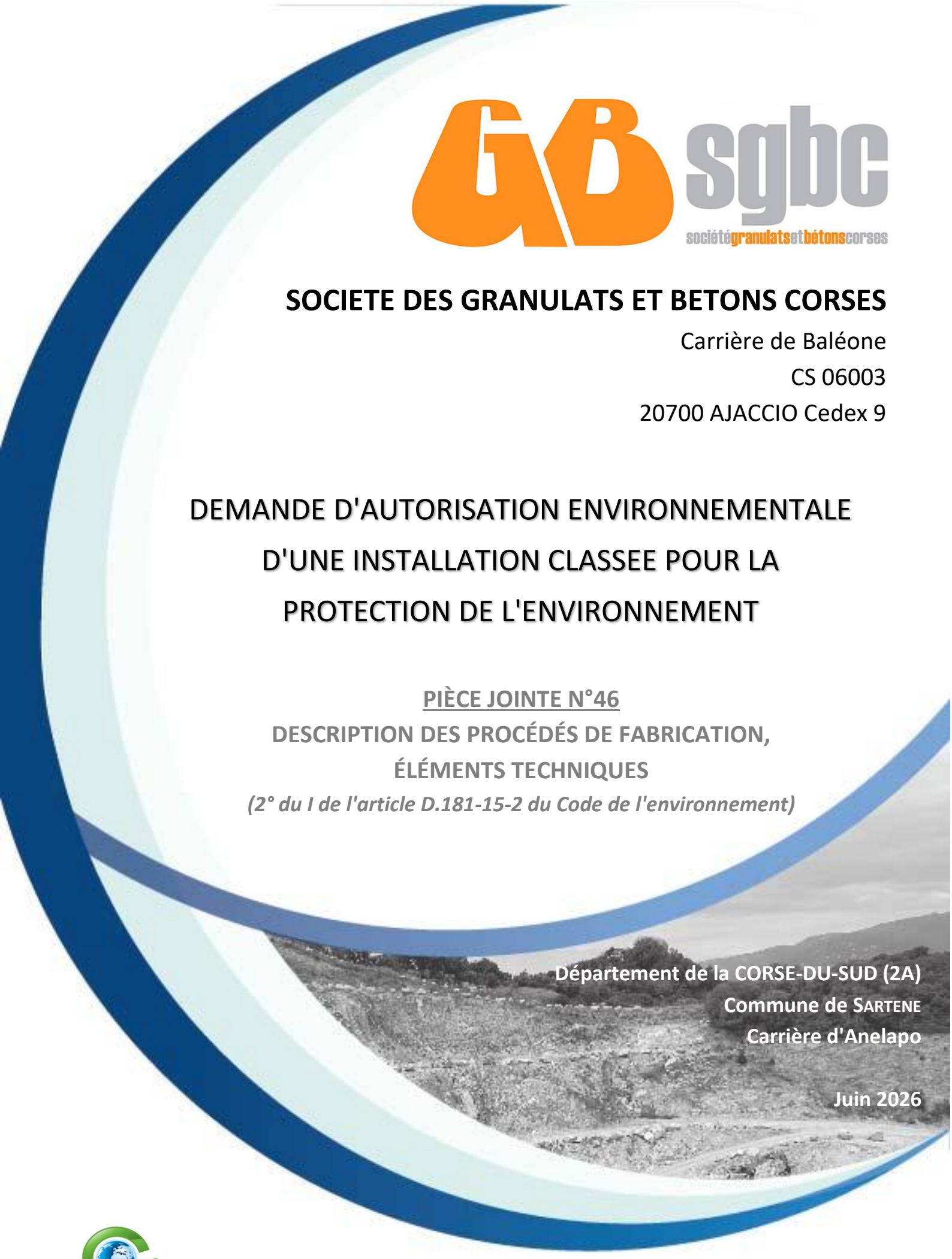
20700 AJACCIO Cedex 9

DEMANDE D'AUTORISATION ENVIRONNEMENTALE D'UNE INSTALLATION CLASSEE POUR LA PROTECTION DE L'ENVIRONNEMENT

PIÈCE JOINTE N°46

DESCRIPTION DES PROCÉDÉS DE FABRICATION, ÉLÉMENTS TECHNIQUES

(2° du I de l'article D.181-15-2 du Code de l'environnement)



Département de la CORSE-DU-SUD (2A)

Commune de SARTENE

Carrière d'Anelapo

Juin 2026

GEOENVIRONNEMENT
25 rue de la Petite Duranne – Résidence Le Calypso
13100 AIX-EN-PROVENCE – 04 28 70 00 65

Suivi du document :

Version	Date	Objet de la mise à jour	Rédaction	Vérification
1.0	Juin 2026	Rédaction initiale	Apolline ZUG, GEOENVIRONNEMENT GEOENVIRONNEMENT Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13290 AIX-EN-PROVENCE SIREN : 514 127 489	Philippe EBREN, GEOENVIRONNEMENT Gérant GEOENVIRONNEMENT Le Calypso 25 rue de la Petite Duranne 13100 AIX-EN-PROVENCE Tél.: 04 28 70 00 65 SIRET : 514 127 489 00045

SOMMAIRE

I. AVANT-PROPOS 5
I.1 Historique de la présente demande d'autorisation 5
I.2 Principales caractéristiques du projet 6
II. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES 7
II.1 Nature des activités 7
II.2 Volume des activités projetées 8
II.3 Rubriques de la nomenclature 10
II.4 Procédures réglementaires menées en parallèle 13
III. PROCEDES D'EXPLOITATION ET MOYENS MIS EN ŒUVRE 14
III.1 Matériaux exploités 14
III.1.1 Nature des matériaux exploités 14
III.1.2 Volumes concernés 14
III.2 Modalités générales d'exploitation 16
III.2.1 Délimitation du périmètre d'autorisation 16
III.2.2 Délimitation du périmètre d'extraction 17
III.2.3 Principes généraux d'exploitation 21
III.2.4 Personnel de la carrière 21
III.2.5 Moyens d'exploitation 22
III.2.6 Centrale à béton 23
III.2.7 Station de transit 24
III.2.8 Installations connexes 24
III.2.9 Produits mis en œuvre ou utilisés 24
III.2.10 Horaires et périodes de fonctionnement 24
III.3 Détails des opérations d'exploitation 24
III.3.1 Extraction du gisement 24
III.3.2 Stockage des matériaux 25
III.3.3 Accueil de déchets inertes du BTP 25
III.3.4 Risque d'introduction d'espèces végétales exotiques envahissantes 30
III.3.5 Déchets non inertes non dangereux 31
III.3.6 Remblayage des terrains 31
III.3.7 Évacuation des matériaux, trafic et usage final 31
III.3.8 Gestion des eaux de ruissellement 33
IV. PHASAGE D'EXPLOITATION 36
IV.1 Avant-propos 36
IV.2 Plan de phasage 36
IV.2.1 Phase quinquennale 1 37
IV.2.2 Phase quinquennale 2 39
IV.2.3 Phase quinquennale 3 41
IV.2.4 Phase quinquennale 4 43
IV.2.5 Phase quinquennale 5 45
IV.2.6 Phase quinquennale 6 47
V. REMISE EN ETAT FINALE DU SITE 49
V.1 Enjeux et principes 49
V.2 Plan de remise en etat 49
V.3 Avis sur la remise en état 52

ANNEXES 53
ANNEXE 1 : ARRETE PREFECTORAL D'AUTORISATION D'EXPLOITER DU 08 AOUT 2007 54
ANNEXE 2 : ARRETE PREFECTORAL DU 9 JUILLET 2015 AUTORISANT LE CHANGEMENT D'EXPLOITANT 56

LISTE DES ILLUSTRATIONS

Figure 1. Vue du gisement exploité au sein de la carrière 14
Figure 2. Localisation du périmètre d'autorisation projeté 16
Figure 3. Définition du périmètre d'exploitation 18
Figure 4. Zone d'extension Sud-Ouest évitée 19
Figure 5. Emprise finale de l'extension au Sud 19
Figure 6. Synthèse du périmètre final tenant compte des contraintes écologiques et paysagères 20
Figure 7. Synoptique schématique de l'installation de concassage-criblage 23
Figure 8. Surface du projet et du bassin versant amont intercepté par le projet 33
Figure 9. Localisation des bassins d'orage et des drainages 35
Figure 10. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 1, état à 5 ans 38
Figure 11. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 2, état à 10 ans 40
Figure 12. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 3, état à 15 ans 42
Figure 13. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 4, état à 20 ans 44
Figure 14. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 5, état à 25 ans 46
Figure 15. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 6, état à 30 ans 48
Figure 16. Schéma du projet de réaménagement à l'état final (Étude paysagère DURAND PAYSAGE) 50
Figure 17. Photomontage du réaménagement final (DURAND PAYSAGE) 51

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1. Principales caractéristiques du projet 9
Tableau 2. Rubriques ICPE concernées par le projet 12
Tableau 3. Rubriques IOTA concernées par le projet 12
Tableau 4. Estimation des volumes de matériaux extraits au sein de la carrière du Rizzanese 15
Tableau 5. Estimation des volumes de matériaux disponibles pour le remblaiement 15
Tableau 6. Liste des déchets inertes admis sur la carrière du Rizzanese 27
Tableau 7. Trafic routier induit par la carrière SGBC de Sartène 32
Tableau 8. Bassins de rétention des eaux de ruissellement et capacités respectives 34

LISTE DES ANNEXEE

Annexe 1 : Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 août 2007
Annexe 2 : Arrêté préfectoral du 9 juillet 2015 autorisant le changement d'exploitant

I. AVANT-PROPOS

I.1 HISTORIQUE DE LA PRESENTE DEMANDE D'AUTORISATION

Le 16 octobre 2024, la Société des Granulats et Bétons Corses (SGBC) a déposé une demande d'autorisation environnementale au titre des installations classées pour la protection de l'environnement pour le renouvellement avec extension de son autorisation d'exploiter la carrière du lieu-dit ''Anelapo'' sur la commune de Sartène (2A).

Ce dossier a été instruit par l'ensemble des services de l'Etat sous la responsabilité du service coordonnateur DREAL Corse. Dans ce cadre, des demandes de compléments ont été formulées par ces services (DREAL, SBEP, DDT, ARS, SIS2A, DRAC), compléments techniques auxquels le maitre d'ouvrage a répondu.

L'avis de la MRAe sur ce projet de renouvellement et d'extension a même été émis le 08/09/2025 (N°MRAe 2025CORSE / PC 09) avec 5 recommandations. De même, le Conseil National de la Protection de la Nature (CNPN) a émis un avis favorable sous conditions le 04/09/2025.

Le 17/09/2025, la DDT de Corse-du-Sud a émis un avis défavorable concernant la gestion des eaux de ruissellement au sein de la carrière. En conséquence, le 15/10/2025, la DREAL a formulé une nouvelle demande de compléments techniques sur cette thématique qui ont été transmis le 26/11/2025.

Suite à l'avis final défavorable de la DDT du 09/12/2025, l'IIC a opté pour le rejet de la demande d'autorisation environnementale le 15/12/2025, arrêté de rejet signé le 25/12/2025.

Toutefois, face à la nécessite économique de maintenir l'activité sur ce site historique de la Corse du Sud, tant pour l'activité locale du BTP que pour la SGBC elle-même, cette dernière a décidé de déposer une nouvelle demande d'autorisation environnementale complétée par une nouvelle étude hydraulique spécifique réalisée par un bureau d'études tiers spécialisée en 2026.

Ainsi, il est important de retenir que le présent projet de renouvellement et extension de la carrière SGBC de Sartène faisant l'objet de la nouvelle demande d'autorisation est strictement identique à celui présenté en 2024 et qui avait obtenu les avis favorables des services de l'Etat et en particulier du service biodiversité qui avait validé l'ensemble des mesures d'évitement, de réduction et de compensation qui avait été proposées.

De ce fait, la présente demande d'autorisation doit principalement être analysée selon la seule thématique hydraulique qui a été actualisée, puisque aucune caractéristique d'exploitation n'a été modifiée par rapport à la version 2024, ni en termes d'emprise du projet que de volumes d'activités (périmètres d'autorisation et d'extraction identiques, tonnages de production identiques, modes et moyens d'exploitation identiques).

Bien que l'impact hydraulique ait été actualisé et précisé, ajoutons que l'extension du périmètre d'extraction proposée est si modeste (3,29 ha) qu'elle ne modifiera significativement les écoulements superficiels au sein de la carrière ou ceux des eaux extérieures puisque cette extension est déjà située dans le bassin versant que la carrière recoupe historiquement. Par suie, les équipements de drainage et rétention des eaux superficielles déjà existants sont parfaitement adaptés à cette extension puisque la gestion des eaux de ruissellement est parfaitement assurée ainsi depuis plusieurs décennies, sans aucun incident avéré, et pour la même superficie de bassin versant.

On retiendra in fine que la nouvelle demande d'autorisation présentée en 2026 est strictement identique à celle qui a déjà été instruite et validée par l'ensemble des services de l'Etat avant son rejet sur la seule thématique hydraulique

I.2 PRINCIPALES CARACTERISTIQUES DU PROJET

La SOCIETE DES GRANULATS ET BETON CORSES (SGBC), groupe COLAS, est autorisée par l'arrêté préfectoral n°07-1150 du 8 août 2007, modifié par l'arrêté préfectoral n°2010140 007 du 20 mai 2010 et par l'arrêté préfectoral n°15-0448 du 9 juillet 2015 (autorisant le changement d'exploitant) à exploiter la carrière de roche massive et l'installation de broyage, concassage et criblage associée au lieu-dit "Anelapo" sur la commune de SARTENE.

D'une durée de 20 ans, cette autorisation arrivera à échéance le 08/08/2027. Cependant, l'état du phasage d'extraction est à ce jour plus avancé que celui initialement prévu dans le dossier de demande d'autorisation ayant conduit à l'arrêté préfectoral d'autorisation de 2007. Ce décalage de l'exploitation s'explique par la qualité des matériaux extraits qui, par certains endroits de la carrière, est bien inférieure à celle attendue initialement (granite ''beige'' de qualité inférieure à celui du granite ''gris''). Cette perte de qualité est en partie imputable à des faciès d'altération superficielle, mais dont l'épaisseur peut parfois atteindre plusieurs mètres (matériaux de type arénitique et argileux).

Parallèlement aux opérations d'extraction, la SGBC accueille et valorise environ 20 000 tonnes par an matériaux inertes du BTP. La partie non commercialisable de ces inertes est valorisée sur place, dans le cadre de la remise en état de la carrière, conformément à l'article 3.4.3 de l'arrêté préfectoral du 08 août 2007. Ces matériaux ultimes issus du recyclage s'ajoutent aux stériles d'exploitation également utilisés dans le cadre du réaménagement final.

Compte tenu de l'échéance prochaine de son autorisation d'exploiter, la société SGBC envisage donc d'ores et déjà la poursuite de ses activités extractives sur cette carrière par l'extension de son périmètre d'autorisation vers le Sud-Ouest de la zone d'extraction actuelle.
Cette extension permettra à la SGBC de renouveler son autorisation d'exploiter pour une durée de 30 ans, en maintenant la cote minimale d'extraction à 15 m NGF comme c'est déjà le cas actuellement.

C'est dans ce cadre que la SGBC sollicite le renouvellement de son autorisation de sa carrière dite du « Rizzanese » (avec extension mais toujours sur la seule commune de SARTENE). Cette demande de renouvellement porte sur :

- ✓ Une durée de **30 ans** ;
- ✓ Un périmètre d'autorisation de 325 137 m² soit **32,51 ha**, dont 81 800 m² (8,18 ha) en extension ;
- ✓ Un périmètre d'extraction de 111 700 m² soit **11,17 ha**, dont 32 900 m² (3,29 ha) en extension ;
- ✓ Une production extraite moyenne de **200 000 tonnes/an** (pour 150 000 tonnes commercialisées) ;
- ✓ Une production extraite maximale de **250 000 tonnes/an** ;
- ✓ Une demande d'autorisation de défrichement sur **30 000 m²** (hors OLD estimées à 32 000 m²[1]) ;
- ✓ Une installation de traitement fixe d'une puissance totale de **1 335 kW** ;
- ✓ Une station de transit d'une superficie maximale de **3,50 ha** environ ;
- ✓ Une centrale à béton (BPE) déjà présente avec un malaxeur d'une capacité de **2,25 m³**.

En tant qu'Installation Classée pour la Protection de l'Environnement (ICPE), ce projet de renouvellement et d'extension de carrière doit faire l'objet d'un dossier de demande d'autorisation environnementale établi en application des articles R.181-12 et suivants du Code de l'environnement.

Le présent document constitue la pièce jointe n°46 de ce dossier. Il contient les informations exigées au 2° du I. de l'article D.181-15-2 du Code de l'environnement.

[1] Obligations Légales de Débroussaillement

II. NATURE ET VOLUME DES ACTIVITES

II.1 NATURE DES ACTIVITES

Activité principale	Le projet consiste à renouveler et étendre la **carrière de roches massives (granite)** du lieu-dit "Anelapo" sur la commune de SARTENE dans le département de la Corse-du-Sud. Comme c'est déjà le cas, l'exploitation s'effectuera à ciel ouvert, au moyen d'engins mécaniques classiques et par tirs de mines nécessaires à l'abattage des matériaux. Cette activité est soumise au régime de l'**Autorisation** au titre de la **rubrique 2510-1** de la nomenclature des ICPE.
Activités secondaires	La carrière produit des granulats et enrochements pour les travaux publics ainsi que des produits pour centrales à béton. Pour cela, une installation de traitement primaire, secondaire et tertiaire (broyage, concassage, criblage) assurant la production de matériaux de diverses granulométries est déjà présente et en fonctionnement sur le site. Avec une puissance totale de **1 335 kW**, cette installation est soumise au régime de l'**Enregistrement** au titre de la **rubrique 2515-1-a** de la nomenclature des ICPE. Le stockage temporaire des matériaux bruts, finis et inertes extérieurs se fait sur des aires dédiées au sol pour une surface totale d'environ **3,50 ha**. Cette activité de **station de transit** est soumise à **Enregistrement** au titre de la **rubrique 2517-1** de la nomenclature des ICPE. Le site est également équipé pour la production de béton prêt à l'emploi (BPE) dont le malaxeur présente une capacité de **2,25 m³**. Cette installation est donc soumise à **Déclaration** au titre de la **rubrique 2518-b** de la nomenclature des ICPE. La future exploitation prévoit une installation de collecte de déchets dangereux et non dangereux du BTP. Pour cela, SGBC sollicite les rubriques **2710-1-b** pour un volume de 6 tonnes de déchets dangereux et **2710-2-b** pour un volume maximal de 200 m³ de déchets non dangereux. Ces activités sont respectivement soumises à **Déclaration contrôlée** au titre des **rubriques 2710-1-b et 2710-2-b** des ICPE. Des **réserves d'hydrocarbures** (GNR et GO) d'une capacité totale de 40 000 litres sont présentes sur le site, équivalent à **34 tonnes** environ. Cette activité de stockage est **Non Classée** au titre de la **rubrique 4734** de la nomenclature des ICPE (V < 50 t ; citernes double paroi enterrées). Une **station-service non ouverte au public**, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburants de véhicules dont le volume annuel de carburant liquide distribué est de 80 m³. Cette activité est **Non Classée** au titre de la **rubrique 1435**. Un **atelier de réparation** et d'entretien de véhicules et engins à moteur est présent dans le périmètre d'autorisation mais d'une superficie inférieure à 500 m², et donc **Non Classé** au titre de la **rubrique 2930** de la nomenclature des ICPE.
Activité relevant de la loi sur l'eau	Ce projet relève de la **rubrique 2.1.5.0** de la nomenclature "Loi sur l'Eau" ("rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol"). À ce titre, le projet est soumis à **Autorisation** car la surface totale du projet, augmentée de la partie du bassin versant intercepté par ce dernier, a une superficie de 37 ha, donc supérieure à 20 ha. Une **pompe prélève** dans le Rizzanese une quantité maximale journalière d'eau fixée à 100 m³ pour un débit instantané de 80 m³/h. Cela représente 1,85 % du débit à l'étiage d'occurrence 5 ans ($QMNA_5$) du Rizzanese (soit 22,2 litres/s). Cette activité de pompage est donc **Non Classée** au titre de la **rubrique 1.2.1.0** de la nomenclature IOTA. Enfin, la présence du **plan d'eau** d'une superficie d'environ 6 500 m² dans la fosse principale soumet le projet à **Déclaration** au titre de la **rubrique 3.2.3.0** de cette nomenclature IOTA.

II.2 VOLUME DES ACTIVITES PROJETEES

Concernant l'activité principale d'extraction, cette demande d'autorisation de renouvellement et d'extension porte sur :

- ✓ Une durée d'autorisation de **30 ans** ;
- ✓ Un rythme d'extraction moyen de **200 000 tonnes par an** (incluant le volume de stériles estimé à 50 000 tonnes pour commercialiser 150 000 t/an), et maximal de **250 000 tonnes** ;
- ✓ Au total, l'extraction de **2 400 000 m³** de matériaux au terme des 30 années sollicitées, comprenant 300 000 m³ de ''découverte'' et 365 000 m³ de stériles d'exploitation ;
- ✓ La production de **4 500 000 tonnes** commercialisables pour la totalité de la durée.

Le tableau suivant [**Tableau 1**] résume les principales caractéristiques du projet de renouvellement et d'extension de la carrière du Rizzanese.

<u>Remarque</u> : chaque chiffre présenté dans le tableau qui suit est détaillé dans l'un des chapitres suivants de ce document. Nous invitons le lecteur à s'y reporter pour plus de précisions.

Tableau 1. Principales caractéristiques du projet

CARACTÉRISTIQUES D'EXPLOITATION DE LA CARRIÈRE DU RIZZANESE		
Emplacement	Département	Corse-du-Sud (2A)
	Commune	Sartène (20100)
	Adresse / lieu-dit	Lieu-dit « Anelapo »
Emprises	Périmètre d'Autorisation (PA)	325 137 m² (32,51 ha)
	Périmètre d'Extraction (PE)	111 700 m² (11,17 ha)
	Superficie maximale de la station de transit	35 000 m² (3,50 ha)
Carrière	Durée sollicitée	30 ans
	Méthode d'exploitation	À ciel ouvert, partiellement en eau pour le front inférieur, au moyen de tirs de mines et d'engins mécaniques
	Travaux de défrichement	30 000 m², et 32 000 m² de débroussaillage (OLD)
	Travaux de décapage	Décapage du périmètre d'extraction étendu (30 000 m²), sur 30 cm en moyenne soit 9 000 m³ de décapage superficielle
	Travaux d'extraction	Abattage à l'explosif par tirs de mines
	Reprise des matériaux	Par engins mécaniques classiques (pelle, chargeuse)
	Volumes d'extraction	200 000 tonnes/an en moyenne 250 000 tonnes/an au maximum
	Volume total de matériaux extraits	2 400 000 m³ dont environ 600 000 m³ matériaux non commercialisables (stériles et découverte)
	Cote minimale d'exploitation	15 m NGF
	Cote de remblaiement de la plateforme	60 m NGF
	Densité du gisement	2,5 (roche massive type granite)
	Valorisation des matériaux extraits	- Granulats et enrochements pour les travaux publics - Produits pour centrales à béton (BPE)
Installation de traitement	Puissance installée totale	1 335 kW
	Type de traitement	Installation fixe + Groupe mobile
Matériaux inertes extérieurs	Provenance	Chantiers locaux du BTP
	Utilisation	Recyclage + réaménagement (fraction terreuse)
	Quantité annuelle d'inertes importés	Jusqu'à 20 000 t/an
	Quantité recyclée estimée (70 %)	Jusqu'à 14 000 t/an
	Quantité définitivement stockée	Jusqu'à 6 000 t/an

II.3 RUBRIQUES DE LA NOMENCLATURE

Rubriques ICPE concernées	2510-1 - "Exploitation de carrières" : 2515-1-a - "Installations de concassage, criblage, (…) des matériaux" : 2517-1 - "Station de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes" : 2518-b - "installation de production béton" : 2710-1-b - "installation de collecte de déchets dangereux (…)" : 2710-2-b - "installation de collecte de déchets non dangereux (…)" : 2930 - "Atelier de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur" : 1435 - "Station-service" : 4734 - "Citerne d'hydrocarbures" :	**AUTORISATION** **ENREGISTREMENT** **ENREGISTREMENT** **DECLARATION** **DECLARATION CONTROLEE** **DECLARATION CONTROLEE** **NON CLASSEE** **NON CLASSEE** **NON CLASSEE**
Rubrique IOTA	1.2.1.0 – ''Prélèvement'' : 2.1.5.0 – ''Rejets d'eaux pluviales'' : 3.2.3.0 – ''Plan d'eau, permanent ou non'' :	**AUTORISATION** **NON CLASSE** **DECLARATION**

N°	Désignations (nomenclature ICPE)	A – DC- D-NC[2]	R[3]	Projet
2510-1	**Carrières (exploitation de) :**			
	1- Exploitation de carrières, à l'exception de celles visées aux points 5 et 6	**A**	**3**	
	2- Sans objet	-	-	
	3- Affouillements du sol (à l'exception des affouillements rendus nécessaires pour l'implantation des constructions bénéficiant d'un permis de construire et des affouillements réalisés sur l'emprise des voies de circulation), lorsque les matériaux prélevés sont utilisés à des fins autres que la réalisation de l'ouvrage sur l'emprise duquel ils ont été extraits et lorsque la superficie d'affouillement est supérieure à 1 000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 tonnes par an	A	**3**	Périmètre autorisé : **325 137 m²**
	4- Exploitation, en vue de leur utilisation, des masses constituées par des haldes et terrils de mines et par les déchets d'exploitation de carrières (à l'exception des cas visés à l'article 1er du décret n°79-1109 du 20 décembre 1979 pris pour l'application de l'article 130 du code minier), lorsque la superficie d'exploitation est supérieure à 1 000 mètres carrés ou lorsque la quantité de matériaux à extraire est supérieure à 2 000 tonnes par an	A	**3**	Périmètre d'extraction **111 700 m²** Durée sollicitée : **30 ans**
	5- Carrières de marne, de craie et de tout matériau destiné au marnage des sols ou d'arène granitique, à ciel ouvert, sans but commercial, distantes d'au moins 500 mètres d'une exploitation de carrière soumise à autorisation ou à déclaration, lorsque la superficie d'extraction est inférieure à 500 m² et lorsque la quantité de matériaux à extraire est inférieure à 250 t par an et que la quantité totale d'extraction n'excède pas 1 000 t, lesdites carrières étant exploitées soit par l'exploitant agricole dans ses propres champs, soit par la commune, le groupement de communes ou le syndicat intercommunal dans un intérêt public	D	-	Production moyenne : 200 000 t/an Production maximale : 250 000 t/an
	6- Carrières de pierre, de sable et d'argile destinées : ✓ à la restauration des monuments historiques classés ou inscrits ou des immeubles figurant au plan de sauvegarde et de mise en valeur un secteur sauvegardé ✓ à la restauration de bâtiments anciens dont l'intérêt patrimonial ou architectural justifie que celle-ci soit effectuée avec leurs matériaux d'origine	D	-	**AUTORISATION**

[2] A = soumis au régime de l'autorisation ; D = soumis à déclaration (DC = avec contrôle périodique) ; NC = Non Classable
[3] R = distance du rayon d'affichage de l'enquête publique (en km)

N°	Désignations (nomenclature ICPE)	A – DC- D-NC[4]	R[5]	Projet
2515-1-a	**1. Installations de broyage, concassage, criblage, etc. de minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels ou de déchets non dangereux inertes, autres que celles visées par d'autres rubriques et par la sous-rubrique 2515-2.** La puissance maximum de l'ensemble des machines fixes pouvant concourir simultanément au fonctionnement de l'installation, étant : a) Supérieure à 200 kW b) Supérieure à 40 kW, mais inférieure ou égale à 200 kW	 **E** D	 - -	Puissance installée maximale : 1 335 kW **ENREGISTREMENT**
2516	**Station de transit de produits minéraux pulvérulents non ensachés tels que ciments, plâtres, chaux, sables fillerisés ou de déchets non dangereux inertes pulvérulents.** La capacité de transit étant : a) Supérieure à 25 000 m³ b) Supérieure à 5 000 m³, mais inférieure ou égale à 25 000 m³	 **E** D	 - -	Capacité de stockage maximale : 811 m³ **NON CLASSE**
2517-2	**Stations de transit, regroupement ou tri de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques**, la superficie de l'aire de transit étant : **1** - Supérieure à 10 000 m² **2** - Supérieure à 5 000 m², mais inférieure ou égale à 10 000 m²	 **E** D	 - -	Superficie station de transit : 35 000 m² **ENREGISTREMENT**
2518-b	**Installation de production de béton prêt à l'emploi équipée d'un dispositif d'alimentation en liants hydrauliques mécanisé, à l'exclusion des installations visées par la rubrique 2522** La capacité de malaxage étant : a) Supérieure à 3 m³ b) Inférieure ou égale à 3 m³	 E **D**	 - -	Capacité de malaxage de 2,25 m³ **DECLARATION**
2710-1-b et 2710-2-b	1. Collecte de déchets dangereux. La quantité de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égale à 7 tonnes b) Supérieure à 1 tonne, et inférieure à 7 tonnes 2. Collecte de déchets non dangereux. Le volume de déchets susceptibles d'être présents dans l'installation étant : a) Supérieure ou égal à 300 m³ b) Supérieure ou égal à 100 m³ et inférieur à 300 m³	 A **DC** E **D**	 **1** - - -	Volume de déchets dangereux de **6 tonnes** et non dangereux de **200 m³** **DECLARATION CONTROLEE**
2930	**Ateliers de réparation et d'entretien de véhicules et engins à moteur, y compris les activités de carrosserie et de tôlerie.** 1 - Réparation et entretien de véhicules et engins à moteur, la surface de l'atelier étant : a) Supérieure à 5 000 m² b) Supérieure à 2 000 m² mais inférieure ou égale à 5 000 m²	 E DC	 - -	Surface de l'atelier : 500 m² **NON CLASSE**
1435	**Stations-service : installations, ouvertes ou non au public, où les carburants sont transférés de réservoirs de stockage fixes dans les réservoirs à carburant de véhicules. Le volume annuel de carburant liquide distribué étant :** 1 - Supérieur à 20 000 m³ 2 - Supérieur à 100 m³ d'essence ou 500 m³ au total, mais inférieur ou égal à 20 000 m³	 E DC		Station-service fermée au public : 150 m³/an **NON CLASSE**

[4] A = soumis au régime de l'autorisation ; E = soumis au régime de l'enregistrement ; D = soumis à déclaration (DC = avec contrôle périodique) ; NC = Non Classable

[5] R = distance du rayon d'affichage de l'enquête publique (en km)

4734	**Produits pétroliers spécifiques et carburants de substitution : essences et naphtas ; kérosènes (carburants d'aviation compris) ; gazoles (gazole diesel, gazole de chauffage domestique et mélanges de gazoles compris) ; fioul lourd ; carburants de substitution pour véhicules, utilisés aux mêmes fins et aux mêmes usages et présentant des propriétés similaires en matière d'inflammabilité et de danger pour l'environnement.** La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations y compris dans les cavités souterraines étant : 1 - Pour les cavités souterraines et les stockages enterrés : a) Supérieure ou égale à 2 500 t b) Supérieure ou égale à 1 000 t mais inférieure à 2 500 t c) Supérieure ou égale à 50 t d'essence ou 250 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total 2 - Pour les autres stockages : a) Supérieure ou égale à 1 000 t b) Supérieure ou égale à 100 t d'essence ou 500 t au total, mais inférieure à 1 000 t au total c) Supérieure ou égale à 50 t au total, mais inférieure à 100 t d'essence et inférieure à 500 t au total	A E DC A E DC	2 - - 2 - -	Citernes de GNR et GO Capacité totale sur site 40 m³ (34 tonnes) **NON CLASSE**

Tableau 2. Rubriques ICPE concernées par le projet

Pour son exploitation, la carrière du Rizzanese est donc soumise à <u>Autorisation</u> pour son activité d'extraction et à Enregistrement pour son installation fixe de traitement ainsi que pour sa station de transit.

Pour l'ensemble de ces rubriques, le rayon d'affichage de l'enquête publique est de <u>3 km</u>.

N°	DÉSIGNATIONS (article R.214-1 du Code de l'environnement) – IOTA	RÉGIME	PROJET
1.2.1.0	**Prélèvements et installations et ouvrages permettant le prélèvement** La capacité totale maximale du prélèvement est supérieure ou égale à 1 000 m³/heure ou à 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau. La capacité totale maximale du prélèvement est comprise entre 400 et 1 000 m³/heure ou entre 2 et 5 % du débit du cours d'eau ou, à défaut, du débit global d'alimentation du canal ou du plan d'eau.	A D	Activité de pompage 1,86 % du débit à l'étiage **NON CLASSE**
2.1.5.0	**Rejet d'eaux pluviales** dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet, étant : 1° Supérieure ou égale à 20 ha 2° Supérieure à 1 ha, mais inférieure à 20 ha	**A** D	Surface du projet + bassin versant intercepté : **36 ha** **AUTORISATION**
3.2.3.0	**Plans d'eau**, permanents ou non : 1° Dont la superficie est supérieure ou égale à 3 ha 2° Dont la superficie est supérieure à 0,1 ha mais inférieure à 3 ha	A **D**	Superficie du plan d'eau : **0,65 ha** **DECLARATION**

Tableau 3. Rubriques IOTA concernées par le projet

II.4 PROCEDURES REGLEMENTAIRES MENEES EN PARALLELE

Au-delà du dossier de demande d'autorisation environnementale (DDAE) établi au titre des installations classées pour la protection de l'environnement, le projet de renouvèlement et extension de la carrière de Sartène implique les procédures réglementaires suivantes :

- ✓ Une demande de défrichement (article L.341-3 et R.341-1 et suivants du Code forestier),
- ✓ Une demande de dérogation au titre des espèces protégées (article L.411-1 à L.411-3 du Code de l'environnement).

En revanche, aucune procédure réglementaire n'est prévue au titre d'autres réglementations telle que le code de l'urbanisme. En l'occurrence, le projet n'implique pas le dépôt d'un permis de construire ou permis de démolir.

III. PROCEDES D'EXPLOITATION ET MOYENS MIS EN ŒUVRE

III.1 MATERIAUX EXPLOITES

III.1.1 Nature des matériaux exploités

Le gisement est constitué de matériaux de type granodiorite et arène granitique (famille des granites) sur une épaisseur de plusieurs centaines de mètres.

Formation géologique exploitée	Granodiorite et arène granitique
Densité des matériaux exploités	2,5 (moyenne)
Cote minimale d'exploitation	15 m NGF



Figure 1. Vue du gisement exploité au sein de la carrière

III.1.2 Volumes concernés

Volume d'extraction

Le gisement concerné par le nouveau périmètre d'extraction représente un volume de **2 400 000 m³** qui seront extraits au cours des 30 années à venir jusqu'à la cote minimale 15 m NGF comme actuellement, soit un rythme moyen d'extraction de 80 000 m³ par an.

Précisons qu'il s'agit-là d'un volume brut qui inclut la totalité des stériles non commercialisables puisque le gisement exploité dans la carrière de Sartène comporte une partie supérieure non commercialisable, granite qualifié de « beige » par opposition au granite de qualité qualifié de « gris » (voir ci-après).

Terres de décapage

Ces terres concernent uniquement l'horizon superficiel des 30 000 m² de la zone d'extension qui sera soumise à l'extraction. S'agissant d'un sol ''maigre'' d'une épaisseur moyenne de 30-35 cm, ces terres de décapage

représentent un volume estimé à 10 000 m^3. Ces matériaux, non valorisables, seront stockés sur la bande des 10 mètres en périphérie de la zone d'extension avant d'être réutilisés dans le cadre de la remise en état finale.

Stériles de découverte

La formation granitique supérieure du gisement appelée « granite beige » qui représente environ 25 % du gisement extrait est en grande partie impropre à la production de granulats car elle présente une mauvaise qualité géotechnique. Ces matériaux apparaitront principalement lors des premières années d'exploitation de la zone d'extension, lorsqu'il s'agira d'atteindre le « granite gris » sous-jacent. Le volume de cette découverte est estimé à **300 000 m^3** pour la totalité de la durée d'autorisation.

Ces stériles de découverte seront pour partie commercialisés en étant introduit en mélange avec le granite gris, à hauteur de 75 000 m^3. Le reste est utilisé sur place dans le cadre de la remise en état de la carrière à hauteur de 225 000 m^3 (principalement dans l'ancienne zone d'exploitation au Nord de l'éperon Ouest, et dans la fosse principale d'exploitation où une plateforme sera progressivement constituée à la cote 60 m NGF par comblement partiel).

Stériles d'exploitation

L'exploitation du gisement est également source de production de stériles non commercialisables dont le volume est estimé à **365 000 m^3** pour la totalité de la période sollicitée.

Ces matériaux seront également utilisés dans le cadre de la remise en état de la carrière, au même titre que les stériles de découverte.

Matériaux commercialisables

Compte tenu des éléments précédemment décrits ci-avant, le volume de matériaux commercialisables représente environ **1 800 000 m^3**, soit un volume annuel de **60 000 m^3** (150 000 tonnes).

Tableau 4. Estimation des volumes de matériaux extraits au sein de la carrière du Rizzanese

	PROJET DE RENOUVELLEMENT ET D'EXTENSION
Décapage	10 000 m^3
Découverte	300 000 m^3 dont 75 % non commercialisables soit 225 000 m^3
Stériles d'exploitation	365 000 m^3
Total remblais	600 000 m^3
Gisement commercialisable	1 800 000 m^3
Total gisement exploité	**2 400 000 m^3**

Matériaux de remblais

En termes de matériaux de remblais disponibles pour la remise en état finale du site, la société SGBC disposera d'environ 600 000 m^3 de matériaux. Le volume de granite impropre devant être stocké représente 500 000 m^3, de matériaux qualifiés de « stériles » d'exploitation auquel s'ajoutent 90 000 m^3 (après recyclage) de matériaux inertes extérieurs importés depuis les chantiers locaux du BTP (10 000 m^3 par an pendant 30 ans) et environ 10 000 m^3 de terres de découverte de la zone d'extension.

Tableau 5. Estimation des volumes de matériaux disponibles pour le remblaiement

Gisement extrait	Inertes extérieurs importés	Découverte extension
2 400 000 m^3 dont 25% de « beige » et stériles d'exploitation soit 600 000 m^3	10 000 m^3/an dont 70% de recyclage soit 3 000 m^3 par an à stocker pendant 30 ans en provenance du Valinco, Sartenais et Alta Rocca	30 cm
500 000 m^3 à enfouir.	90 000 m^3 à enfouir	10 000 m^3 à enfouir
Volume total à enfouir = 600 000 m^3		

III.2 MODALITES GENERALES D'EXPLOITATION

III.2.1 Délimitation du périmètre d'autorisation

Le **périmètre d'autorisation** projeté couvre une **superficie de 325 137 m²**. Ce périmètre a été délimité de la façon suivante :

- ✓ Renouvellement du périmètre d'autorisation actuel (excepté l'exclusion de la surface occupée par la société MOCCHI TRAVAUX PUBLIC « MTP » au Nord-Est) ;
- ✓ Intégration d'une zone technique à l'Ouest (stockages temporaires + piste + réaménagement) ;
- ✓ Intégration d'une zone d'extension de la zone d'extraction 35 000 m² au Sud.

Ce nouveau périmètre comprend les éléments strictement liés à l'exploitation de la carrière, à savoir :

- ✓ L'intégralité du périmètre d'extraction ;
- ✓ L'ensemble des éléments et infrastructures nécessaires au fonctionnement du site : bassins de rétention, pont-bascule, hangars techniques, bureaux et locaux sociaux…
- ✓ L'ensemble de la plateforme utilisée par l'installation fixe de traitement par broyage, concassage, criblage et ses stocks associés ;
- ✓ La centrale à béton et ses installations connexes (silo de ciment, citernes d'adjuvants…) ;
- ✓ L'ensemble des stations de transit de matériaux inertes d'une superficie maximale de 35 000 m².

La figure suivante [**Figure 2**] présente les périmètres de la carrière. La délimitation du périmètre d'extraction sera quant à elle détaillée dans le chapitre suivant (§II.2.2).

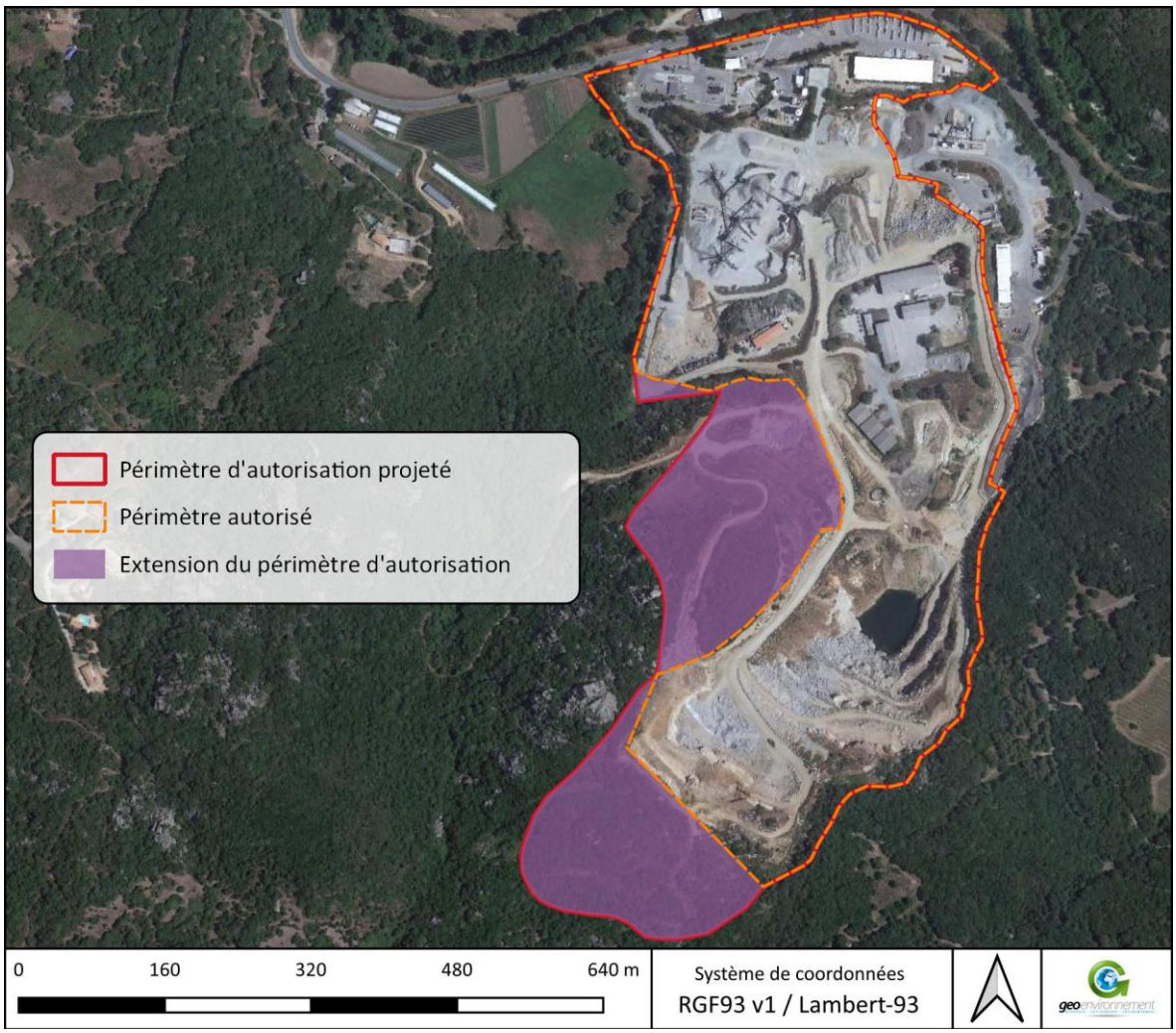


Figure 2. Localisation du périmètre d'autorisation projeté

III.2.2 Délimitation du périmètre d'extraction

III.2.2.1 Limites de la zone d'excavation en profondeur

Dans le cadre de ce projet de renouvellement et d'extension, le fond de fouille s'établira en fin d'exploitation à la cote minimale de 15 m NGF, comme déjà prescrit par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 août 2007.
La zone d'extension sera exploitée à flanc de relief selon une alternance de fronts d'une hauteur maximale de 15 mètres et de banquettes de largeur minimale de 10 mètres.

La cote minimale du carreau d'exploitation sera maintenue à 15 m NGF comme actuellement.

III.2.2.2 Limites de la zone d'excavation en plan

Au sein du nouveau périmètre d'autorisation (PA) de 325 137 m², le nouveau périmètre d'exploitation (PE) représente une superficie de **111 700 m²** dont 32 900 m² supplémentaires par rapport au périmètre d'exploitation actuel autorisé par l'arrêté préfectoral du 8 août 2007 [**Figure 3**].

Précisons que ce périmètre d'extraction est contraint par des obligations réglementaires, mais aussi des enjeux paysagers et écologiques. Ainsi :

- ✓ Un délaissé réglementaire de 10 mètres de large minimum (« bande périphérique des 10 m ») dans lequel aucune activité extractive ne sera effectuée a été respecté entre les périmètres d'autorisation et d'extraction (conformément aux prescriptions de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994 modifié) ;
- ✓ Environ **1,3 ha** de terrains situés au Sud-Ouest ont été exclus de l'extension afin de conserver les éperons rocheux qui permettent de maintenir la ligne de crête qui jouent également un rôle de masque visuel notable [**Figure 6**].

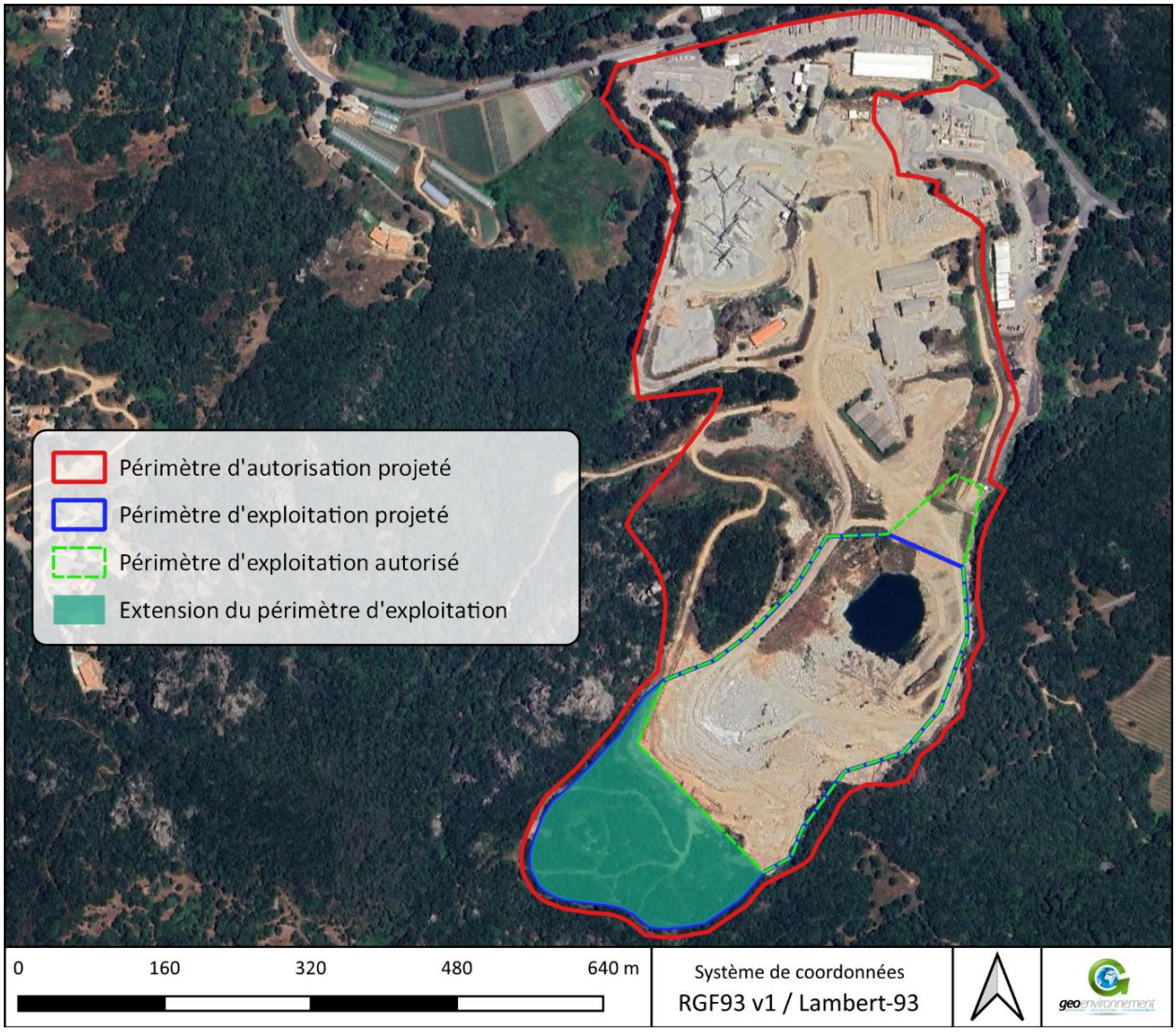


Figure 3. Définition du périmètre d'exploitation



Figure 4. Zone d'extension Sud-Ouest évitée

En définitive, après évitement d'un certain nombre de secteurs au Sud, l'emprise finale retenue dans le cadre du projet d'extension représente une superficie de 3,56 ha [**Figure 5**].



Figure 5. Emprise finale de l'extension au Sud

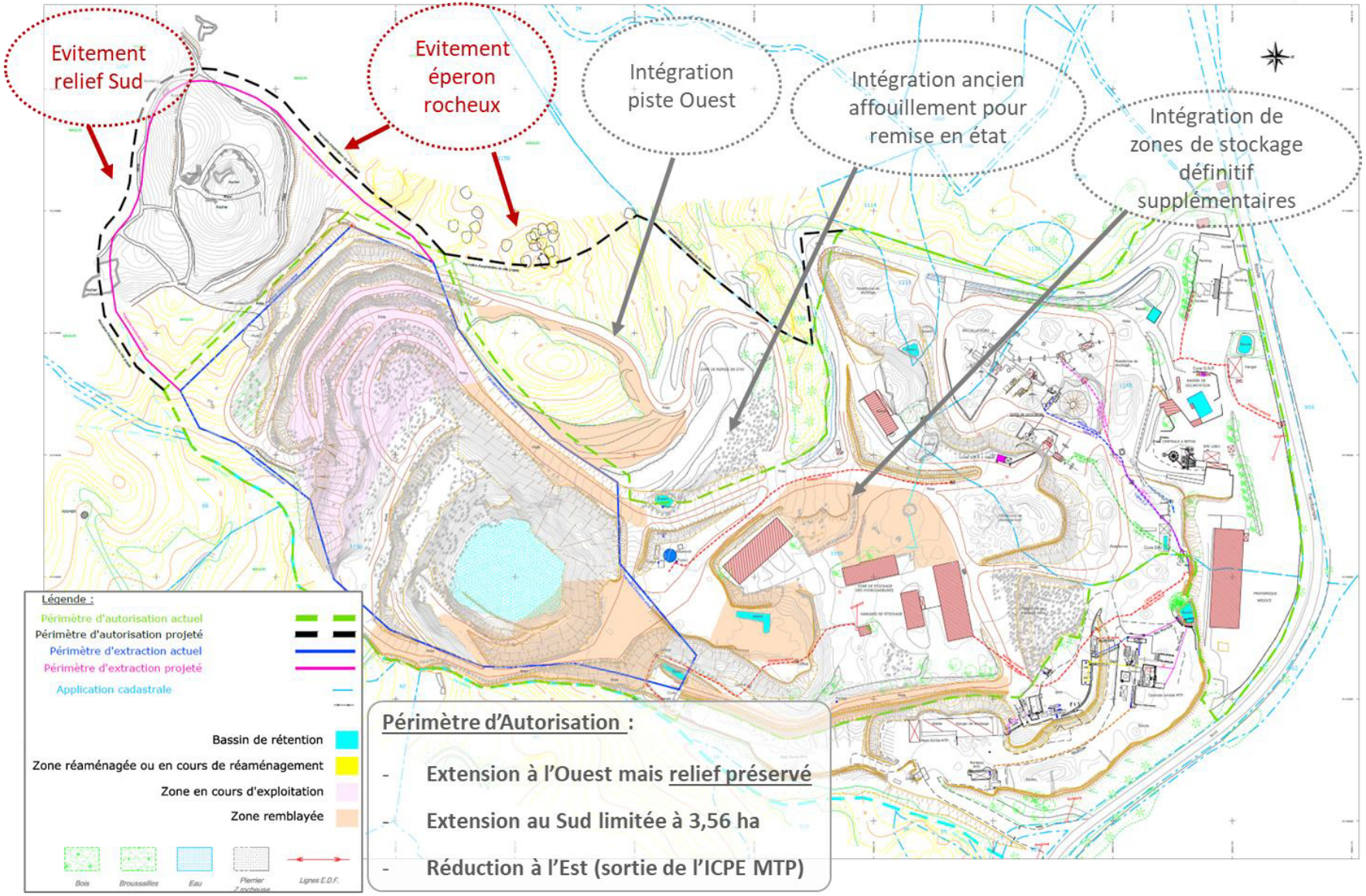


Figure 6. Synthèse du périmètre final tenant compte des contraintes écologiques et paysagères

III.2.3 Principes généraux d'exploitation

Comme c'est déjà le cas actuellement, l'exploitation de la carrière du Rizzanese s'effectuera à ciel ouvert, essentiellement hors d'eau, excepté le dernier front inférieur dont l'exploitation se fait sous eau (cotes altimétriques 15 à 30 NGF).

Les modes et moyens d'exploitation ne seront pas modifiés par rapports à ceux déjà mis en œuvre sur la carrière. A savoir que l'abattage se fera aussi par la réalisation de tirs de mines, et la reprise des matériaux abattus par l'utilisation d'engins mécaniques classiques (pelles, chargeurs, et dumpers).

Schématiquement, l'exploitation comportera les opérations suivantes :

- ✓ **Défrichement** de la zone d'extension avant sa mise en exploitation. Le défrichement de la zone d'extension sera opéré d'un seul tenant au cours de la 1ere phase quinquennale d'exploitation, en respectant toutefois le calendrier écologique prescrit par le bureau d'études naturaliste partenaire (ECOTONIA). Les opérations de défrichement sont détaillées dans les pièces jointes réglementaires dédiées n°123 à 125 ;
- ✓ **Décapage de la terre de découverte** : toujours dans la zone d'extension uniquement, la terre végétale qui présente sur une épaisseur assez faible (30 cm en moyenne) sera décapée. Cette opération sera réalisée au moyen d'une chargeuse et/ou d'une pelle. Cette terre décapée sera stockée sous forme de merlon périphérique à la zone d'extension et sera utilisée en couverture superficielle dans le cadre de la remise en état finale du site ;
- ✓ **Extraction des matériaux** par gradins successifs descendants d'une hauteur maximale de **15 mètres** et séparés par des banquettes d'une largeur minimale de **10 mètres**. Ces opérations d'extraction impliquent la réalisation de tirs de mines (utilisation d'explosifs) ;
- ✓ **Reprise des matériaux** extraits par **engins mécaniques** (dumpers et pelles), à destination de l'installation de traitement fixe située sur la plateforme technique Nord de la carrière ;
- ✓ **Traitement** de la partie commercialisable du gisement via l'installation fixe de broyage, concassage, criblage, déjà existante ;
- ✓ Parallèlement, **importation et traitement des matériaux inertes extérieurs** par un groupe mobile de concassage-criblage. Cette opération assurera la production de matériaux recyclés, dits ''matériaux secondaires'' ;
- ✓ **Stockage temporaire au sol** des produit finis en attente de **commercialisation** ou **utilisation** interne pour la fabrication de produits transformés (bétons, etc.) ;
- ✓ **Fabrication de bétons prêt à l'emploi (BPE)** dans la centrale déjà existante au sein du site ;
- ✓ **Remise en état du site** coordonnée autant que possible à l'avancement des travaux : réaménagement des surfaces propice au retour de la biodiversité avec retour à une **vocation naturelle** ultérieure pour la partie haute de la carrière (partie Sud) et remblaiement partiel de la fosse en eau par la création d'une plateforme à la côte 60 m NGF ;
  Rappelons que les 6 derniers mois d'autorisation seront entièrement consacrés à la finalisation de la remise en état (plus de travaux d'extraction pendant cette période).

III.2.4 Personnel de la carrière

Plusieurs personnes seront nécessaires pour poursuivre l'exploitation de la carrière du Rizzanese dont :

- ✓ 1 chef de carrière ;
- ✓ 1 agent de bascule ;
- ✓ 2 conducteurs d'engin ;
- ✓ 1 pilote d'installation ;
- ✓ Du personnel administratif alternant entre les différents sites SGBC.

III.2.5 Moyens d'exploitation

III.2.5.1 Engins présents sur le site

Les engins présents sur le site pour l'exploitation de la carrière du Rizzanese, depuis le décapage jusqu'aux opérations de réaménagement, seront les suivants :

- ✓ **2 chargeuses** sur pneus ;
- ✓ **2 pelles** hydraulique ;
- ✓ **2 tombereaux ou dumpers** ;
- ✓ **Camions-bennes** type 8x4 ou 6x4 ;
- ✓ **1 foreuse** pour la réalisation des trous pour tirs de mine (sous-traitance) ;
- ✓ **5 camions-toupies** d'une capacité unitaire de 6 à 8 m^3 ;
- ✓ **1 pompe à béton.**

Ces engins seront répartis comme suit en fonction des opérations à réaliser :

- ✓ **Décapage** : pelle et chargeuse ;
- ✓ **Reprise et chargement des matériaux extraits** : pelle, chargeuse et tombereau ;
- ✓ **Alimentation de l'installation de traitement** : chargeuse ;
- ✓ **Chargement des camions de transport** : chargeuse ;
- ✓ **Réaménagement** : pelle et chargeuse.

Le transport des matériaux à l'extérieur du site est assuré par des camions de type semi-remorque ou type camion-benne 8x4 et 6x4 d'une capacité unitaire moyenne de 19 tonnes, cette capacité étant comprise entre 3 et 26 tonnes.

III.2.5.2 Installations de traitement

Une installation de traitement complète de traitement des matériaux, de type fixe et d'une puissance totale de 940 kW est présente au sein de la plateforme technique Nord de la carrière. Cette installation assure la production des différentes granulométries de matériaux [**cf. synoptique en Figure 7**].

Cette installation fixe de traitement des matériaux est composée des éléments suivants [**Figure 7**] :

Ligne n°1	**Ligne n°2**
Une trémie de réception de 50 m^3 avec extracteur Un scalpeur AL1 : alimentateur pré-crible Sandvik HGF 1248 T5 : tapis sous scalpeur CR6 : crible Sandvik 551233H 5 m^2 T7 : tapis de mise en stock 0/6 T8 : tapis de mise en stock 0/30 CM10 : concasseur à mâchoire Sandvik JM 1211 HD T3 : tapis sous concasseur de mise en stock	A1/A2 : 2extracteurs T11 : tapis sous tunnel CR12 : crible Sandvik 551233 H T13 : tapis sous crible de mise en stock BR14 : broyeur à cône Sandvick S3800 CR16 : crible Metso DF2012 3 m^2 Quatre trémies de réception 20 m^3 T18 : tapis de mise en stock T15 : tapis sous broyeur T17 : tapis de retour sous broyeur
Ligne n°3	**Ligne n°4**
A4 : extracteur T19 : tapis alimentation broyeur BR20 : giratoire Metso HP200 T21 : tapis sous giratoire T23/T24 : 2 tapis de recyclage CR22 : crible Nordberg CVB2060 (4 étages) T25 : tapis de mise en stock de 14/20 T26 : tapis de mise en stock de 6/14 T27 : tapis de mise en stock de 2/6 T28 : tapis de mise en stock de 0/2	A3 : Extracteur T29 : tapis alimentation broyeur Un concasseur Magotteaux 2100 T31 : tapis sous concasseur giratoire CR32 : crible DRAGON VP - 3 7,2 m^2 (3 étages) T39 : tapis de mise en stock de 0/2 T37 : tapis de mise en stock de 2/6 T35 : tapis de mise en stock de 6/14 T33/T34 : 2 tapis de recyclage A5 : alimentateur

	T38 : tapis sous crible 1 trémie de recyclage 40 m3 T36 : tapis de mise en stock

Cette installation fixe est seulement utilisée pour traiter les matériaux extraits sur la carrière, les matériaux inertes extérieurs importés depuis les chantiers du BTP étant traités par une unité mobile de concassage-criblage d'une puissance de 395 kW.

La puissance totale installée de ces installations fixe et mobile est de 1 335 kW, ce qui soumet cette activité à Enregistrement au titre de la rubrique 2515-1-a de la nomenclature des ICPE. Le synoptique de l'installation fixe est présenté ci-après [Figure 7].

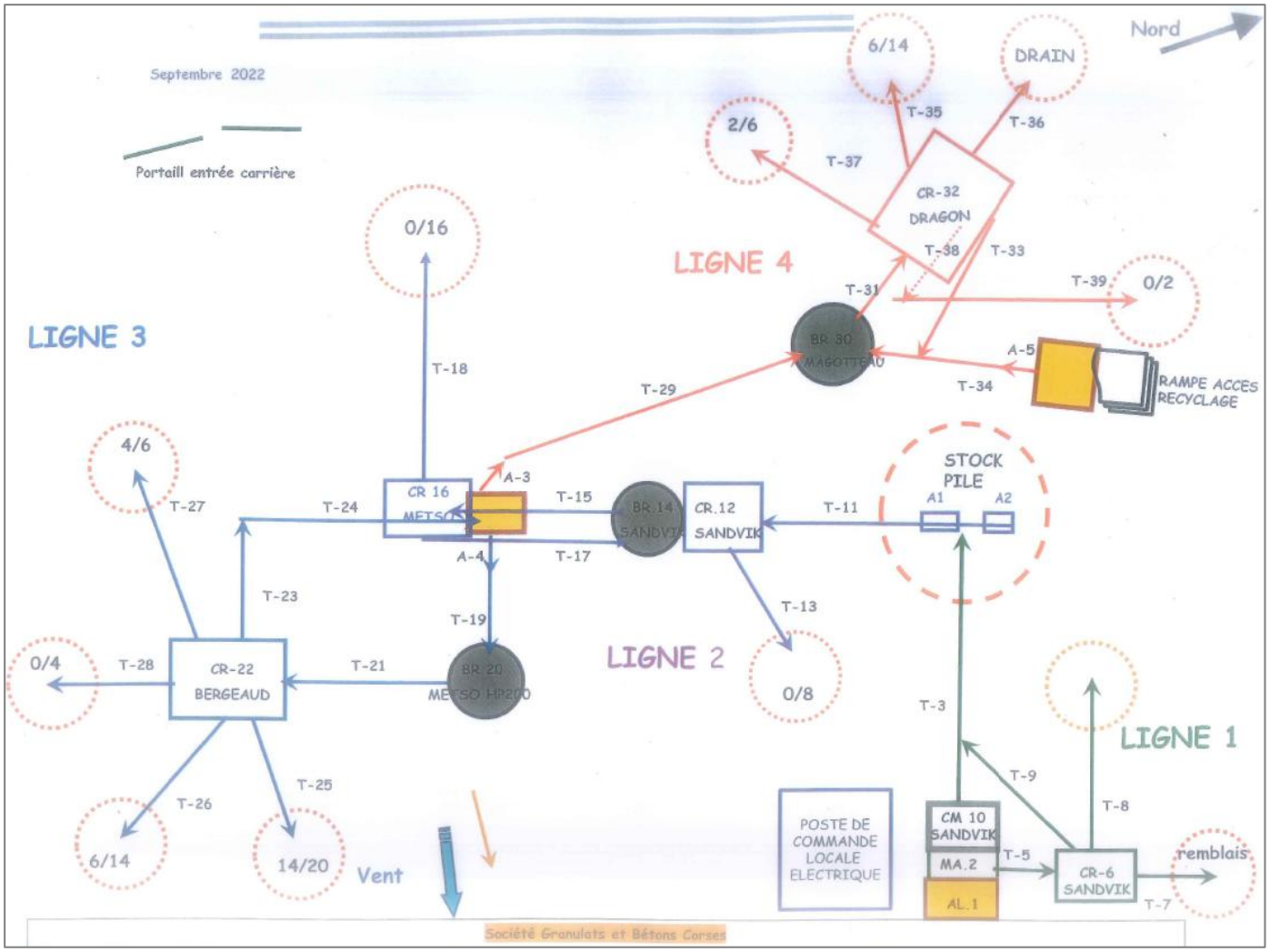


Figure 7. Synoptique schématique de l'installation de concassage-criblage

III.2.6 Centrale à béton

Une centrale à béton de type « béton prêt à l'emploi » (BPE) fonctionne sur le site depuis 2004, implantée sur la parcelle 1148. Elle est équipée d'un malaxeur d'une capacité de 2,5 m^3.

Elle dispose de 7 silos à ciments d'une capacité totale de 1460 T, distribués comme suit :

- ✓ 1 silo de 700 T.
- ✓ 1 silo de 380 T ;
- ✓ 3 silos de 80 T ;
- ✓ 2 silos de 70 T ;

La production annuelle maximale de cette unité de BPE est de 35 000 m^3.

III.2.7 Station de transit

Une zone de stocks temporaires dite « station de transit » est présente sur le site, afin d'accueillir les matériaux inertes quel que soit le type (déchets inertes du BTP, terres de découverte et matériaux d'extraction bruts et finis).

Compte tenu de la surface totale occupée au sol, estimée à 35 000 m^2, cette activité de transit est soumise au régime de l'Enregistrement en application de la rubrique 2517 de la nomenclature des installations classés pour la protection de l'environnement.

Précisons qu'elle sera toujours incluse dans le périmètre d'autorisation.

III.2.8 Installations connexes

Les installations connexes pour les besoins du bon déroulement de l'activité du site sont d'ores déjà présentes et seront maintenues en place. Ces installations comprennent :

- ✓ Les **bureaux et locaux** du personnel munis de sanitaires (douches, WC, etc.) ;
- ✓ Un **parking** pour les véhicules légers ;
- ✓ Un **pont-bascule** ;
- ✓ 3 **cuves de carburant** (20 m^3 de GNR, 12 et 8 m^3 de GO) avec **station-service** sur aire étanche de ravitaillement ;
- ✓ Une **plateforme de stockage** pour les matériaux du site pour une surface totale de 35 000 m^2 ;
- ✓ Un atelier d'entretien et de stockage du matériel courant, équipé d'une aire bétonnée étanche comprenant un point bas permettant de recueillir les liquides usagés (huiles…) ;
- ✓ 3 bassins de recueil des eaux pluviales (en plus de la fosse d'extraction).

III.2.9 Produits mis en œuvre ou utilisés

Les produits mis en œuvre au sein de la carrière seront :

- ✓ **Des matériaux naturels** issus de l'extraction ou proposés au négoce : granite, arène granitique et horizon superficiel terreux ;
- ✓ **Des déchets inertes :** stériles d'exploitation et déchets inertes issus des chantiers locaux du BTP, utilisés en tant que matériaux de remblaiement dans le cadre de la remise en état du site ;
- ✓ **Du GNR** (gasoil non-routier) pour les engins de chantier fonctionnant sur le site ;
- ✓ **De l'eau** pour le traitement des poussières en période sèche et venteuse (arrosage des pistes de circulation). Rappelons que le site dispose d'une autorisation de prélèvement d'eau dans le Rizzanese à hauteur de 80 m^3/h ou 100 m^3/jour.

III.2.10 Horaires et périodes de fonctionnement

La carrière fonctionnera en continu toute l'année. L'activité s'interrompra uniquement en cas de fortes intempéries ou lors de congés annuels.
Elle sera en activité du lundi au vendredi, hors jours fériés, de 7h30 à 12h et de 13h à 16h.

III.3 DETAILS DES OPERATIONS D'EXPLOITATION

III.3.1 Extraction du gisement

Comme déjà indiqué, l'exploitation de la carrière s'effectuera de même qu'aujourd'hui, par la méthode des **gradins successifs,** à flanc de relief et jusqu'à la cote minimale de fond de fouille de 15 m NGF.

L'abattage des matériaux sera effectué à l'explosif par tirs de mines verticales profondes, à l'aide de détonateurs électriques fond de trou et de micro-retard, selon un plan de foration et un plan de tirs déterminés et définis à l'avance par une entreprise spécialisée. De même qu'aujourd'hui, un tir de mines sera effectué chaque mois en moyenne. Ces opérations sont aussi effectuées par une entreprise extérieure spécialisée, en respectant le plan de tir préétabli avec la SGBC.

Les produits abattus seront ensuite repris par un engin mécanique (chargeuse ou pelle) et transportés par dumpers ou tombereaux vers l'installation de traitement.

Au cours des 30 années d'exploitation prévues, 2 400 000 m³ de matériaux bruts seront prélevés, soit 80 000 m³ par an en moyenne.
Pour cette même période, les matériaux commercialisés représenteront 1 800 000 m³, soit environ 4 500 000 tonnes. Tous types de stériles confondus, la part de matériaux non exploitable représente donc 600 000 m³, soit une perte moyenne de 25 % du gisement extrait.

III.3.2 Stockage des matériaux

Plusieurs types de matériaux, tous de caractère inerte, seront stockés provisoirement au sol au sein de la carrière :

- ✓ **Les terres de découverte**, décapées préalablement aux opérations d'extraction sur la zone d'extension, qui seront stockées sous forme de merlons périphériques autour de la zone d'extension avant d'être réutilisées en surface lors de la remise en état ;
- ✓ **Les matériaux abattus** lors des opérations de tirs de mines, qui seront temporairement stockés au pied des fronts. Ces matériaux seront progressivement repris afin d'être traités par les installations de la carrière ;
- ✓ **Les stériles d'exploitation** qui seront stockés temporairement au sein du site, avant d'être réutilisés sur site dans le cadre du réaménagement coordonné (principalement comblement de la fosse et un ancien secteur à réaménagé à l'Ouest) ;
- ✓ **Des produits finis** issus de l'extraction ou du recyclage en attente de commercialisation ou de transformation (béton, produits béton…). Ces stocks sont constitués dans la plateforme de négoce au Nord.

La totalité des stocks de produits finis et de ceux des produits bruts extraits ou importés depuis les chantiers du BTP, correspond à une activité de « station de transit » telle que définis par la rubrique 2517 de la nomenclature des ICPE, et dont la surface maximale cumulée maximale est de 3,50 ha.

III.3.3 Accueil de déchets inertes du BTP

III.3.3.1 Volumes estimés

La SGBC souhaite accueillir des matériaux inertes extérieurs dans le cadre de la remise en état de la carrière. Ainsi, jusqu'à 20 000 tonnes environ de déchets inertes extérieurs du BTP seront enregistrés et contrôlés chaque année sur la carrière avant d'être temporairement stockés sur la plateforme technique en vue du recyclage.

SGBC estime qu'environ 70 % seront recyclés puis commercialisés en tant que granulats soit environ 14 000 tonnes. Les 30 % restants, soit environ 6 000 tonnes, seront stockés temporairement puis réutilisés dans le cadre de la remise en état coordonnée de la carrière.

Les déchets admis sur la carrière du Rizzanese seront exclusivement de caractère inerte, quelle que soit leur origine, tel que listés à l'article R.541-8 du Code de l'environnement.
Pour cela, une procédure d'accueil sera respectée à l'arrivée des matériaux sur le site (procédure détaillée ci-après).

Jusqu'à 20 000 tonnes de matériaux inertes extérieurs seront accueillis sur le site chaque année. La majeure partie sera valorisée en granulats recyclés, tandis que l'autre partie sera temporairement stockée avant d'être utilisée en remblayage afin de participer à la remise en état coordonnée du site.

III.3.3.2 Cadre réglementaire

La SGBC importe des déchets inertes extérieurs du BTP dans le cadre de son réaménagement comme permis par l'article 12.3 de l'Arrêté Ministériel du 22 septembre 1994 modifié.

En tant que plateforme d'accueil et de valorisation de matériaux inertes, la carrière du Rizzanese respectera l'ensemble des prescriptions en vigueur concernant notamment l'accueil, le tri et la traçabilité de ces matériaux. Ces procédures sont rappelées pour mémoire ci-dessous.

III.3.3.3 Modalités techniques d'accueil

Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leurs quantités, leurs caractéristiques, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur. Ce bordereau atteste que les matériaux déposés sont ceux correspondant à la provenance indiquée.
L'exploitant tient à jour un registre ou un document synthétique sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux, les moyens de transport utilisés et le nom du transporteur ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones (et les niveaux) de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Les matériaux d'apport extérieur acheminés par transport routier ne peuvent en aucun cas être déversés directement dans la fouille. L'exploitant prend toutes dispositions pour que la personne qu'il a préalablement désignée puisse contrôler la nature des matériaux déchargés, en particulier :

- la conformité du chargement avec le bordereau de suivi,
- le déchargement sur une zone aménagée et réservée à cet effet,
- après vérification de la nature des matériaux apportés ne quitte le site qu'après en avoir reçu l'autorisation par l'exploitant ou son préposé qui a autorisé la mise en remblai des matériaux déchargés.

A titre exceptionnel, les matériaux d'apport dont l'exploitant ou son préposé reconnaît que la nature n'est pas conforme aux prescriptions de cet article après le départ du véhicule peuvent être stockés sur une aire de dépôt tampon pendant une durée au plus égale à 48 heures. Ils sont évacués vers des centres dûment autorisés. Ces différentes opérations sont notées dans le registre susvisé.

Le remblayage de la carrière doit participer au respect du Plan Départemental d'Elimination des Déchets (PDED) du BTP. L'exploitant devra veiller à un approvisionnement avec des matériaux de qualité et de proximité.

Le site dispose d'ores et déjà des modalités techniques nécessaires à la réception de matériaux inertes issus du BTP. Celles-ci seront maintenues dans le cadre de la poursuite des activités sollicitées.

III.3.3.4 Caractéristiques des matériaux importés

Quelle que soit leur origine, les matériaux admis sur la carrière seront exclusivement de caractère inerte tel que listé à l'article R.541-8 du Code de l'environnement.

Ce même Code de l'environnement qualifie les déchets inertes selon les termes suivants (article R.541-8) :

"*Déchet inerte : tout déchet qui ne subit aucune modification physique, chimique ou biologique importante, qui ne se décompose pas, ne brûle pas, ne produit aucune réaction physique ou chimique, n'est pas biodégradable et ne détériore pas les matières avec lesquelles il entre en contact d'une manière susceptible d'entraîner des atteintes à l'environnement ou à la santé humaine*."

Le Ministère de l'Écologie et du Développement Durable a publié en juin 2004 un "Guide de bonnes pratiques relatives aux installations de stockage de matériaux inertes issus du BTP", dont certaines préconisations peuvent être reprises.

Conformément aux préconisations de ce guide et à la définition réglementaire des matériaux inertes, les déchets inertes acceptés sur la carrière du Rizzanese seront des déchets dont l'usage est adapté aux pratiques durables des activités de carrière.

Rappelons que dans le cadre de la présente demande d'autorisation environnementale, l'accueil des déchets inertes sur le site du Rizzanese permettra à la fois la production de granulats recyclés et également de valoriser des matériaux

comme remblais de carrière. Le tableau ci-dessous liste les types de déchets inertes admissibles sur la carrière, selon les codes déchets de l'annexe II de l'article R.541-8 du Code de l'environnement.

Tableau 6. Liste des déchets inertes admis sur la carrière du Rizzanese

FAMILLE DE DÉCHET DE LA NOMENCLATURE DÉCHETS	RUBRIQUE DE LA NOMENCLATURE DÉCHETS	INTITULÉ	UTILISATION
15. Emballages et déchets d'emballages	15 01 07	Emballage en verre	Valorisable
17. Déchets de construction et de démolition	17 01 01	Béton	Valorisable
	17 01 02	Les briques	Valorisable
	17 01 03	Les tuiles et les céramiques	Valorisable
	17 01 07	Mélanges de béton, tuiles et céramiques ne contenant pas de substances dangereuses	Valorisable
	17 02 02	Verre	Valorisable
	17 05 04	Terres et cailloux ne contenant pas de substances dangereuses	Non valorisable, destinés au remblai de la carrière
20. Déchets municipaux	20 02 02	Terres et pierres	Non valorisable, destinés au remblai de la carrière

Tout déchet n'appartenant pas à cette liste est systématiquement refusé.

III.3.3.5 Procédure d'admission

a. Accueil des déchets ne contenant pas d'enrobés bitumineux

La procédure d'admission développée ci-après est issue de la procédure d'acceptation de la SGBC jointe en annexe [**Annexe 4**].

Registre d'admission pour chaque livraison de déchets présentés

Lors de l'arrivée du camion, l'agent de bascule tient à jour un registre d'admission (conservé pendant au moins 3 ans), sous format électronique, dans lequel il consigne pour chaque livraison de déchets présentés :

- ✓ La date de réception ;
- ✓ Client : Raison Sociale, Adresse, SIRET ;
- ✓ Transporteur : Nom et adresse ;
- ✓ Code et libellé déchet règlementaire ;
- ✓ Code et libellé déchet interne ;
- ✓ Chantier client et lot maillage ;
- ✓ Quantité livrée en Tonnes / volume ;
- ✓ Commentaire contrôle visuel ;
- ✓ Documents règlementaires : n° BSD, n° et date d'émission de la DAP ;
- ✓ Motif de refus d'admission ;
- ✓ Le numéro de lot.

Identifier les déchets en « valorisable » et « non valorisable »

Lors de l'arrivée du camion sur la zone de réception des déchets le responsable de la plateforme doit identifier les déchets en « valorisable » et « non valorisable » selon les étapes ci-dessous :

- ✓ S'assurer de la nature du produit dans la benne de manière visuelle afin de refuser le chargement en cas de produit interdit ;
- ✓ S'assurer de la catégorie de déchets (valorisable ou non valorisable) ;
- ✓ Attribuer un numéro de lot[6] pour les déchets valorisables ;
- ✓ Attribuer un numéro de « casier » du quadrillage de la zone d'enfouissement ;
- ✓ Procéder à la pesée ;
- ✓ Transmettre le bon de réception ;
- ✓ Diriger le camion vers la zone de réception et de contrôle des déchets.

Procédure pour les déchets « valorisables »

- ✓ Faire effectuer le bennage sur la surface plane de réception et de contrôle des déchets ;
- ✓ Réaliser le contrôle visuel et olfactif afin de s'assurer de l'absence de produits interdits ;
- ✓ En cas de produits interdits refuser le camion, tamponner le bon de réception « refusé », recharger le camion ;
- ✓ En cas de déchets acceptés tamponner le bon de réception « Accepté » ;
- ✓ Dans les deux cas à la sortie du site le client présentera le bon de réception tamponné. Dans le cas des déchets refusés l'agent de bascule renseignera le registre, et indiquera le motif du refus.

Procédure pour les déchets « non valorisables »

- ✓ Faire effectuer le bennage sur la surface plane de réception et de contrôle des déchets avant enfouissement dans la zone comprise dans le quadrillage de suivi ;
- ✓ Réaliser le contrôle visuel et olfactif afin de s'assurer de l'absence de produits interdits ;
- ✓ En cas de produits interdits refuser le camion, tamponner le bon de réception « refusé », recharger le camion ;
- ✓ En cas de déchets acceptés tamponner le bon de réception « Accepté », et diriger le camion vers la zone d'enfouissement ;
- ✓ Dans les deux cas à la sortie du site le client présentera le bon de réception tamponné. Dans le cas des déchets refusés l'agent de bascule renseignera le registre, et indiquera le motif du refus.

Dans le cas où un produit est entré initialement comme valorisable, et requalifié par le responsable de plateforme comme non valorisable le camion est dirigé vers l'agent de bascule qui annulera le bon de réception initiale, alors la procédure type non valorisable prend la suite.

L'acceptation des déchets sans vérification est interdite.

Constitution de lots

A l'arrivée des camions le responsable de la plateforme constitue des lots stockés individuellement.

- ✓ Chaque lot est numéroté ;
- ✓ Un prélèvement représentatif du lot est effectué pour analyses suivant les paramètres du test de lixiviation et du test en contenu total définis en annexe I. Assistance du service technique pour les opérations de prélèvement ;
- ✓ Si les résultats des paramètres respectent la valeur limite des paramètres du test de lixiviation et du test en contenu total le lot est stocké pour criblage ;
- ✓ Si les résultats des paramètres ne respectent pas les valeurs limite le lot est éliminé et un enregistrement est effectué sur le registre de suivi des déchets ;
- ✓ Une campagne de criblage est réalisée lorsqu'un stock de déchets dont les analyses sont conformes atteint 10 000 t environ.

[6] Un lot correspond à une quantité de 300 t de déchets reçus

b. Accueil des déchets contenant des enrobés bitumineux

Vérification de l'absence d'amiante et de goudron

☐ Existence d'un document issu du Maitre d'Ouvrage concernant l'absence d'amiante

Préalablement à toute réception sur le site de déchets d'enrobés bitumineux, le chef de l'installation demande à l'établissement travaux de remplir la demande d'acceptation des déchets d'enrobés bitumineux (formulaire FF INDU 10).
L'établissement travaux doit en retournant cette demande remplie fournir la copie du document émis par le Maître d'Ouvrage du chantier concerné attestant l'absence d'amiante dans la chaussée démolie ou déconstruite.
Les déchets issus du chantier concerné peuvent alors être réceptionnés sur le site.

Ces déchets d'enrobés bitumineux doivent néanmoins faire l'objet à leur arrivée sur le site d'un test de détection pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Ce test s'effectue grâce à l'utilisation du Pak-Marker.

☐ Existence d'un document issu du Maitre d'Ouvrage concernant l'absence d'amiante

A - Réception sur site et prélèvement

Dans le cas où le document émis par le Maître d'Ouvrage du chantier concerné attestant l'absence d'amiante dans la chaussée démolie ou déconstruite ne serait pas disponible, ces déchets pourront être acceptés selon les modalités suivantes :

- ✓ Constitution d'un tas par chantier et réalisation d'un prélèvement toutes les 500 tonnes apportées,
- ✓ Pour les apports en petite quantité (inférieur à 100 tonnes), constitution d'un cordon (d'une hauteur maximale de 1.5 m et d'une largeur maximale de 3 m) et réalisation d'un prélèvement toute les 250 tonnes apportées.

La manipulation de ces tas et les envols de poussières doivent être réduits. Pour cela, ils sont régulièrement humidifiés.

Les seules interventions autorisées sont celles des personnels de laboratoire formés dans le cadre de la sous-section 4 (intervention susceptible d'émettre des poussières d'amiante). Si l'appui d'un engin (pelle ou chargeur) est indispensable, son conducteur doit fermer les portes et vitres et s'équiper des mêmes protections individuelles que le personnel de laboratoire.

Une détection « amiante et HAP » est réalisée par un laboratoire extérieur sur chaque prélèvement réalisé.

B - Analyse des résultats

Si les analyses démontrent l'absence d'amiante et une teneur en HAP inférieure à 50 mg/kg, ce tas peut rejoindre le stock constitué par les produits issus des chantiers pour lesquels il existe un document émis par le Maitre d'Ouvrage du chantier concerné attestant l'absence d'amiante dans la chaussée démolie ou déconstruite.

Si les analyses révèlent la présence d'amiante, ce tas constitue un déchet dangereux et doit être isolé (mise en place d'une signalisation) et éliminé dans une installation règlementairement apte à l'accueillir.
Si les analyses révèlent la présence d'une teneur en HAP supérieur à 50 mg/kg mais indiquent l'absence d'amiante, ce tas ne devra être réutilisé que dans un poste à froid ou en sous-couche.

Notons que tous les déchets provenant de chantier d'entreprises tierces sont interdits. Les déchets d'enrobés bitumineux contenant de l'amiante ou du goudron sont également interdits.

Registre d'admission

Le responsable de la plateforme tient à jour un registre d'admission. Ce registre consigne pour chaque chargement de déchets :

- ✓ La date ;
- ✓ Les noms, coordonnées et numéro de SIRET de l'entreprise à l'origine des déchets ;
- ✓ Le code du déchet ;

- ✓ La quantité de déchet admise en tonnes ;
- ✓ La référence au document émis par le Maitre d'Ouvrage du chantier concerné attestant l'absence d'amiante dans la chaussée démolie ou déconstruite ou les résultats des analyses réalisées ;
- ✓ Le résultat du contrôle du Pak Marker.

Dans tous les cas, le registre est conservé durant trois ans et peut prendre la forme du FF INDU 09.

Conclusion sur l'accueil d'inertes extérieurs

En application de la séquence Eviter-Réduire-Compenser ''ERC'', la SGBC prévoit les dispositions suivantes :

EVITER	Strict respect du caractère inertes des matériaux extérieurs importés sur la carrière (procédure d'admission respectée dès l'arrivée des inertes sur le site). Notamment interdiction de benner directement les matériaux dans la fosse.
REDUIRE	Contrôle régulier de la qualité des eaux en sortie de déshuileur pour s'assurer de l'absence de rejet d'effluent pollué vers le milieu extérieur.
COMPENSER	Sans objet.
ACCOMPAGNEMENT / SUIVI	En cas de pollution avérée provenant de la carrière : - Information de l'inspection des installations classées dans les meilleurs délais, - Isolement et évacuation des inertes pollués vers un centre d'élimination dument autorisé (ISDND voire ISDD), - Production à l'IIC des bordereaux de Suivi et transport desdits déchets évacués.

III.3.4 Risque d'introduction d'espèces végétales exotiques envahissantes

L'accueil de déchets inertes extérieurs accroit la probabilité d'intrants d'espèces végétales exotiques et envahissantes. Aujourd'hui, le site de la carrière abrite 2 espèces végétales envahissantes déjà identifiées : l'Oxalide pied-de-chèvre et l'Erigéron crépu. Ces espèces envahissantes, comme toutes les autres envahissantes, font d'ores et déjà l'objet d'une attention et d'une gestion spécifique, démontrée au travers de la mesure de réduction définie par ECOTONIA « MR5 ».

Cette mesure de réduction sera également intégrée à la procédure d'accueil des inertes extérieurs afin de sensibiliser et d'alerter le personnel en charge de leur réception sur la présence potentielle de ces deux espèces, et sur la présence potentielle d'espèces nouvelles. Il est notamment spécifié que la veille et l'effort de limitation de la propagation des espèces envahissantes doivent être réalisés pendant toute la durée d'exploitation.

Cette veille sera d'autant plus renforcée considérant que le site est amené à accueillir des inertes extérieurs.
Cela se traduira par :

- ✓ Le passage régulier d'un botaniste sur le site d'ores et déjà prévu dans le cadre du suivi scientifique (2 passages / an) : la surveillance des « espèces exotiques et envahissantes » est bien intégrée au programme de suivi de l'exploitation et donc de l'accueil de déchets inertes ;
- ✓ Si une nouvelle espèce exotique et envahissante est recensée, alors un protocole de lutte adapté sera transmis au carrier. Par la mise en place d'un protocole spécifique d'arrachage et d'élimination de ces espèces en bonne et due forme et le strict respect du calendrier écologique d'arrachage adapté (en dehors des périodes de floraison ou de fructification) ;
- ✓ Enfin, pour chaque espèce déjà présente et pour celles nouvellement observées, une fiche thématique spécifique sera créée afin que les équipes sur place puissent apprendre à les reconnaitre et à les identifier en toutes saisons sur le terrain et sur les stocks. Les jeunes pieds doivent en effet être signalés et arrachés le plus tôt possible afin d'être gérés de manière appropriée.

L'objectif affiché d'une telle procédure est d'éviter leur propagation par la dissémination des graines notamment.

Enfin, la rapide végétalisation des surfaces exploitées et devenues inutiles à l'exploitation permet de limiter la colonisation des espèces exotiques envahissantes par effet de concurrence au sol.

III.3.5 Déchets non inertes non dangereux

A noter qu'en bénéficiant des rubriques 2710-1-b et 2710-2-b de la nomenclature des ICPE, la SGBC sera susceptible d'accueillir en transit des déchets non inertes dangereux et non dangereux accompagnant certaines livraisons de matériaux inertes.

A cet effet, la SGBC disposera des bennes dédiées permettant de recevoir et stocker temporairement en transit, ces déchets non inertes non dangereux susceptibles d'être reçus avec les matériaux strictement inertes.

III.3.6 Remblayage des terrains

Les déchets utilisés pour le remblayage partiel de la carrière du Rizzanese seront exclusivement de caractère inerte, quelle que soit leur origine, tel que listés à l'article R.541-8 du Code de l'environnement.

En l'occurrence, le réaménagement de la carrière du Rizzanese prévoit une remise en état (voir détails au chapitre V) impliquant essentiellement le comblement partiel de la fosse d'extraction au moyen de matériaux inertes extérieurs et des stériles d'exploitation.

Les volumes disponibles, très importants, sont estimés à 600 000 m^3 pour les 30 ans à venir. Rappelons que la quantité de stériles d'exploitation déjà intrinsèquement présente au sein de l'exploitation couvrira largement les besoins du réaménagement du site puisqu'elle représente environ 25 % du gisement.

En définitive, les matériaux inertes nécessaires à la remise en état du site proviendront essentiellement des stériles déjà présents sur la carrière, la part d'inertes extérieurs étant secondaire.

III.3.7 Évacuation des matériaux, trafic et usage final

III.3.7.1 Produits finis

L'ensemble des produits finis extraits sur la carrière ou sur celle de Loreto-di-Tallano proposés au négoce sont :

- ✓ 0/16 Mélange béton concassé Rizzanese (R016A) ;
- ✓ 0/2 Sable concassé Rizzanese (R02A) ;
- ✓ 0/20 Grave drainante Rizzanese (R020) ;
- ✓ 0/31.5 Grave non traitée concassée Rizzanese (R0315A) ;
- ✓ 0/4 Sable concassé Loreto (L03A) ;
- ✓ 0/4 Sable concassé Rizzanese (R04A) ;
- ✓ 0/4 Sable concassé Rizzanese BETON (R03A) ;
- ✓ 0/80 Grave Rizzanese (R1420A) ;
- ✓ 14/20 Gravillon concassé Rizzanese (R1420A) ;
- ✓ 2/6 Gravillon concassé Rizzanese (R26A) ;
- ✓ 4/6 Gravillon concassé Loreto (L46A) ;
- ✓ 4/6 Gravillon concassé Rizzanese (R46A) ;
- ✓ 5/20 Gravillon concassé Rizzanese (R520A) ;
- ✓ 6/10 Gravillon concassé Loreto (L610A) ;
- ✓ 6/10 Gravillon concassé Rizzanese (R610A) ;
- ✓ 6/14 Gravillon concassé Rizzanese (R614A) ;
- ✓ Brut 0/200 concassé Rizzanese (stock pile) (R0200A) ;
- ✓ Matériau de remblai (RREMBLAI) ;
- ✓ Matériau de tranchée (RMATRANCH) ;
- ✓ Matériau drainant (BALLAST) (R20/40A) ;

- ✓ Matériau drainant concassés 31.5/50 Rizzanese (R3150) ;
- ✓ Pierre ornementale (blocs toutes dimensions) (RENROB).

Pour rappel, la SGBC envisage une production de **matériaux commercialisables** de 150 000 tonnes par an en moyenne et jusqu'à 250 000 tonnes par an au maximum.

III.3.7.2 Trafic routier généré par l'exploitation

Le projet de renouvellement et d'extension de la carrière de Sartène maintiendra le trafic moyen de camion actuel puisque la production moyenne commercialisée sera identique à celle déjà autorisée depuis 2007.
Les matériaux inertes importés depuis l'extérieur (20 000 tonnes/an) le seront à 50 % en double fret de sorte que ce trafic routier induit par cette activité de recyclage représentera seulement 1 à 2 camions par jour en moyenne.

L'ensemble de ce trafic routier continuera de se reporter sur les voies routières publiques, et principalement la route territoriale T40 (ancienne RN196) qui dessert le site depuis Propriano et Sartène.

Avec une production moyenne de 150 000 t/an et maximale de 250 000 t/an, et l'accueil d'inertes extérieurs qui sera effectué à 50 % en double fret, le trafic généré par l'exploitation de la carrière sera de 60 camions par jour maximum et 36 en moyenne, soit respectivement 120 et 72 passages quotidiens de camions [**Tableau 7**].

Le trafic moyen journalier annuel d'une section est calculé selon la moyenne sur une année du nombre de véhicules circulant sur cette section, tout sens confondu au cours d'une journée. En l'occurrence, les données actualisées pour 2023 sur la **T40**, concernant la zone d'influence maximale de la carrière, indiquent un trafic routier moyen journalier de **12 030 véhicules** dont **3,5 % de poids-lourds**.

Sur cette base, l'impact du trafic de la carrière sur cette section (en considérant 50 % de double fret pour les inertes importés) représente un maximum de **1 % du trafic global** et **29 % du trafic poids-lourds.**

	Moyenne	Maximale
Production annuelle	150 000 tonnes	250 000 tonnes
Inertes extérieurs	10 000 tonnes dont 50 % en double fret soit 5 000 tonnes	20 000 tonnes dont 50 % en double fret soit 10 000 tonnes
Charge utile moyenne des camions	19 t	19 t
Nombre de jours ouvrés par an	230 j	230 j
Nombre maximal de camions par jour	36	60
Nombre maximal de passages par jour	**72**	**120**
Trafic routier sur la T40 (v/j en mja)	**12 030**	**12 030**
Pourcentage du trafic routier générale	**0,6 %**	**1 %**
Hausse du trafic routier par rapport à l'actuel	**0,02 %**	**0,04%**
Pourcentage du trafic poids-lourds considéré	**17 %**	**29 %**

Tableau 7. Trafic routier induit par la carrière SGBC de Sartène

En l'absence d'augmentation du tonnage commercialisé à l'avenir, aucune augmentation du trafic routier n'est à prévoir par rapport à la situation actuelle.
Par suite, l'impact du trafic routier du projet sur les voies de circulation du secteur d'études sera négligeable et correspondra au maximum à 1 % du trafic journalier de la RT40.

III.3.8 Gestion des eaux de ruissellement

Les eaux de ruissellement internes seront naturellement dirigées vers les points bas que représentent les différents bassins d'orage déjà présents au sein du site.

Concernant les eaux de ruissellement externes, la surface du projet augmentée du bassin versant amont intercepté est estimée à **36 ha** environ [**Figure 8**]. On constate qu'une petite partie seulement des eaux de ruissellement de ce bassin versant proviennent de l'extérieur au site, en particulier depuis sa partie sommitale au Sud. Ces eaux seront acheminées vers les bassins d'orage mis en place sur le site. Le volume de ces **eaux de ruissellement externes** pouvant atteindre le site est donc très limité. De plus, les eaux externes seront toutefois canalisées par la mise en place d'un merlon périphérique au Sud (en hauteur dans la topographie) évitant qu'elles ne pénètrent sur le site. Ce merlon présentera un linéaire d'environ **400 mètres** et sera constitué de **terres inertes issues** du décapage superficiel (« découverte ») [**Figure** 9]. Une partie de ces eaux pourra également se retrouver au niveau du carreau d'exploitation faisant office de rétention où elles s'infiltreront alors progressivement.

Par nature, la végétation permet le captage des eaux dans le sol et limite ainsi le ruissellement des eaux. Ainsi, après le défrichement et le décapage de la zone en extension, le ruissellement sur ces terrains sera accru. De la même manière qu'actuellement sur le site, les eaux de ruissellement seront dirigées vers des bassins d'orage spécialement aménagés à cet effet.

Actuellement et durant toute la durée de l'exploitation, les eaux de ruissellement issues de la zone d'exploitation seront recueillies dans des bassins d'orages et au niveau de la fosse.

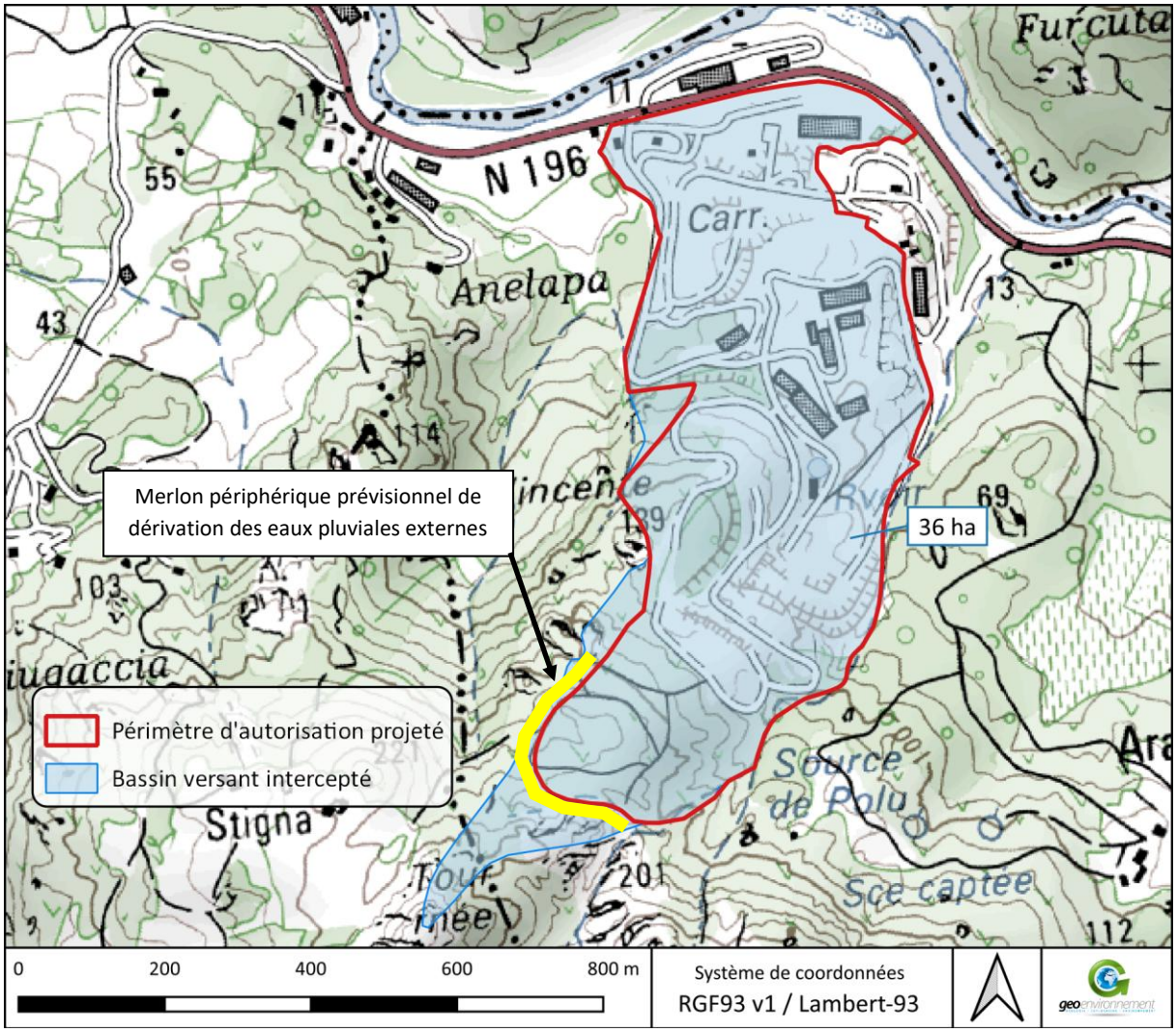


Figure 8. Surface du projet et du bassin versant amont intercepté par le projet

La SGBC mettra toutefois en œuvre plusieurs mesures complémentaires :

- ✓ Les mesures générales anti-pollution, développées dans le chapitre sur les sols, permettent tout d'abord de réduire les risques de pollution chroniques et accidentelles et, par suite, les atteintes aux eaux de ruissellement ;
- ✓ Gestion des eaux internes qui parviennent sur le site : eaux dirigées vers les bassins d'orages et vers le carreau d'exploitation. La localisation des divers bassins et leurs capacités respectives est présentée sur la carte présentée en page suivante [**Figure 9**]. L'ensemble de ces ouvrages assure une parfaite rétention des eaux de ruissellement qui se trouvent sur le site. A ces bassins de rétention, s'ajoutent la fosse d'extraction pour une capacité totale de rétention estimée à 20 900 m^3 environ ;
- ✓ Les eaux s'abattant sur les zones étanchéifiées sont dirigées vers un système de décanteur-déshuileur. Ces zones sont régulièrement nettoyées et le dispositif de traitement régulièrement curé ;
- ✓ Aucun rejet direct dans le milieu naturel ne sera effectué.

En pratique, la carrière dispose de 20 bassins de rétention avec les capacités respectives :

BASSINS	LOCALISATION GENERALE	CAPACITE DE RETENTION (m^3)	VOLUME TOTAL POUR LE SITE (m^3)
1	Plateforme technique Nord	77	**20 841 m^3**
2	Plateforme technique Nord (pour centrale à béton)	276	
3	Plateforme technique Nord	12	
4	Plateforme de traitement et stockage	40	
5	Plateforme de traitement et stockage	131	
6	Plateforme de traitement et stockage	69	
7	Plateforme de traitement et stockage	55	
8	Plateforme de traitement et stockage	51	
9	Plateforme de traitement et stockage	17	
10	Plateforme de traitement et stockage	114	
11	Zone médiane des ateliers	166	
12	Zone médiane des ateliers	22	
13	Zone médiane des ateliers	16	
14	Zone médiane des ateliers	143	
15	Zone médiane des ateliers	275	
16	Zone carrière	33	
17	Zone carrière	41	
18	Zone carrière (fosse)	18 240	
19	Zone carrière	1 326	
20	Zone carrière	28	

Tableau 8. Bassins de rétention des eaux de ruissellement et capacités respectives

Le site du Rizzanese présente donc une capacité de rétention générale de 20 900 m^3. Cette capacité totale assure largement les besoins de rétention comme l'atteste d'expérience l'exploitation réalisée depuis plusieurs décennies.

Dans tous les cas, les effets directs du projet de renouvellement et d'extension sur l'écoulement des eaux superficielles seront faibles puisque identiques à ceux existants.

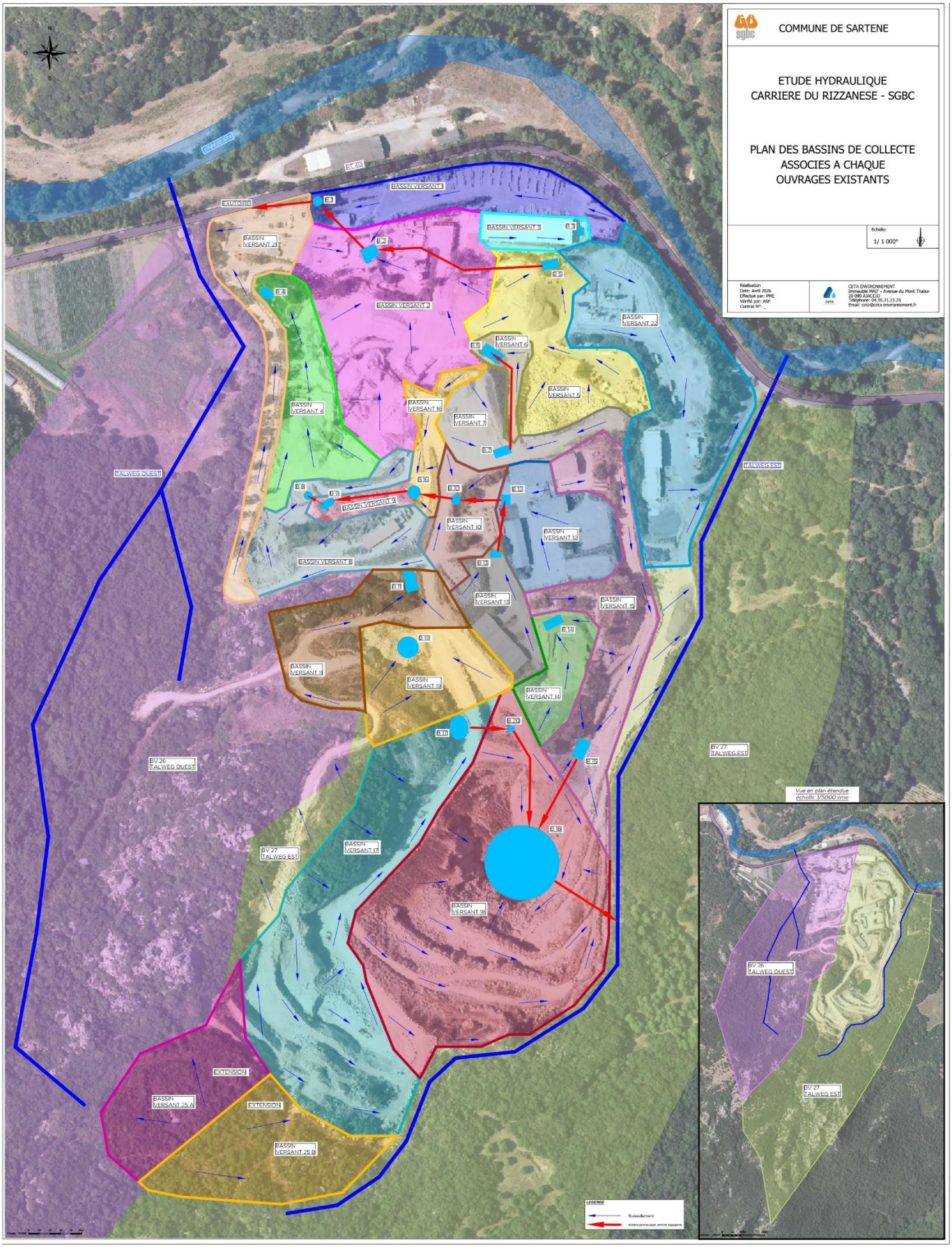


Figure 9. Localisation des bassins d'orage et des drainages

IV. PHASAGE D'EXPLOITATION

IV.1 AVANT-PROPOS

L'exploitation de la carrière s'effectuera :

- ✓ À ciel ouvert ;
- ✓ À sec, à l'exception du front le plus bas (côtes altimétriques 15 à 30 m NGF) ;
- ✓ Au moyen de tirs de mines et d'engins mécaniques (cf. chapitre III.3.4 précédent).

Le plan d'exploitation est prévu pour une **durée de 30 ans** de travaux effectifs qui s'effectueront par 6 phases quinquennales successives d'exploitation.

Chaque phase quinquennale d'exploitation est détaillée dans le chapitre suivant.

IV.2 PLAN DE PHASAGE

Le phasage d'exploitation de la carrière du Rizzanese a été modélisé par ordinateur à l'aide du logiciel GEOMENSURA. Une illustration de ce phasage a été réalisée pour chacune des 6 phases quinquennales (5 années chacune).

Pour faciliter la compréhension du lecteur, les illustrations de chacune des six phases quinquennales présentent la situation de la carrière à l'issue de chacune des phases, c'est-à-dire à la fin de l'extraction après 5, 10, 15, 20 , 25 et 30 ans d'exploitation.

Une partie de la surface sollicitée pour l'extension de la carrière est à vocation naturelle qui requière des opérations de défrichement préalablement à leur exploitation. Afin de réduire au maximum les effets de la carrière sur l'équilibre forestier, le défrichement des parcelles s'effectuera d'un seul tenant, et ce au cours de la première période quinquennale afin de pouvoir rapidement acceder à ce gisement superficiel de moindre qualité (''granite beige'') mais dont l'exploitation est nécessaire pour le ''mixer'' avec le bon gisement exploité plus en profondeur (''granite gris'').

Quelle que soit leur qualité, les matériaux granitiques seront extraits sur l'ensemble du périmètre d'exploitation selon une succession de fronts et banquettes et ce jusqu'à la cote minimale de 15 m NGF et environ 170 m NGF au plus haut.

Au total, 2 400 000 m^3 de matériaux (dont 25 % de stériles) seront extraits au cours des 30 années d'autorisation sollicitées pour le projet d'extension et de renouvellement d'exploitation de la carrière de SARTENE.

Dans le principe général, les travaux d'extraction seront menés en parallèle entre la partie nord (fosse déjà existante avec les fronts inférieurs) et la partie sud (extension de la carrière avec les fronts supérieurs). En effet, le gisement exploité sur la carrière est un granite altéré en surface et dont la qualité s'améliore avec la profondeur (hors zone de failles qui marquent elles aussi un granite plus altéré). Pour le maintien d'une production de matériaux de qualité homogène, il sera nécessaire que le gisement extrait sur les fronts supérieurs soit mélangé au gisement extrait sur les fronts inférieurs.

IV.2.1 Phase quinquennale 1

Au cours de la première phase d'exploitation, la partie sollicitée en extension de la carrière, au Sud-Ouest, sera défrichée puis décapée représentant environ 3 ha.

Cette zone sera exploitée sur deux fronts d'exploitation (165 m NGF et 150 m NGF) permettant d'obtenir une plateforme sur ces deux niveaux.

En parallèle sur la partie nord (zone en cours d'exploitation), les fronts 30, 45, 60 et 75 m NGF seront exploités afin de poursuivre l'exploitation vers le Sud et d'ouvrir le carreau d'exploitation à la côte 30 m NGF [**Figure 10**].

Cette ouverture permettra d'exploiter les premiers niveaux de granite ''beige'', de qualité médiocre, qui devront être mélangés avec les niveaux inférieurs déjà en exploitation et qui fournissent du granite ''gris'' de meilleure qualité.

Au total, 400 000 m^3 de matériaux seront extraits en moyenne pendant cette première période quinquennale (5 x 80 000 m^3), dont 300 000 m^3 seront commercialisés (5 x 60 000 m^3).

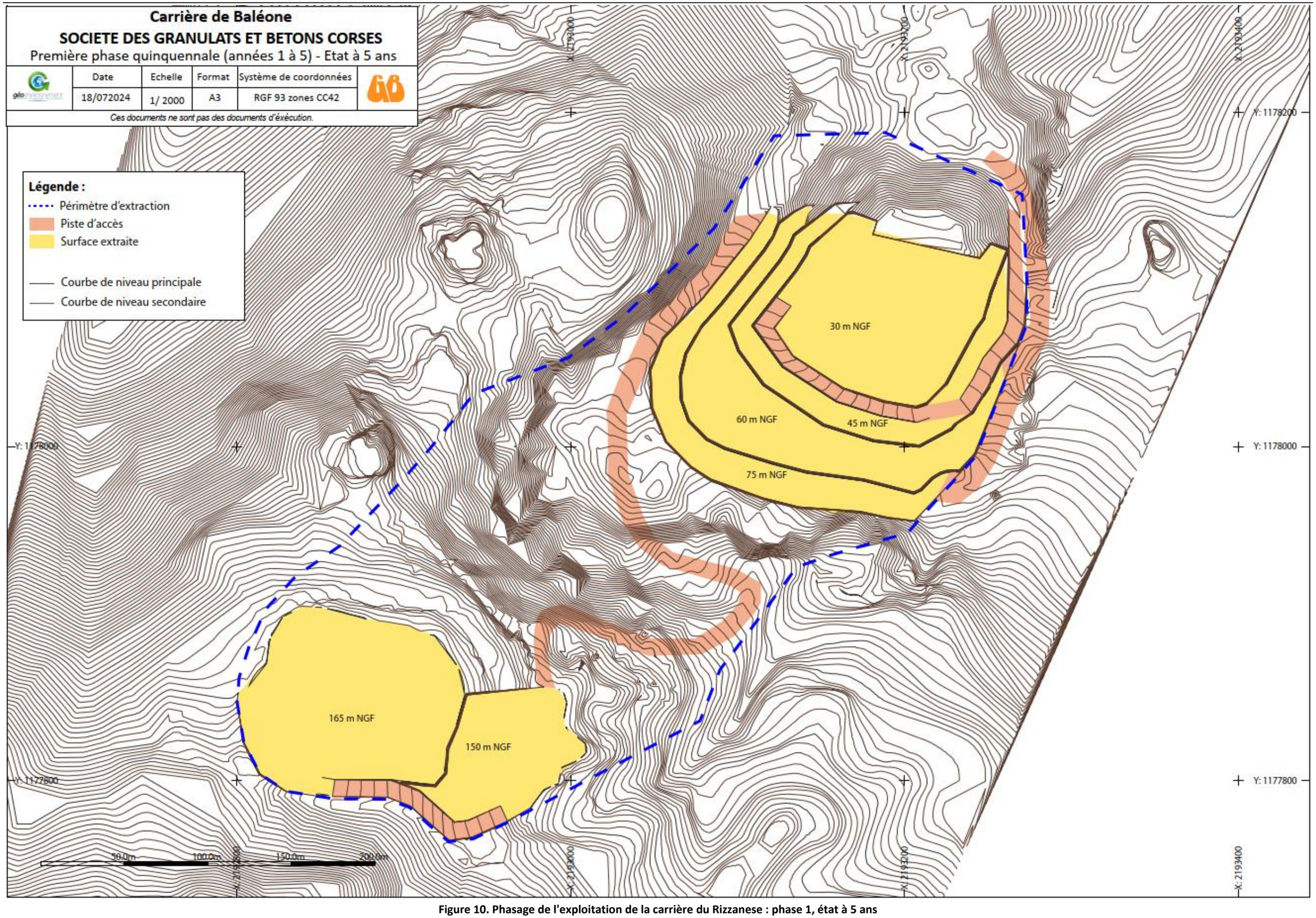


Figure 10. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 1, état à 5 ans

IV.2.2 Phase quinquennale 2

La seconde phase quinquennale permettra la poursuite de l'exploitation de la zone d'extension, avec le recul et l'allongement du front à 150 m NGF.

Sur la partie nord, l'ouverture des fronts 75, 60, 45 et 30 m NGF vers le sud se poursuivra pour permettre l'approfondissement du carreau d'exploitation à 15 m NGF [**Figure 11**].

Comme pour la phase quinquennale 1, cette double exploitation simultanée dans la zone d'extension et dans la zone actuelle permettra d'homogénéiser la production par les deux qualités de granite.

Au total, 400 000 m^3 de matériaux seront extraits en moyenne pendant cette seconde période quinquennale (5 x 80 000 m^3), dont 300 000 m^3 seront commercialisés (5 x 60 000 m^3).

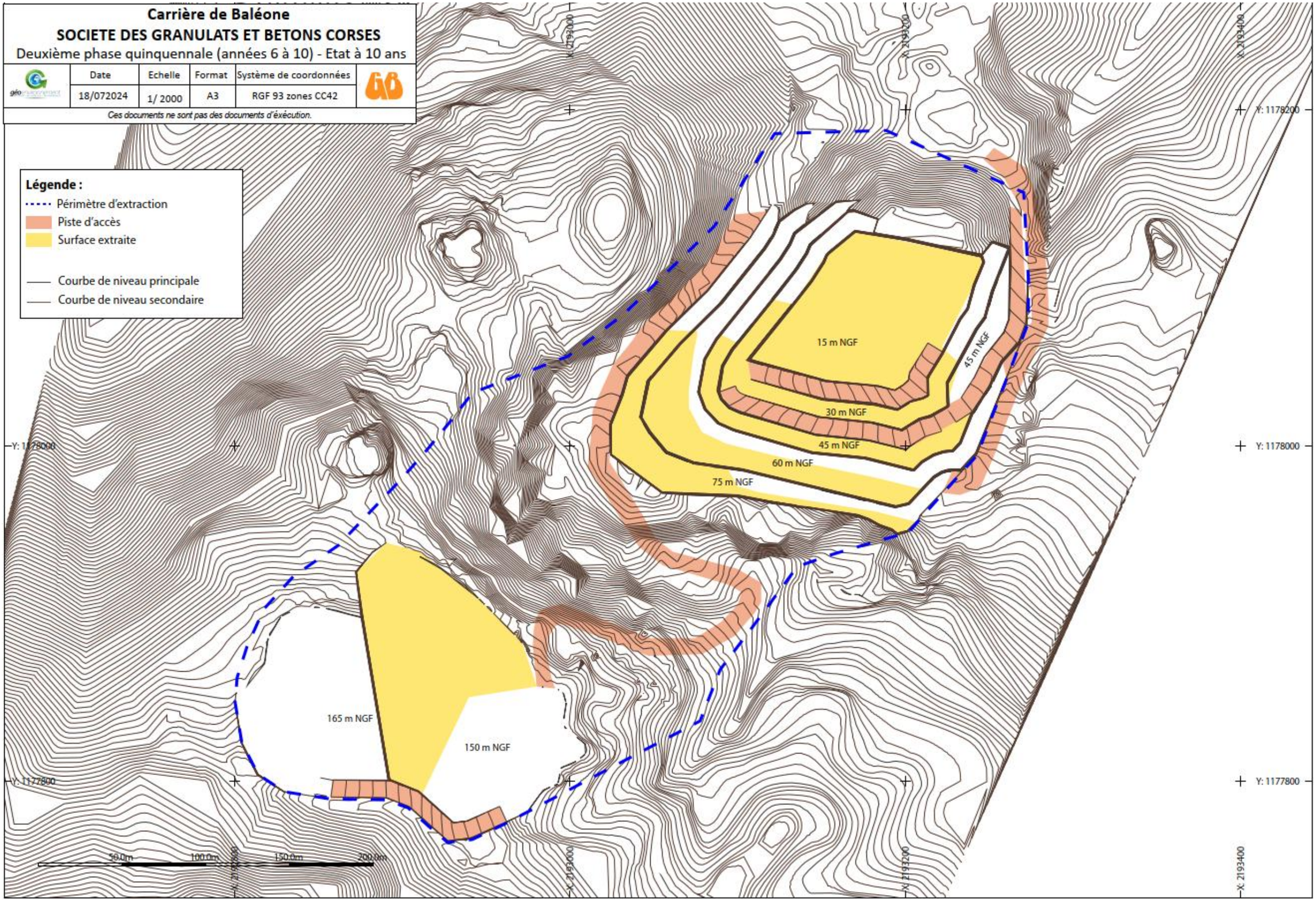


Figure 11. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 2, état à 10 ans

IV.2.3 Phase quinquennale 3

Lors de la troisième phase d'exploitation, le front à 150 m NGF de la zone d'extension sera complètement rabattu vers le Sud. Toujours sur la partie en extension, deux nouveaux fronts pourront être ouverts (respectivement à 135 et 120 m NGF).

Sur la partie Nord du site, l'exploitation se poursuivra sur l'ensemble des fronts, se traduisant par un recul vers le Sud [**Figure 12**].

Au total, 400 000 m^3 de matériaux seront extraits en moyenne pendant cette troisième période quinquennale (5 x 80 000 m^3), dont 300 000 m^3 seront commercialisés (5 x 60 000 m^3).

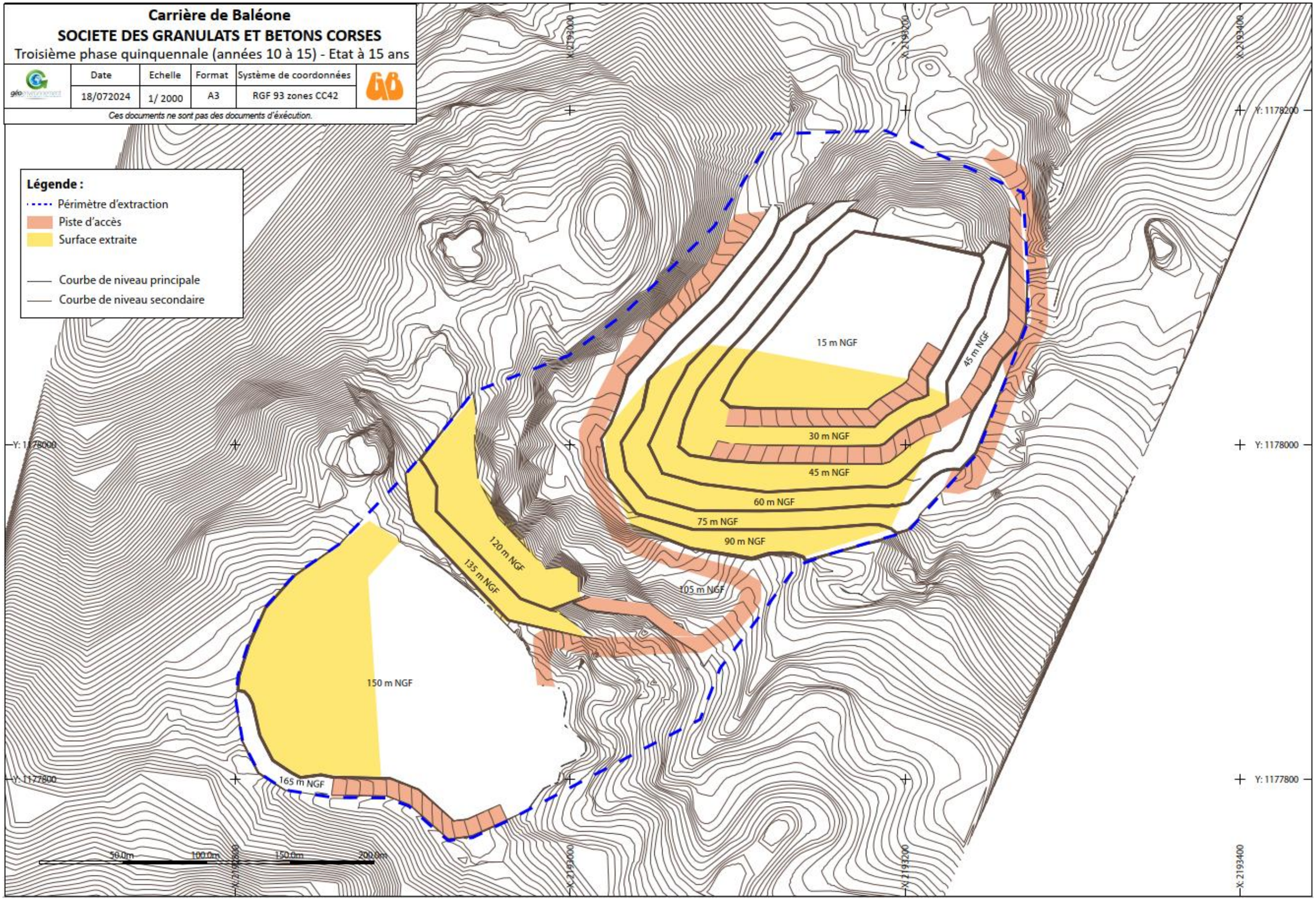


Figure 12. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 3, état à 15 ans

IV.2.4 Phase quinquennale 4

La phase 4 s'effectuera dans la continuité de la phase 3 en se concentrant davantage dans la partie Sud de l'exploitation, avec le large recul des fronts 135 et 120 m NGF vers le Sud et la création des nouveaux fronts 105 et 90 m NGF [**Figure 13**].

Au total, 400 000 m^3 de matériaux seront extraits en moyenne pendant cette quatrième période quinquennale (5 x 80 000 m^3), dont 300 000 m^3 seront commercialisés (5 x 60 000 m^3).

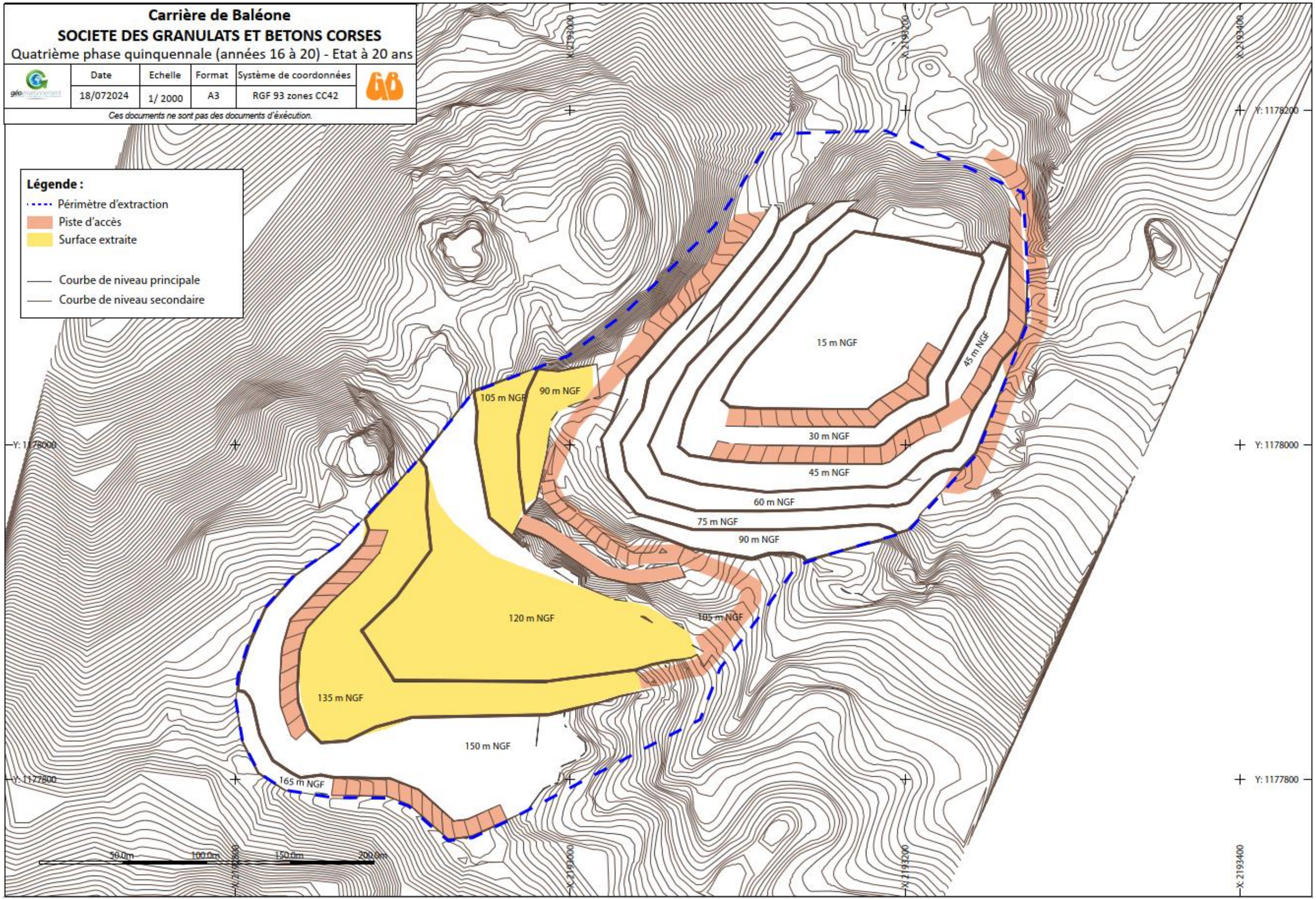


Figure 13. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 4, état à 20 ans

IV.2.5 Phase quinquennale 5

Au cours de la phase quinquennale 5, les fronts 135, 120, 105 et 90 m NGF seront largement ouverts vers l'Est et Sud-Est du site [**Figure 14**].

Au total, 400 000 m^3 de matériaux seront extraits en moyenne pendant cette cinquième période quinquennale (5 x 80 000 m^3), dont 300 000 m^3 seront commercialisés (5 x 60 000 m^3).

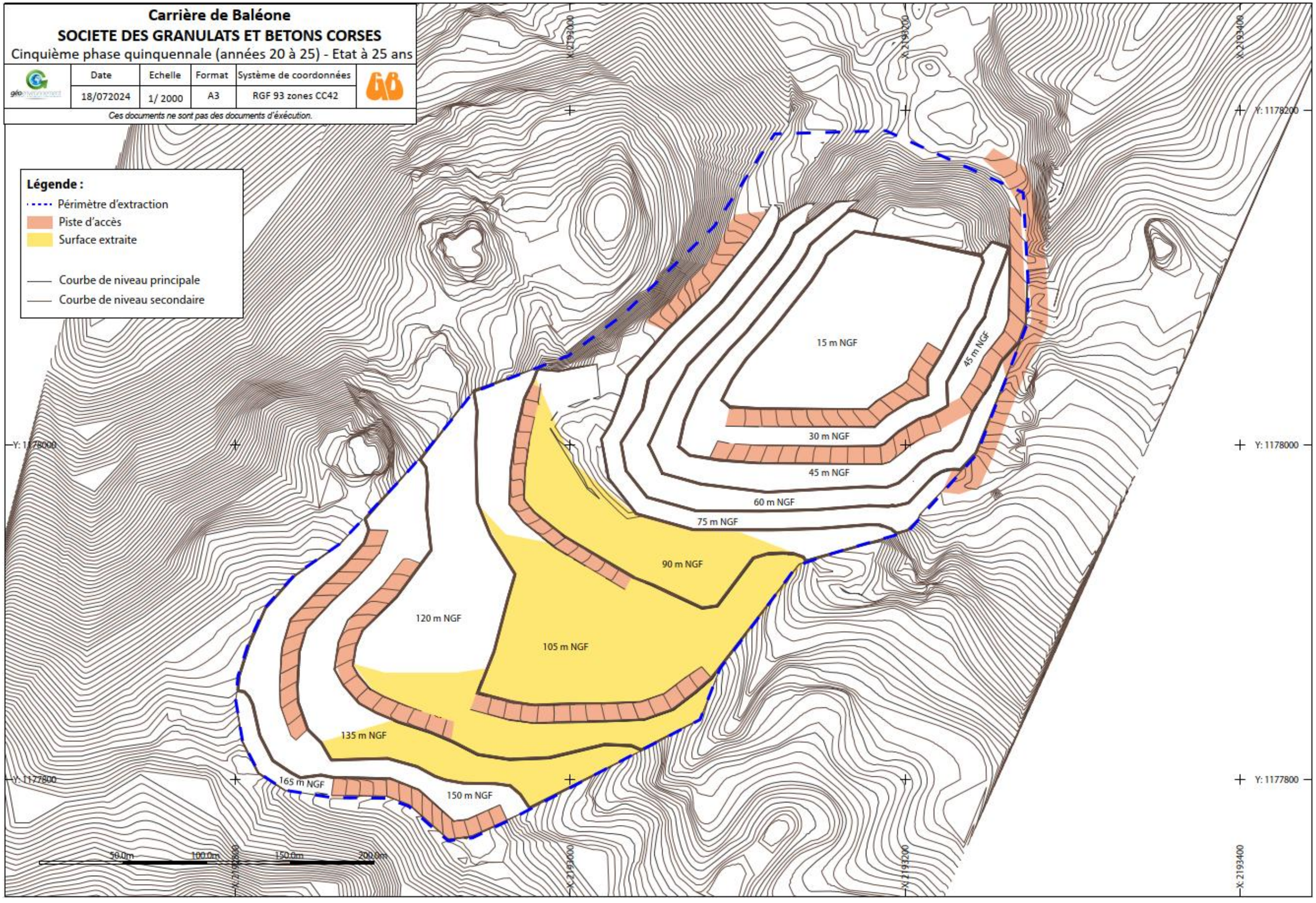


Figure 14. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 5, état à 25 ans

IV.2.6 Phase quinquennale 6

Au cours de cette dernière phase quinquennale, les fronts 105, 90, 75, 60 et 45 m NGF seront définitivement poursuivis vers le Sud-Ouest [**Figure 15**].

Au total, 400 000 m^3 de matériaux seront extraits en moyenne pendant cette sixième et dernière période quinquennale (5 x 80 000 m^3), dont 300 000 m^3 seront commercialisés (5 x 60 000 m^3).

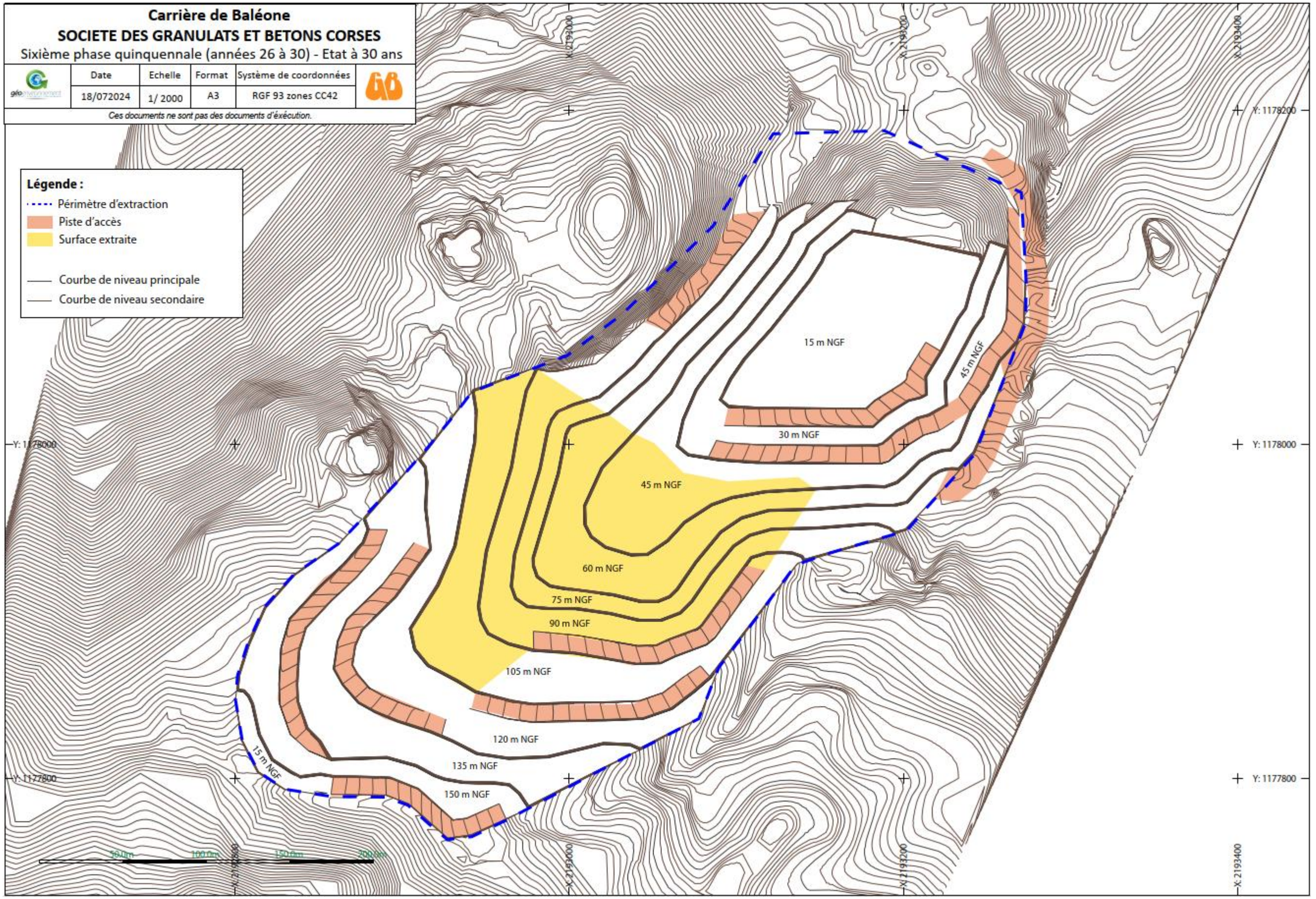


Figure 15. Phasage de l'exploitation de la carrière du Rizzanese : phase 6, état à 30 ans

V. REMISE EN ETAT FINALE DU SITE

<u>Remarque</u> : les opérations de réaménagement sont décrites en détails dans l'étude d'impact de ce dossier (pièce jointe n°4.0), et plus particulièrement dans la partie IX dédiée. Nous invitons donc le lecteur à s'y reporter pour davantage d'informations.

V.1 ENJEUX ET PRINCIPES

La remise en état finale du site sera réalisée autant que possible, au fur et à mesure de l'avancement de l'exploitation. On rappelle que les vocations ultérieures du site sont les suivantes :

- ✓ Restitution à l'état naturelle pour la partie haute (au Sud) ;
- ✓ Maintien des activités industrielles dans la partie basse (au Nord).

En raison d'importants enjeux paysagers liés à l'exposition de cette carrière, le phasage d'exploitation a été modélisé en étroite collaboration avec le bureau d'études expert DURAND PAYSAGE. Ce dernier a ainsi conçu le principe final de réaménagement du site, constitué des grandes orientations suivantes :

- ✓ Evitement des éperons rocheux situés au Sud-Ouest et qui jouent le rôle de masque visuel depuis l'Ouest, et qui maintiennent les perceptions visuelles depuis le bourg de Sartène à l'Est ;
- ✓ Restauration du pied de la butte Ouest pour améliorer les perceptions visuelles depuis Sartène ;
- ✓ Remblaiement des fronts sous la piste Ouest pour améliorer les vues depuis Sartène ;
- ✓ Maintien d'une zone en eau en fond de carreau (point bas), offrant un habitat aquatique très favorable à la biodiversité (oiseaux et amphibiens notamment dont le Crapaud vert des Baléares) ;
- ✓ Talutage/remblaiement des fronts Sud-Ouest en vue d'améliorer les vues depuis l'axe Est (Sartène) ;
- ✓ Talutage/remblaiement des fronts Sud en vue d'améliorer les vues depuis l'axe Nord (Propriano) ;
- ✓ Ecrêtage des fronts inférieurs (à partir de la côte 90 NGF et inférieures) de façon à affirmer une forme de talweg conduisant les eaux de ruissellement vers le bassin ;
- ✓ Réouverture du maquis au Sud et sur la lisière Sud-Ouest du site afin de reconstituer un corridor écologique favorable à la Tortue d'Herman.

L'objectif de la remise en état est de permettre le maintien d'une activité industrielle dans la moitié Nord tout en améliorant le fonctionnement écologique de la moitié Sud du site et en gardant la spécificité paysagère du lieu. Pour cela :

- ✓ Les zones à enjeux (partie Sud et fronts supérieurs) seront exploitées dès le début afin de permettre une remise rapidement cicatrisée ;
- ✓ Des aménagements profitables au maintien et au développement de la biodiversité seront mis en place sur le site (Mesure MC6c : approche multistrates pour l'aménagement d'un spot de biodiversité sur 2 chemins situés à l'Ouest de la carrière), mise en place de micro-habitats pour les pollinisateurs, aménagements de bâtis pour les chiroptères, création d'habitats en faveur de la magicienne dentelée, de l'avifaune pour les chiroptères, création de mares, reboisements, etc.) ;
- ✓ Proposition de mise en place d'un bail emphytéotique en faveur du Cyclamen étalé (mesure MC2.b) assurant le maintien des populations présentes ;
- ✓ Plan de réaménagement écologique du site (mesure d'accompagnement MA1 du VNEI d'ECOTONIA).

V.2 PLAN DE REMISE EN ETAT

Le plan de remise en état est présenté sur la figure suivante [**Figure 16**]. Il reprend les grands principes énoncés dans le chapitre précédent

Il est complété d'un photomontage du site réaménagé [**Figure 17**].

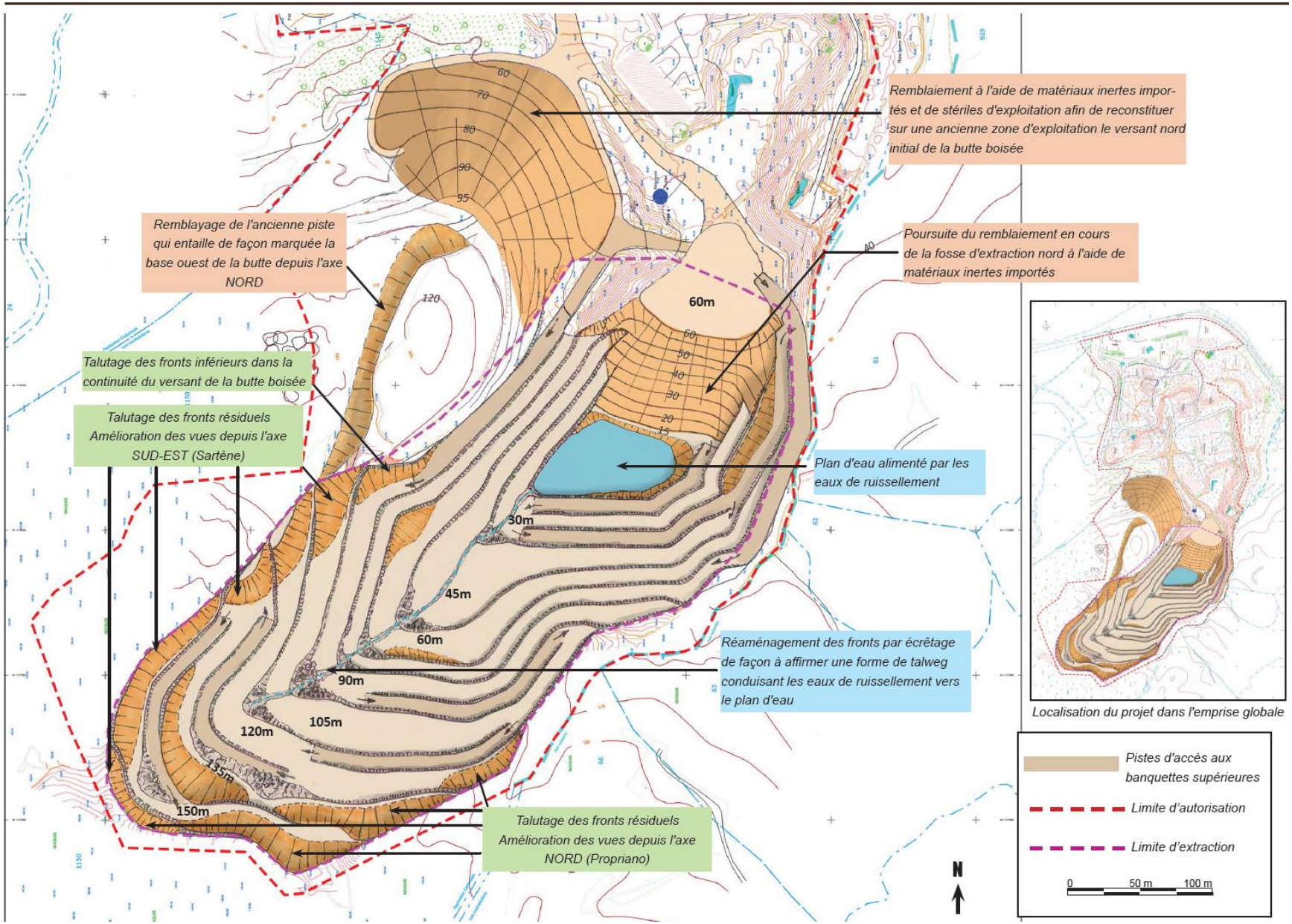


Figure 16. Schéma du projet de réaménagement à l'état final (Étude paysagère DURAND PAYSAGE)



Figure 17. Photomontage du réaménagement final (DURAND PAYSAGE)

V.3 AVIS SUR LA REMISE EN ETAT

Conformément à l'article D.181-15-2, alinéa I-11°, du Code de l'environnement, l'avis du Maire de la commune de SARTENE ainsi que celui des propriétaires ont été sollicités concernant l'état dans lequel devra être remis le site lors de l'arrêt définitif de la carrière et la vocation ultérieure sur site.

Ces avis sont joints en **PJ n°62 et n°63** du dossier de demande d'autorisation environnementale.

ANNEXES

- ✓ Annexe 1 : Arrêté préfectoral d'autorisation d'exploiter du 8 août 2007
- ✓ Annexe 2 : Arrêté préfectoral du 9 juillet 2015 autorisant le changement d'exploitant

ANNEXE 1 : ARRÊTÉ PRÉFECTORAL D'AUTORISATION D'EXPLOITER DU 08 AOUT 2007

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORSE-DU-SUD

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES
PÔLE DEVELOPPEMENT DURABLE ET
AMENAGEMENT DU TERRITOIRE

BUREAU DE L'ENVIRONNEMENT

ARRETE N°07 1150

Autorisant la Société des Industries Sartenaises à poursuivre l'exploitation d'une carrière de granit à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Sartène, au lieu-dit « Anelapo ».

Le Préfet de Corse, Préfet du département de la Corse du Sud, Officier de la Légion d'Honneur, Officier de l'Ordre National du Mérite ;

VU le titre II du Livre Ier et le titre 1er du Livre V du code de l'environnement ;

VU la loi n°93-3 du 4 janvier 1993 relative aux carrières ;

VU le décret n°77-1133 du 21 septembre 1977 modifié pris pour l'application de la loi n°76-663 du 19 juillet 1976 codifiée ;

Vu le décret n°85-453 du 23 avril 1985 modifié pris pour l'application de la loi n°83-630 du 12 juillet 1983 codifiée ;

VU le décret n°94-485 du 9 juin 1994 modifiant la nomenclature des installations classées ;

Vu l'arrêté préfectoral n°07 906 du 9 juillet 2007 portant délégation de signature à Monsieur Arnaud COCHET, Secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud ;

VU la demande, en date du 28 décembre 2005, de Monsieur Toussaint MOCCHI, Président directeur général de la société Industries Sartenaises, dont le siège social est situé à Propriano, sollicitant au titre de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement, le renouvellement, avec augmentation de la production maximale, de l'autorisation d'exploiter une carrière de granit à ciel ouvert sur le territoire de la commune de Sartène au lieu dit «Anelapo »;

VU la lettre en date du 4 juillet 2006 de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Corse ;

VU la décision du Président du Tribunal administratif de Bastia en date du 19 juillet 2006 désignant Monsieur Robert COHEN en qualité de commissaire enquêteur ;

VU les plans, documents et renseignements ainsi que les études d'impact et de dangers joints à la demande précitée ;

VU le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur émis à l'issue de l'enquête publique qui s'est déroulée du lundi 25 septembre 2006 au jeudi 26 octobre 2006 inclus;

VU les avis exprimés au cours de l'enquête publique ;

VU l'arrêté préfectoral n°07/310 en date du 9 mars 2007 prorogeant les délais d'instruction de ce dossier

VU le rapport de l'inspecteur des installations classées de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement de Corse, en date du 30 mai 2007 ;

Le pétitionnaire entendu ;

VU l'avis du Conseil des sites de Corse émis dans sa séance du 2 juillet 2007 ;

Vu le projet d'arrêté préfectoral porté à la connaissance du demandeur le 19 juillet 2007 ;

VU les observations formulées par le demandeur par courrier en date du 1er août 2007 ;

Sur proposition du Secrétaire général de la préfecture de la Corse du Sud ;

ARRETE

TITRE 1- PORTEE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GENERALES

Chapitre 1.1 - Bénéficiaire de l'autorisation

Article 1.1.1 - Exploitant titulaire de l'autorisation

La Société Industries Sartenaises dont le siège social est sis Centre Commercial de Santa Giulia, route de Sartène, BP 10, 20110 Propriano, ci-après désignée l'exploitant, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation sur le territoire de la commune de Sartène, au lieu-dit «Anelapo», des installations détaillées dans les articles suivants.

Chapitre 1.2 - Portée de l'autorisation

Article 1.2.1 - Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées

Rubrique	Libellé de l'activité	Régime de classement
2510.1	Exploitation de carrière (granit et arènes granitiques), pour une production annuelle maximale de 250 000 tonnes. La production totale autorisée sur la durée de l'autorisation (20 ans) est de 3 000 000 tonnes (soit 150 000 t/an en moyenne).	Autorisation
2515.1	Broyage, concassage, criblage, ensachage, pulvérisation, nettoyage, tamisage, mélange de pierres, cailloux, minerais et autres produits minéraux naturels ou artificiels (Installation de traitement des matériaux de carrières). La puissance installée de l'ensemble des machines fixes étant supérieure à 200 kW (342 kW)	Autorisation

Article 1.2.2 – Surfaces exploitables

L'autorisation d'exploiter porte sur les parcelles n° 1148 et 1150, Section D du plan d'occupation des sols de la commune de Sartène, pour une superficie totale de 48 ha 74 a dont 2 ha 50 exploitables pour l'extraction.

Article 1.2.3 - Durée de l'autorisation

L'exploitation est autorisée (incluant la remise en état) pour une durée de 20 ans à compter de la date de notification du présent arrêté. Cette durée inclut la phase finale de remise en état du site.

L'extraction de matériaux commercialisables doit être interrompue au minimum 6 mois avant l'échéance de l'autorisation sauf dans le cas du renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

L'exploitation ne peut être poursuivie au-delà que si une nouvelle autorisation est accordée. Il convient donc de déposer une nouvelle demande d'autorisation dans les formes réglementaires et en temps utile.

Article 1.2.4 - Arrêtés antérieurs

L'arrêté préfectoral n° 04-1394 du 05 août 2004 est abrogé.

Chapitre 1.3 - Conditions générales de l'autorisation

Article 1.3.1 - Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les installations et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant. En tout état de cause, elles respectent par ailleurs les dispositions du présent arrêté, des arrêtés complémentaires et les réglementations autres en vigueur.

Article 1.3.2 - Déclaration de début d'exploitation

S'agissant d'un renouvellement d'autorisation, l'exploitant n'est pas soumis à l'obligation de déclaration de début d'exploitation mentionnée à l'article 23-1 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977. La date de publication du présent arrêté est équivalente à la déclaration de début d'exploitation.

Article 1.3.3 - Suspension de l'autorisation

La présente autorisation cesse de produire effet si l'installation n'a pas été exploitée durant deux années consécutives, sauf cas de force majeure.

Article 1.3.4 - Installations non visées par la nomenclature ou soumises à déclaration

Les prescriptions du présent arrêté s'appliquent également aux autres installations ou équipements exploités dans l'établissement, qui mentionnés ou non dans la nomenclature sont de nature par leur proximité ou leur connexité avec une installation soumise à autorisation à modifier les dangers ou inconvénients de cette installation.

Les dispositions des arrêtés ministériels existants relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sont applicables aux installations classées soumises à déclaration incluses dans l'établissement dès lors que ces installations ne sont pas régies par le présent arrêté préfectoral d'autorisation.

Article 1.3.5 - Modification des prescriptions

Des arrêtés complémentaires peuvent être pris sur proposition de l'inspecteur des installations classées et après avis du Conseil des Sites de Corse.

Ils peuvent fixer toutes les prescriptions additionnelles que la protection des intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du Code de l'environnement rend nécessaire.

Article 1.3.6 - Modification des installations

Toute modification apportée par le demandeur aux installations, à leur mode d'utilisation ou à leur voisinage, et de nature à entraîner un changement notable des éléments du dossier de demande d'autorisation, est portée avant sa réalisation à la connaissance du Préfet avec tous les éléments d'appréciation.

Article 1.3.7 - Equipements abandonnés

Les équipements abandonnés ne doivent pas être maintenus dans les installations. Toutefois, lorsque leur enlèvement est incompatible avec les conditions immédiates d'exploitation, des dispositions matérielles interdiront leur réutilisation afin de garantir leur mise en sécurité et la prévention des accidents.

Article 1.3.8 - Transfert sur un autre emplacement

Tout transfert sur un autre emplacement des installations visées sous l'article 1.2.1 du présent arrêté nécessite une nouvelle demande d'autorisation ou déclaration.

Article 1.3.9 - Changement d'exploitant

Le changement d'exploitant des carrières est soumis à autorisation préfectorale préalable selon les dispositions de l'article 23.2 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Article 1.3.10 - Cessation d'activité

En cas de cessation d'activité, l'exploitant doit en informer le préfet six mois au moins avant la date prévue de cessation, et procéder à la remise en état du site dans les conditions fixées aux articles 34-1 à 34-3 du décret n° 77-1133 du 21 septembre 1977 modifié.

Chapitre 1.4 - Réglementation

Article 1.4.1 - Textes réglementaires applicables

Sans préjudice de la réglementation en vigueur, sont notamment applicables à l'établissement les prescriptions qui le concernent des textes cités ci-dessous :

- Arrêté du 29 juillet 2005 fixant le formulaire du bordereau des déchets dangereux ;
- Arrêté du 07 juillet 2005 fixant le contenu des registres mentionnés à l'article 2 du décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets et concernant les déchets dangereux et les déchets autres que dangereux ou radioactifs ;
- Décret n° 2005-635 du 30 mai 2005 relatif au contrôle des circuits de traitement des déchets ;
- Arrêté du 02 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;
- Arrêté du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;
- Arrêté du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières et aux installations de premier traitement des matériaux de carrières.

Article 1.4.2 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions de cet arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables, et notamment le code civil, le code de l'urbanisme, le code du travail et le code général des collectivités territoriales, la réglementation sur les équipements sous pression.

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

La présente autorisation ne vaut pas permis de construire.

Chapitre 1.5 - Garanties financières pour la remise en état

Article 1.5.1 - Objet des garanties financières

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent pour les activités visées à l'article 1.2.1 de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux de remise en état du site.

Article 1.5.2 - Remise en état et montant des garanties financières associées

L'extraction est menée en 4 périodes de cinq ans. A chaque période correspond un montant de garanties financières permettant la remise en état maximale au sein de cette période. La première période est comptée à partir de la date de notification du présent arrêté.

Les montants de référence des garanties financières permettant d'assurer la remise en état des installations autorisées sont fixés de la façon suivante:

Période considérée	Montant de la garantie financière en € TTC
Première période quinquennale	76 302
Deuxième période quinquennale	85 496
Troisième période quinquennale	95 310
Quatrième période quinquennale	103 377

L'indice TP01 utilisé pour l'établissement des montants de référence des garanties financières est de 525,8.

Article 1.5.3 - Notification

L'exploitant adresse au préfet, dans un délai d'un mois après la notification du présent arrêté, le document établissant la constitution des garanties financières dans la forme définie par l'arrêté du 1er février 1996 modifié.

Article 1.5.4 - Renouvellement

L'exploitant adresse au préfet le document établissant le renouvellement des garanties financières au moins 3 mois avant leur échéance.

Article 1.5.5 - Actualisation du montant

Le montant des garanties financières est actualisé à chaque période visée à l'article 1.5.2. Ce montant est obtenu par application de la méthode d'actualisation précisée à l'annexe III de l'arrêté ministériel du 09 février 2004.

L'actualisation des garanties financières relève de l'initiative de l'exploitant.

Lorsque la quantité de matériaux extraits est inférieure à la capacité autorisée et conduit à un coût de remise en état inférieur à au moins 25 p. 100 du coût couvert par les garanties financières, l'exploitant peut demander au préfet, pour les périodes quinquennales suivantes, une modification du calendrier de l'exploitation et de la remise en état et une modification du montant des garanties financières. Cette demande est accompagnée d'un dossier et intervient au moins six mois avant le terme de la période quinquennale en cours.

Toute modification de l'exploitation conduisant à une augmentation du coût de remise en état nécessite une révision du montant de référence des garanties financières.

Article 1.5.6 - Absence de garanties financières

L'absence de garanties financières entraîne la suspension de l'activité, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.514.1 du Code de l'environnement.

Pendant la durée de la suspension de fonctionnement, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

Article 1.5.7 - Appel aux garanties financières

Le préfet fait appel aux garanties financières :

- Soit en cas de non-respect des prescriptions applicables à cette exploitation de carrière en matière de remise en état après intervention de la mesure de consignation prévue à l'article L.514.1 du Code de l'environnement,

- Soit en cas de disparition juridique de l'exploitant et d'absence de remise en état conforme aux prescriptions applicables à cette exploitation.

TITRE 2 - GESTION DE L'ETABLISSEMENT

Chapitre 2.1 - Exploitation des installations

Article 2.1.1 - Objectifs généraux

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour :

- Limiter la consommation d'eau, et limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;

- La gestion des effluents et déchets en fonction de leurs caractéristiques, ainsi que la réduction des quantités rejetées ;

- Prévenir en toutes circonstances, l'émission, la dissémination ou le déversement, chroniques ou accidentels, directs ou indirects, de matières ou substances qui peuvent présenter des dangers ou inconvénients pour la commodité de voisinage, la santé, la salubrité publique, l'agriculture, la protection de la nature et de l'environnement ainsi que pour la conservation des sites et des monuments.

Article 2.1.2 - Consignes d'exploitation

L'exploitant établit des consignes d'exploitation pour l'ensemble des installations comportant explicitement les vérifications à effectuer, en conditions d'exploitation normale, en périodes de démarrage, de dysfonctionnement ou d'arrêt momentané de façon à permettre en toutes circonstances le respect des dispositions du présent arrêté.

Chapitre 2.2 - Réserves de produits ou matières consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement tels que manches de filtre, produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants…

Chapitre 2.3 - Intégration dans le paysage

L'exploitant prend les dispositions appropriées qui permettent d'intégrer l'installation dans le paysage. L'ensemble des installations est maintenu propre et entretenu en permanence.

Chapitre 2.4 - Patrimoine archéologique

En application du Code du patrimoine (livre V, titres II et III), toute découverte fortuite d'objet fait l'objet d'une déclaration au Maire de la Commune et à la DRAC. Les objets trouvés sont conservés par l'exploitant ou le propriétaire des terrains, sous sa responsabilité, dans l'attente de la venue des représentants des services concernés.

Une copie des courriers relatifs aux fouilles ou à la découverte de vestiges archéologiques sera adressée à l'Inspecteur des Installations Classées.

Chapitre 2.5 - Danger ou nuisance non prévenus

Tout danger ou nuisance non susceptible d'être prévenu par les prescriptions du présent arrêté est immédiatement porté à la connaissance du Préfet par l'exploitant.

Chapitre 2.6 - Incidents ou accidents

L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.

Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme.

Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.

En particulier, en cas de pollution accidentelle, les services de la Direction de la Solidarité et de la Santé et de la SAUR-France (secteur Corse) devront être également prévenus.

Chapitre 2.7 - Récapitulatif des documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant doit établir et tenir à jour un dossier comportant les documents suivants :

- Le dossier de demande d'autorisation initial,
- Les plans tenus à jours,
- Les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- Les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- Tous les documents, enregistrement, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté ; ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions doivent être prises pour la sauvegarde des données.

Ce dossier doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

TITRE 3 - CONDITIONS D'AMENAGEMENT ET D'EXPLOITATION

Chapitre 3.1 - Aménagements préliminaires

Article 3.1.1 - Information du public

L'exploitant met en place sur chacune des voies d'accès au chantier des panneaux indiquant en caractères apparents son identité, la référence de l'autorisation, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où les plans d'exploitation et de remise en état du site peuvent être consultés.

Article 3.1.2 - Bornage

L'exploitant s'assure du maintien en place de l'ensemble des bornes matérialisant le périmètre de l'autorisation tel que figurant sur le plan parcellaire joint en annexe au présent arrêté et assure si nécessaire leur réimplantation, jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.

Chapitre 3.2 - Infrastructures et installations

Article 3.2.1 - Accès et circulation dans l'établissement

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Les règles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Les voies de circulation et d'accès sont notamment délimitées, maintenues en constant état de propreté et dégagées de tout objet susceptible de gêner le passage. Ces voies sont aménagées pour que les engins des services d'incendie puissent évoluer sans difficulté.

Au moins deux accès de secours éloignés l'un de l'autre, et, le plus judicieusement placés pour éviter d'être exposés aux conséquences d'un accident, sont en permanence maintenus accessibles de l'extérieur du site (chemins carrossables,...) pour les moyens d'intervention.

Article 3.2.2 - Gardiennage et contrôle des accès

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Durant les heures d'activité, l'accès à la carrière est contrôlé. En dehors des heures ouvrées, cet accès est interdit.

L'accès de toute zone dangereuse des travaux d'exploitation à ciel ouvert, notamment l'accès aux fronts en cours d'exploitation, est interdit par une clôture efficace ou tout autre dispositif équivalent.

Le danger est signalé par des pancartes placées, d'une part, sur le ou les chemins d'accès aux abords des travaux, d'autre part, à proximité des zones clôturées.

Seuls les véhicules directement liés à l'exploitation de la carrière sont autorisés à circuler sur la voie de desserte de la carrière, au-delà de son portail d'entrée. L'exploitant rappelle l'interdiction d'accès pour tous les autres véhicules, par une signalisation adaptée à l'entrée de la carrière.

Article 3.2.3 – Accès à la voirie publique

L'accès à la voirie publique est aménagé de telle sorte qu'il ne crée pas de risque pour la sécurité publique.

Les véhicules et engins travaillant sur le site d'extraction de la carrière n'accèdent pas à la route nationale 196. Si tel était le cas, les roues desdits véhicules sont systématiquement débarrassées de la poussière et de la boue qui s'y trouve par tout moyen approprié (décrotteur…) avant que ceux-ci ne s'engagent sur la route nationale 196.

Le chargement des véhicules sortant du périmètre autorisé doit être réalisé dans le respect des limites de Poids Total Autorisé en Charge (PTAC) et Poids Total Roulant Autorisé (PTRA) fixées par le Code de la Route.

La contribution de l'exploitant à l'entretien et à la remise en état des voiries est définie par l'article 141.9 du Code de la Voirie Routière.

Chapitre 3.3 - Conduite de l'exploitation de la carrière

Article 3.3.1 - Déboisement, défrichage et décapage

Sans préjudice de la législation en vigueur, le déboisement et le défrichage éventuels des terrains sont réalisés progressivement, par phases correspondant aux besoins de l'exploitation.

Le décapage des terrains est limité au besoin des travaux d'exploitation.

Le décapage est réalisé de manière sélective, de façon à ne pas mêler les terres végétales constituant l'horizon humifère aux stériles.

L'horizon humifère et les stériles sont stockés séparément et réutilisés pour la remise en état des lieux. L'exploitation sera optimisée de manière à limiter le stockage des terres végétales de découverte en volume et en durée.

Article 3.3.2- Exploitation

Les conditions d'exploitation sont celles définies dans le dossier de demande d'autorisation objet du présent arrêté. L'exploitation de la carrière s'effectue à ciel ouvert, hors d'eau, par la méthode des gradins successifs et par abattage à l'explosif par tirs de mines verticales profondes.

La cote minimale d'extraction est de 15 mètres NGF. Le sommet du front supérieur se situe à la cote maximale 150 mètres NGF.

La hauteur de chaque gradin n'excédera pas 15 mètres. La largeur des banquettes sera de 10 mètres au minimum.

La progression des niveaux d'extraction sera réalisée de manière à maintenir en permanence l'accès à toutes les banquettes.

Les bords des excavations de la carrière sont tenus à une distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre autorisé ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques.

Article 3.3.3 - Abattage à l'explosif

L'abattage du gisement étant réalisé avec des substances explosives, l'exploitant définit un plan de tir. L'exploitant pourra procéder, si nécessaire, à une éventuelle réorientation des fronts de taille pour limiter les nuisances dues aux tirs.

L'exploitant procède à des relevés des vibrations lors des tirs, au minimum deux fois dans l'année. Les résultats (valeurs, analyse et conclusions, propositions éventuelles d'amélioration...) de ces mesures sont consignés dans un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.

L'exploitant prend en compte les effets des vibrations émises dans l'environnement et assure la sécurité du public lors des tirs.

Les tirs de mines ont lieu, sauf cas exceptionnel, les jours ouvrables à horaires fixés entre 10 et 17 heures.

Article 3.3.4 - Plan

Un plan à une échelle adaptée à la superficie de la carrière est établi.

Sur ce plan sont reportés :

- Les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que ses abords, dans un rayon de 50 mètres ;
- Les zones en chantier ;
- Les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs ;
- Les zones remises en état ;
- Les bornes déterminant le périmètre d'autorisation;
- Les pistes et voies de circulation;
- Les zones de mise à stock des produits finis, des stériles, des terres de découverte ;
- Les installations fixes de toute nature : installations de traitement des matériaux, locaux,...

Ce plan est mis à jour au moins une fois par an et tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.

Chapitre 3.4 – Remise en état

Article 3.4.1 - Principes généraux

En fin d'exploitation, tous les produits polluants ainsi que tous les déchets sont valorisés ou éliminés par des installations dûment autorisées à les recevoir. Il incombe à l'exploitant de justifier de ces conditions de valorisation et/ou d'élimination.

L'exploitant est tenu de remettre le site affecté par son activité dans un état tel qu'il ne s'y manifeste aucun des dangers ou inconvénients mentionnés à l'article L.511.1 du Code de l'environnement en tenant compte des caractéristiques essentielles du milieu environnant.

La remise en état est réalisée dès que les zones concernées sont parvenues en situation définitive. Elle sera achevée au plus tard à l'échéance de l'autorisation, sauf dans le cas de renouvellement de l'autorisation d'exploiter.

La remise en état du site doit être réalisée conformément aux dispositions de l'étude d'impact jointe au dossier de demande d'autorisation.

Article 3.4.2 - Conditions de la remise en état

Conformément aux dispositions de l'étude d'impact, la remise en état consiste en la remise en état naturel par reprofilage du site et plantations d'espèces locales notamment.
Elle comporte au minimum les dispositions suivantes :

- La mise en sécurité des fronts de taille;
- Le nettoyage de l'ensemble des terrains et, d'une manière générale, la suppression de toutes les structures n'ayant pas d'utilité après la remise en état du site.

En particulier, les dispositions suivantes seront mises en œuvre :

- Les fronts de taille et les banquettes seront remodelés afin d'assurer un raccordement progressif avec le terrain naturel environnant et supprimer l'aspect géométrique des parois ;
- Les ruptures de pente liées aux installations seront talutées afin de constituer des pentes douces ;
- En fin d'exploitation, l'excavation en partie basse de la carrière, destinée à la collecte des eaux de ruissellement, sera aménagée en plan d'eau. Une étude préalable comportant tous les éléments relatifs à la faisabilité et à la gestion de ce plan d'eau devra être établie et soumise à Monsieur le Préfet dans le cadre de la déclaration de cessation d'activité mentionnée à l'article 1.3.10 du présent arrêté. Toute autre solution pour la remise en état de cette zone devra être soumise au Préfet avant sa réalisation avec tous les éléments d'appréciation utiles ;
- La végétalisation des zones remises en état sera effectuée par ensemencement et plantation d'espèces locales, après recouvrement des surfaces par des matériaux inertes et de la terre végétale. Ces matériaux seront issus du site (stériles de production, terres de décapage) ou seront constitués de matériaux extérieurs après tri et valorisation. L'avis du Conservatoire Botanique de Corse sera sollicité sur le choix des espèces végétales à implanter.

Article 3.4.3 - Utilisation de matériaux extérieurs dans le cadre de la remise en état

Les matériaux inertes issus du BTP ne pourront en aucun cas être directement utilisés directement pour la remise en état du site. Il devront au préalable faire l'objet d'un contrôle et d'un tri dans les conditions fixées au chapitre 3.5 ci-dessous.

Le remblayage de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux.

Article 3.4.4 - Remise en état non conforme

Toute infraction aux prescriptions relatives aux conditions de remise en état constitue, après mise en demeure, un délit conformément aux dispositions de l'article L.514.11 du Code de l'environnement.

Chapitre 3.5 - Gestion des déchets du BTP

Article 3.5.1 - Origine et qualité des matériaux

Les seuls matériaux admissibles sont notamment ceux issus des chantiers du bâtiment et des travaux publics ou d'unités de fabrication (béton, parpaings ...) répondant à la définition de « déchets inertes »

fixée par la directive européenne 1999/31/CE du 26 avril 1999. Il s'agit de produits qui ne se décomposent pas, ne brûlent pas et ne produisent aucune réaction physique ou chimique, ne sont pas biodégradables et ne détériorent pas d'autres matières avec lesquelles ils entrent en contact, d'une manière susceptible d'entraîner une pollution de l'environnement ou de nuire à la santé humaine. La production totale de lixiviats et la teneur des déchets en polluants ainsi que l'écotoxicité des lixiviats doivent être négligeables et, en particulier, ne doivent pas porter atteinte à la qualité des eaux de surface et/ou des eaux souterraines.

Sont ainsi seuls autorisés en vue de leur tri, de leur traitement par criblage/concassage ou de leur stockage sur site :

- les bétons (code nomenclature des déchets 17 01 01) ;
- les tuiles et les céramiques (code 17 01 03) ;
- les briques (code 17 01 02) ;
- les déchets de verres (code 17 02 02) ;
- les terres et matériaux minéraux d'origine naturelle non pollués (code 17 05 04 et 20 02 02) ;
- les enrobés bitumineux sans goudron (code 17 03 02).

Les déchets de construction et de démolition triés mentionnés dans cette liste et contenant en faible quantité d'autres types de matériaux tels que des métaux, des matières plastiques, du plâtre, des substances organiques, du bois du caoutchouc etc., peuvent également être admis dans l'installation.

Sont proscrits le traitement et le stockage des déchets suivants :

- les déchets dangereux, listés en annexe 2 du décret 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets ;
- les déchets banals issus de démolitions tels que les déchets de second œuvre (tuyauterie, menuiserie, câblage, revêtement de sol, complexe d'étanchéité...) ;
- les déchets ménagers ou assimilés ;
- les déchets organiques fermentescibles ;
- les déchets radioactifs ;
- les déchets non refroidis, explosifs ou susceptibles de s'enflammer spontanément ;
- les déchets non pelletables, dont les liquides.

Sont notamment concernés pour les déchets provenant de chantiers du bâtiment et des travaux publics :

- les déchets de flocage, calorifugeage, faux-plafonds contenant de l'amiante et tout autre matériau contenant de l'amiante friable ainsi que les déchets de matériels et d'équipements (équipements de protection individuels jetables, filtres de dépoussiéreurs ...) ainsi que les produits en amiante ciment ;
- les dalles vinyle-amiante ;
- la peinture au plomb ;
- les enrobés contenant du goudron ;
- les mâchefers issus de l'incinération.

Article 3.5.2 - Admission des matériaux

Article 3.5.2.1 - Enregistrements

Les livraisons de matériaux doivent faire l'objet de l'établissement préalable d'un document rempli par leur producteur et tous les intermédiaires éventuels entre ce dernier et l'exploitant. Ce document, remis à l'exploitant indique la provenance, la destination, les quantités et le type de matériaux.

Toutefois, si les matériaux sont apports en faibles quantités ou de façon occasionnelle, le document précité peut être rempli à l'arrivée sur le site. Le bordereau de suivi de la recommandation n° T2-2000 aux maîtres d'ouvrage public relative à la gestion des déchets du bâtiment adoptée le 22 juin 2000 par la Section technique de la Commission centrale des marchés peut être utilisé à cet effet.

L'exploitant conserve ce document qui est intégré dans un registre des admissions et des refus qui peut être informatisé. Ce registre mentionne :

- la date de réception,
- la provenance,
- les quantités,
- les caractéristiques des matériaux,
- les moyens de transport utilisés,
- le nom du transporteur,
- un plan topographique permettant de localiser les zones et les niveaux de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.

Article 3.5.2.2 - Contrôles

Dans tous les cas, une quantification des matériaux admis est effectuée à l'entrée de l'installation de stockage par pesage ou au minimum par estimation des volumes.

Un contrôle visuel et olfactif des matériaux est réalisé à l'entrée du site puis lors du déchargement du camion afin de vérifier l'absence de déchets interdits. Le bennage direct sans vérification des déchets est interdit.

Tout constat de non conformité d'un chargement vis-à-vis des règles d'admission fixées ci-dessus, entraîne obligatoirement le refus du chargement. Ce refus est enregistré au registre précité.

Article 3.5.2.3 - Présomption de contamination

En cas de présomption de contamination des déchets et avant leur arrivée dans l'installation, le producteur des déchets effectue une procédure d'acceptation préalable afin de disposer de tous les éléments d'appréciation nécessaires sur la possibilité d'accepter les déchets sur le site.

Cette acceptation préalable contient à minima une évaluation du potentiel polluant des déchets par un essai de lixiviation pour les paramètres définis à l'annexe II de l'arrêté ministériel du 15 mars 2006, et une analyse du contenu total pour les paramètres définis dans la même annexe. Le test de lixiviation à appliquer est le test normalisé X 30-402-2. Seuls les déchets respectant les critères définis en annexe II peuvent être admis.

Article 3.5.2.4 - Déchets d'enrobés bitumineux

Les déchets d'enrobés bitumineux font l'objet d'un test pour s'assurer qu'ils ne contiennent pas de goudron. Les résultats de ce test seront indiqués sur le document préalable mentionné à l'article 3.5.2.1.

Article 3.5.2.5 - Terres provenant de sites contaminés

Dans le cas de terres provenant de sites contaminés et avant leur arrivée dans l'installation de stockage, le producteur des déchets effectue la procédure d'acceptation préalable prévue à l'article 3.5.2.3.

Article 3.5.2.6 - Aire de réception et de tri

Le site dispose d'une aire de réception et de tri des matériaux nettement délimitée notamment par rapport aux zones de roulage et d'extraction de la carrière.

Les conditions d'entreposage et d'élimination des refus de tri doivent être conformes aux dispositions du Titre 6 du présent arrêté. En particulier, les déchets banals issus des opérations de tri et impropres à être stockés sur le site (bois, métaux, DIS, papiers et cartons, matières plastiques ...) sont stockés en bennes de manière séparée en fonction des conditions de leur élimination. Les DIS sont stockés séparément en zone étanche et à l'abri des intempéries. Ces résidus de tri sont dirigés vers des installations d'élimination autorisées.

L'exploitant doit être en mesure de justifier des conditions effectives d'élimination de tous les refus de tri en tenant notamment à jour un enregistrement des mouvements de déchets.

L'exploitant prend toutes dispositions pour éviter notamment en l'absence de personnel sur site, le déchargement sauvage de matériaux.

Article 3.5.3 - Stockage des matériaux

Les déchets doivent être déposés dans des zones spécifiques physiquement délimitées. Un plan du site, tenu à jour, doit permettre de localiser précisément les zones de stockage réalisé.

La mise en œuvre de ce type de stockage doit s'effectuer de façon à atteindre une stabilité mécanique.

Seul l'exploitant est habilité à procéder à la mise en dépôt de ces matériaux à partir des matériaux admis et triés dans les conditions fixées ci-dessus.

TITRE 4 - GESTION DES EAUX

Chapitre 4.1 - Prélèvements et consommations d'eau

Le prélèvement dans le milieu naturel (fleuve Rizzanese) se fait au niveau de la parcelle n° 910 située au Nord de l'exploitation, en rive gauche cours d'eau.

L'ouvrage de pompage a un diamètre de 120 millimètres, une profondeur de 1 mètre, et un débit maximum de 80 m^3/h. Il ne doit pas gêner le libre écoulement des eaux.

L'exploitant est autorisé à implanter un ouvrage de prélèvement dans le plan d'eau situé sur le carreau de la carrière, ainsi qu'un forage de profondeur 4 mètres dans la nappe d'accompagnement du Rizzanese, en substitution du pompage direct dans le cours d'eau. Ce forage sera situé sur la même parcelle que l'ouvrage prélèvement actuel dans le fleuve.

Dans ce cas, le débit maximal de pompage sera de 80 m^3/h pour chaque point de pompage, et le prélèvement dans le Rizzanese (direct ou dans la nappe d'accompagnement) ne sera mis en œuvre qu'en cas de secours (défaillance du captage dans le plan d'eau...). Le débit total journalier de pompage est limité 100 m^3/j, hors nécessité de lutte contre l'incendie.

Les installations de pompage sont équipées d'un compteur volumétrique permettant un relevé des quantités prélevées. Le relevé des volumes est effectué journellement et retranscrit sur un registre éventuellement informatisé. Ce registre des volumes prélevés est conservé au moins pendant cinq ans.

L'ensemble des travaux et l'équipement des ouvrages de prélèvement assurent, pendant toute la durée de leur exploitation, une protection contre le risque d'introduction de pollution de surface.

Chapitre 4.2 - Utilisation de l'eau et rejet dans le milieu naturel

Article 4.2.1- Bassins de récupération des eaux

Outre le plan d'eau constitué par le carreau de la carrière, cinq bassins de récupération des eaux pluviales de ruissellement de volumes égaux à 600, 450, 1800, 480 et 750 m^3 sont disposés sur le site.

Trois bassins supplémentaires de traitement des eaux de procédés (installations de traitement des matériaux, centrale à béton, installation de fabrication d'agglomérés) sont disposés sur le site. Chacun de ces bassins est équipé d'une rampe d'accès pour permettre son curage au moyen d'engins motorisés. L'eau de surverse éventuelle de ces bassins est dirigée vers le bassin de récupération des eaux pluviales de ruissellement de 750 m^3.

Le curage des bassins devra être réalisé régulièrement, afin de garantir leurs bonnes conditions de fonctionnement. Les boues ainsi générées pourront être utilisées pour le remblaiement dans le cadre de la remise en état.

Article 4.2.2 - Eaux de procédés des installations

Les rejets d'eau de procédé des installations de traitement des matériaux à l'extérieur du site sont interdits. Ces eaux sont intégralement recyclées. Le circuit de recyclage est conçu de telle manière qu'il ne puisse donner lieu à des pollutions accidentelles.

Un dispositif d'arrêt d'alimentation en eau de procédé des installations, en cas de rejet accidentel de ces eaux, est prévu.

Article 4.2.3 - Eaux rejetées

Les eaux pluviales de ruissellement récupérées dans les bassins de rétention ne sont pas rejetées dans le milieu naturel.

Les eaux domestiques sont traitées et évacuées conformément à la réglementation en vigueur.

Chapitre 4.3 - Prévention de la pollution des eaux

Article 4.3.1 - Rétentions

Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50 % de la capacité totale des fûts ;
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts ;
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 litres

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir, résiste à l'action physique et chimique des fluides et peut être contrôlée à tout moment. Il en est de même pour son éventuel dispositif d'obturation qui est maintenu fermé en permanence.

Article 4.3.2 - Stockage sur les lieux d'emploi

Les matières premières, produits intermédiaires et produits finis considérés comme des substances ou des préparations dangereuses sont limités en quantité stockée et utilisée dans les ateliers au minimum technique permettant leur fonctionnement normal.

Article 4.3.3 - Transports - chargements - déchargements

Les aires de chargement et de déchargement de véhicules citernes sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles de l'art. Des zones adéquates sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de matières dangereuses, en attente de chargement ou de déchargement.

Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...).

Le stockage et la manipulation de produits dangereux ou polluants, solides ou liquides (ou liquéfiés) sont effectués sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des fuites éventuelles.

Article 4.3.4 - Prévention des pollutions accidentelles des eaux

Les éventuelles fuites d'hydrocarbures ou de tout autre produit susceptible de polluer les sols et les eaux sont traitées par matériaux absorbants, le tout étant évacué et traité en tant que déchet par une entreprise agréée.

Les matériaux absorbants sont disponibles en permanence sur le site, en quantités suffisantes et facilement accessibles pour intervenir en cas d'écoulement accidentel de produits polluants.

Article 4.3.5 - Elimination des substances ou préparations dangereuses

L'élimination des substances ou préparations dangereuses récupérées en cas d'accident suit prioritairement la filière déchets la plus appropriée. En tout état de cause, leur éventuelle évacuation vers le milieu naturel s'exécute dans des conditions conformes au présent arrêté.

TITRE 5 - POLLUTION ATMOSPHERIQUE

Chapitre 5.1 - Conception des installations

Article 5.1.1 - Voies de circulation

Les véhicules circulant dans l'établissement ou en sortant ne doivent pas entraîner d'envols ou de dépôt de poussières ou de boues sur les voies de circulation publiques. Pour ce faire, les voies de circulation internes et aires de stationnement des véhicules sont nettoyées en tant que de besoin afin de limiter l'envol des poussières.

Les autres zones de roulage sont arrosées aussi souvent que nécessaire notamment par temps sec et venté.

Article 5.1.2 - Stockages

Les stockages extérieurs doivent être protégés des vents en mettant en place des écrans, chaque fois que nécessaire, ou stabilisés pour éviter les émissions et les envols de poussières. En cas d'impossibilité de les stabiliser, ces stockages doivent être réalisés sous abri ou en silos.

Les fillers (éléments fins inférieurs à 80 µm) et les produits pulvérulents non stabilisés doivent être ensachés ou stockés en silos. Ces silos doivent être munis de dispositifs de contrôle de niveau de manière à éviter les débordements. L'air s'échappant de ces silos doit être dépoussiéré s'il est rejeté à l'atmosphère.

Article 5.1.3 - Emissions diffuses et envols de poussières

L'exploitant prend toutes dispositions utiles pour éviter l'émission et la propagation des poussières. En particulier :

- Les installations de traitement de matériaux sont dotées de capotages autant que nécessaire pour limiter l'envol de poussières ;
- Un arrosage fixe est installé sur les installations de traitement des matériaux au niveau des principales sources d'émission ;
- Le chargement des camions est arrosé en tant que de besoin ;
- Les opérations de forage sont réalisées à l'aide de matériel équipé de capteur de poussières.

Chapitre 5.2 - Contrôle des émissions et des retombées de poussières

Article 5.2.1 - Emissions de poussières

Les dispositifs de limitation d'émission des poussières résultant du fonctionnement des installations de traitement des matériaux sont aussi complets et efficaces que possible.

Les émissions captées sont canalisées et dépoussiérées. La concentration du rejet éventuel pour les poussières doit être inférieure à 30 mg/Nm3 (les mètres cubes sont rapportés à des conditions normalisées de température, 273 Kelvin, et de pression, 101,3 kilopascals, après déduction de la vapeur d'eau, gaz sec).

Les périodes de pannes ou d'arrêts des dispositifs d'épuration pendant lesquelles les teneurs en poussières des effluents gazeux rejetés dépassent le double des valeurs fixées ci-dessus doivent être d'une durée continue inférieure à quarante-huit heures et leur durée cumulée sur une année est inférieure à deux cents heures.

En aucun cas, la teneur en poussières des effluents gazeux émis ne peut dépasser la valeur de 500 mg/Nm3. En cas de dépassement de cette valeur, l'exploitant est tenu de procéder sans délai à l'arrêt de l'installation en cause.

Les valeurs limites s'imposent à des prélèvements d'une durée voisine d'une demi-heure. Les mesures sont effectuées sur une durée voisine d'une demi-heure, dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation.

En cas d'impossibilité, liée à l'activité ou aux équipements, d'effectuer une mesure représentative des rejets, une évaluation des conditions de fonctionnement et des capacités des équipements d'épuration à respecter les valeurs limites est réalisée.

Article 5.2.2 - Surveillance des retombées de poussières dans l'environnement

Une surveillance des retombées de poussières dans l'environnement est mise en place. Les points de mesure sont répartis sur l'ensemble du pourtour de l'établissement, et en particulier en direction des zones d'habitation. La réalisation de cette surveillance pourra être confiée à un organisme spécialisé. Une convention doit alors être établie entre l'organisme et l'exploitant.

Les mesures sont réalisées au minimum une fois tous les 2 ans, en saison sèche, selon les normes en vigueur.

TITRE 6 – GESTION DES DECHETS INTERNES

Chapitre 6.1 - Principes de gestion

Article 6.1.1 - Limitation de la production de déchets

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement, et l'exploitation de ses installations pour assurer une bonne gestion des déchets de son entreprise et en limiter la production.

Article 6.1.2 - Séparation des déchets

L'exploitant effectue à l'intérieur de son établissement la séparation des déchets (dangereux ou non) de façon à faciliter leur traitement ou leur élimination dans des filières spécifiques.

Les déchets d'emballage visés par le décret 94-609 du 13 juillet 1994 sont valorisées par réemploi, recyclage ou toute autre action visant à obtenir des déchets valorisables ou de l'énergie.

Les huiles usagées doivent être éliminées conformément au décret n° 79-981 du 21 novembre 1979, modifié, portant réglementation de la récupération des huiles usagées et ses textes d'application (arrêté ministériel du 28 janvier 1999). Elles sont stockées dans des réservoirs étanches et dans des conditions de séparation satisfaisantes, évitant notamment les mélanges avec de l'eau ou tout autre déchet non huileux ou contaminé par des PCB.

Les huiles usagées doivent être remises à des opérateurs agréés (ramasseurs ou exploitants d'installations d'élimination).

Les piles et accumulateurs usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du décret 94-609 du 13 juillet 1994 et de l'article 8 du décret n°99-374 du 12 mai 1999, modifié, relatif à la mise sur le marché des piles et accumulateurs et à leur élimination.

Les pneumatiques usagés doivent être éliminés conformément aux dispositions du Décret 2002-1563 du 24 décembre 2002; ils sont remis à des opérateurs agréés (collecteurs ou exploitants d'installations d'élimination) ou aux professionnels qui utilisent ces déchets pour des travaux publics, de remblaiement, de génie civil ou pour l'ensilage.

Article 6.1.3 - Conception et exploitation des installations internes de transit des déchets

Les déchets et résidus produits, entreposés dans l'établissement, avant leur traitement ou leur élimination, doivent l'être dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

En particulier, les aires de transit de déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisées sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des éventuels liquides épandus et des eaux météoriques souillées.

Article 6.1.4 -Déchets traités ou éliminés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant élimine ou fait éliminer les déchets produits dans des conditions propres à garantir les intérêts visés à l'article L.511-1 du code de l'environnement. Il s'assure que les installations utilisées pour cette élimination sont régulièrement autorisées à cet effet.

Article 6.1.5 - Déchets traités ou éliminés à l'intérieur de l'établissement

Toute élimination de déchets dans l'enceinte de l'établissement est interdite.

Article 6.1.6 - Transport

Chaque lot de déchets spéciaux expédié vers l'extérieur doit être accompagné du bordereau de suivi établi en application de l'arrêté ministériel du 29 juillet 2005 relatif au bordereau de suivi des déchets dangereux mentionné à l'article 4 du décret du 30 mai 2005.

Les opérations de transport de déchets doivent respecter les dispositions du décret n° 98-679 du 30 juillet 1998 relatif au transport par route au négoce et au courtage de déchets. La liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant est tenue à la disposition de l'inspection des Installations Classées.

TITRE 7 - PREVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 7.1 - Dispositions générales

Article 7.1.1 - Aménagements

L'installation est construite, équipée et exploitée de façon que son fonctionnement ne puisse être à l'origine de bruits transmis par voie aérienne ou souterraine, de vibrations mécaniques susceptibles de compromettre la santé ou la sécurité du voisinage ou de constituer une nuisance pour celle-ci.

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 7.1.2 - Véhicules et engins

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes à la réglementation en vigueur (les engins de chantier doivent répondre aux dispositions du décret n° 95-79 du 23 janvier 1995 et des textes pris pour son application).

Article 7.1.3 - Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênants pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 7.2 - Limitation des niveaux de bruit

Article 7.2.1 - Horaires de fonctionnement

Les horaires d'exploitation de l'établissement sont du lundi au samedi inclus, de 6 heures à 18 heures.

Article 7.2.2 - Valeurs limites de bruit

Les différents niveaux de bruit sont appréciés par le niveau de pression continu équivalent pondéré LAeq. L'évaluation du niveau de pression continu équivalent incluant le bruit particulier de l'ensemble de l'installation est effectuée sur une durée représentative du fonctionnement le plus bruyant de celle-ci.

Les niveaux de bruit à ne pas dépasser en limite de propriété sont de 65 dB(A) pendant les horaires d'exploitation.

Article 7.2.3 - Emergence

L'émergence est définie comme étant la différence entre les niveaux de bruit mesurés lorsque l'ensemble de l'installation est en fonctionnement et lorsqu'il est à l'arrêt. Elle est mesurée conformément à la méthode décrite à l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé.

En dehors des tirs de mines, les bruits émis par la carrière ne doivent pas être à l'origine, à l'intérieur des locaux riverains habités ou occupés par des tiers que les fenêtres soient ouvertes ou fermées et le cas échéant, en tous points des parties extérieures (cour, jardin, terrasse...) de ces mêmes locaux, pour les niveaux supérieurs à 35 dB(A), d'une émergence supérieure à 5 dB(A) pendant les horaires d'exploitation.

Le respect des valeurs maximales d'émergence est assuré dans les immeubles les plus proches occupés ou habités par des tiers et existant à la date du présent arrêté et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones destinées à l'habitation par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date de l'arrêté d'autorisation.

Chapitre 7.3 - Vibrations

Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes des vitesses particulaires pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction.

La fonction de pondération du signal mesuré est une courbe continue définie par les points caractéristiques suivants :

Bande de fréquence en Hz	Pondération du signal
1	5
5	1
30	1
80	3/8

On entend par constructions avoisinantes les immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments.

Le respect de la valeur ci-dessus est vérifié dans les conditions prévues à l'article 3.3.3 ci-dessus.

En outre, le respect de la valeur limite est assuré dans les constructions existantes à la date du présent arrêté d'autorisation et dans les immeubles construits après cette date et implantés dans les zones autorisées à la construction par des documents d'urbanisme opposables aux tiers publiés à la date du présent arrêté d'autorisation.

TITRE 8 - PREVENTION DES RISQUES

Chapitre 8.1 - Prévention des risques

Article 8.1.1 - Principes directeurs

L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour obtenir et maintenir cette prévention des risques, dans les conditions normales d'exploitation, les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'à la remise en état du site après l'exploitation.

Il met en place le dispositif nécessaire pour en obtenir l'application et le maintien ainsi que pour détecter et corriger les écarts éventuels.

Article 8.1.2 - Interdiction de feux

Il est interdit d'apporter du feu ou une source d'ignition sous une forme quelconque dans les zones de dangers présentant des risques d'incendie ou d'explosion sauf pour les interventions ayant fait l'objet d'un permis d'intervention spécifique.

Tout brûlage, notamment de déchets, est interdit sur le site.

Article 8.1.3 - Installations électriques – mise à la terre

Les installations électriques doivent être conçues, réalisées et entretenues conformément à la réglementation du travail et le matériel conforme aux normes européennes et françaises qui lui sont applicables.

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art.

Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine.

Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

Une vérification de l'ensemble de l'installation électrique est effectuée au minimum une fois par an par un organisme compétent qui mentionnera très explicitement les défectuosités relevées dans son rapport. L'exploitant conservera une trace écrite des éventuelles mesures correctives prises.

Chapitre 8.2 - Moyens d'intervention en cas d'accident et organisation des secours

Article 8.2.1 - Moyens d'intervention

L'établissement est doté de moyens adaptés aux risques à défendre et répartis en fonction de la localisation de ceux-ci.

De plus, chaque engin intervenant sur le site est équipé d'un extincteur portatif d'une capacité minimale de 3 kg agréé pour les feux d'hydrocarbures.

Article 8.2.2 - Entretien des moyens d'intervention

Les équipements d'intervention sont maintenus en bon état, repérés et facilement accessibles. Ils sont vérifiés au moins une fois par an et après chaque utilisation.

L'exploitant doit pouvoir justifier, auprès de l'inspection des installations classées, de l'exécution de ces dispositions.

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 8.2.3 - Moyens de communication

L'exploitant doit disposer de moyens permettant de donner l'alerte en cas de sinistre ou d'accident dans des délais suffisamment courts pour permettre une intervention efficace des services de secours extérieurs.

Article 8.2.4- Consignes générales d'intervention

Des consignes écrites sont établies pour la mise en œuvre des moyens d'intervention, d'évacuation du personnel et d'appel des secours extérieurs auxquels l'exploitant aura communiqué un exemplaire. Le personnel est entraîné à l'application de ces consignes.

L'établissement dispose d'une équipe d'intervention spécialement formée à la lutte contre les risques identifiés sur le site et au maniement des moyens d'intervention. Les agents non affectés exclusivement aux tâches d'intervention, devront pouvoir quitter leur poste de travail à tout moment en cas d'appel.

TITRE 9 - AUTRES DISPOSITIONS

Chapitre 9.1 - Taxe générale sur les activités polluantes

Article 9.1.1- Taxe unique

En application de l'article 266 sexies I-8-a du Code des douanes, il est perçu une taxe unique dont le fait générateur est la délivrance de la présente autorisation d'exploitation d'une installation classée pour la protection de l'environnement visée à l'article L.512-1 du Code de l'environnement susvisé.

Article 9.1.2 - Taxe annuelle

En application du Code de douanes, l'établissement est soumis à la taxe générale sur les activités polluantes.

Chapitre 9.2 - Délais et voies de recours

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Concernant l'autorisation d'exploitation des installations de concassage-criblage, elle peut être déférée à la juridiction administrative conformément aux dispositions de l'article L.514-6 du Code de l'environnement susvisé:

- Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter de la date de notification du présent arrêté ;
- Par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts visés à l'article L.511-1, dans un délai de quatre ans à compter de la publication ou de l'affichage desdits actes.

Concernant l'autorisation d'exploitation de la carrière le délai de recours par les tiers est porté à 6 mois. Le décompte est effectué à partir de l'achèvement des formalités de publicité de la déclaration de début d'exploitation transmise par l'exploitant au préfet.

Chapitre 9.3 - Affichage et communication des conditions d'autorisation

Il sera procédé par les services de la Préfecture, aux frais de l'exploitant, à l'insertion d'un avis au public, dans deux journaux du département, relatif à l'autorisation accordée à la Société Industries Sartenaises.

Cet avis sera également publié par voie d'affichage en mairie de Sartène pendant une durée minimale d'un mois.

L'exploitant de l'établissement assurera la publicité dudit arrêté en permanence et de façon visible sur les lieux de l'installation.

Les formalités susvisées seront respectivement justifiées par un exemplaire des journaux, un certificat du maire et de l'exploitant.

Chapitre 9.4 - Exécution

MM. le Secrétaire Général de la Préfecture de Corse du Sud, le Maire de Sartène, Mme la Directrice Régionale de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement de Corse, sont chargés chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera inséré au recueil des actes administratifs de la préfecture, communiqué au pétitionnaire et copie adressée à :

- M. le Directeur Départemental de l'Agriculture et de la Forêt,
- M. le Directeur Départemental de l'Équipement,
- M. le Directeur de la Solidarité et de la Santé de Corse et de la Corse-du-Sud,
- Mme la Directrice Régionale de l'Environnement,
- M. l'Ingénieur de l'Industrie et des Mines chargé de la Subdivision de Corse-du-Sud,
- M. le Directeur Départemental des services d'incendie et de secours,
- M. le Chef du service interministériel régional de défense et de protection civile.

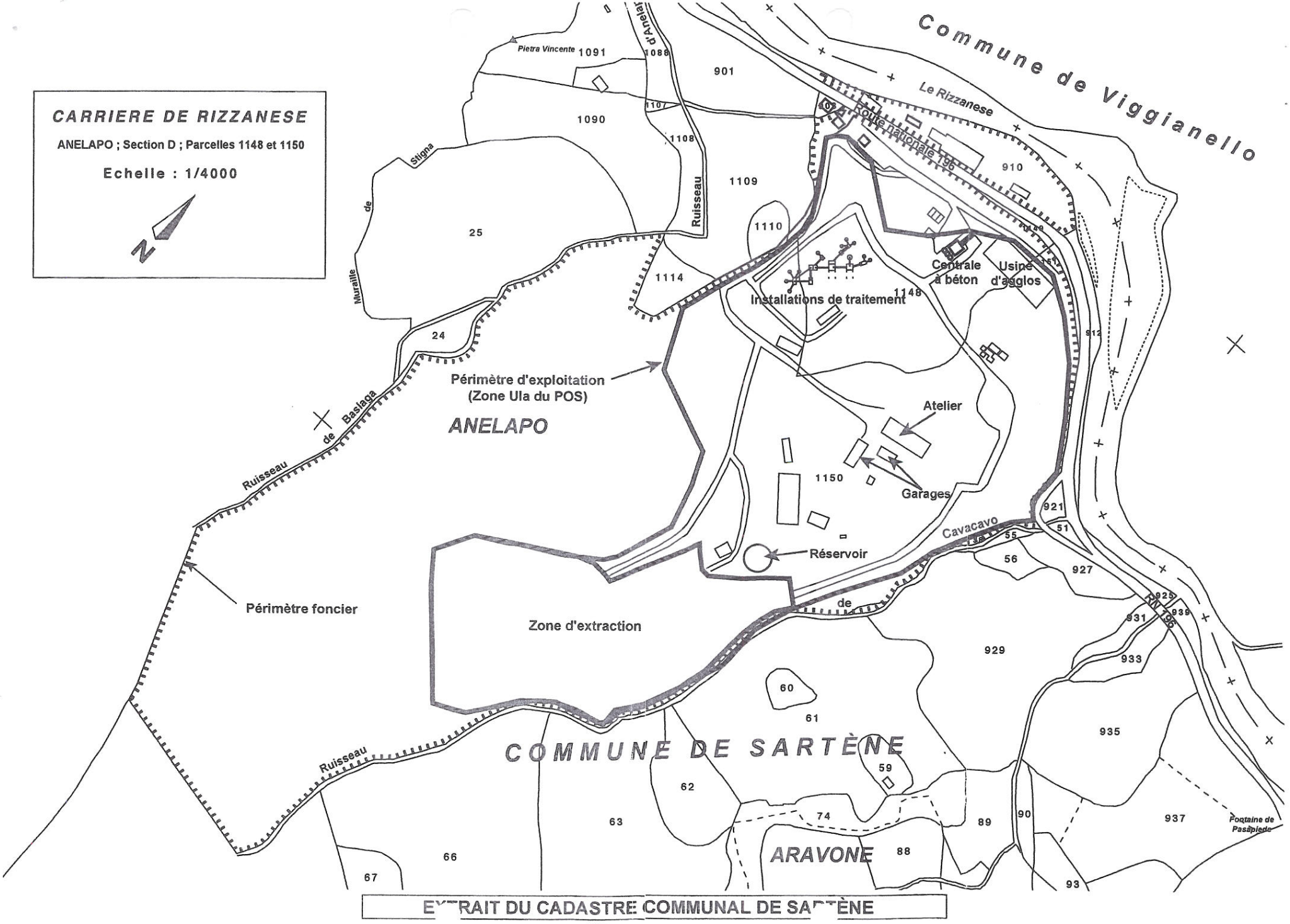
Fait à Ajaccio, le - 8 AOUT 2007

Pour le Préfet
le Secrétaire Général

Arnaud COCHET

ANNEXES

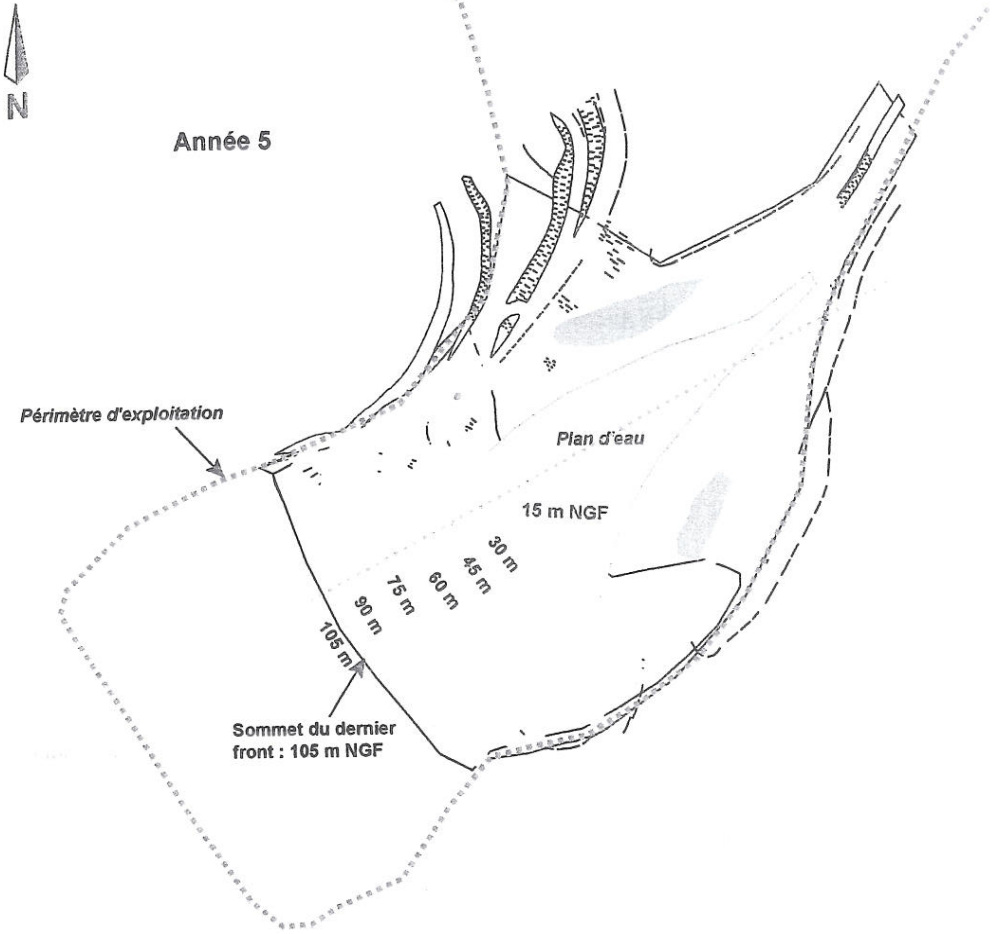
- Plan cadastral
- Plans de phasage quinquennaux de l'exploitation



EXTRAIT DU CADASTRE COMMUNAL DE SARTÈNE

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL

CARRIERE DU RIZZANESE (ZONE D'EXTRACTION)



Infrastructures (S1) : pistes, stocks...

Chantier (S2) : en exploitation

Fronts (S3)

Zones réaménagées

Zones non exploitées

GARANTIES FINANCIERES - PERIODE QUINQUENNALE 1

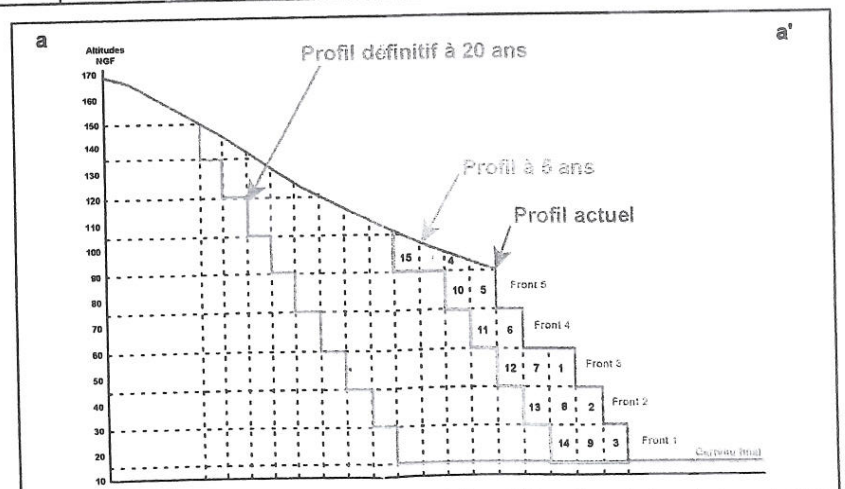
Superficie maximale en exploitation : 14 400 m2
Volumes de matériaux pour la période : 360 000 m3
Montant des garanties financières : 76 302 Euros

Années	Carrière du Rizzanèse			SUPERFICIE
	En décapage	En exploitation	En réam.	TOTALE
Année 1	4800	6400	1600	**12800**
Année 2	-	12800	1600	**14400**
Année 3	-	6400	-	**6400**
Année 4	1600	12800	-	**14400**
Année 5	-	12800	1600	**14400**

Phase quinquennale	Années	Surfaces (m2)	Volume extrait (m3)	Volume cumulé (m3)	Garanties Financières
1	Année 1	6 400	72 000	72 000	**76 302,17 €**
	Année 2	12 800	72 000	144 000	
	Année 3	6 400	72 000	216 000	
	Année 4	12 800	72 000	288 000	
	Année 5	12 800	72 000	360 000	

PERIODE QUINQUENNALE 1

		Longueur	Largeur (hauteur)	Superficies (m2)	Superficie totale (ha)	Garanties financières
S1	Piste d'accès	730	10	7 300	**1,43**	**76 302,17 €**
	installations	100	35	3 500		
	Stock	100	35	3 500		
S2	Carreau			14 400	**1,44**	
S3	Front 1	90	15	1 350	**0,885**	
	Front 2	120	15	1 800		
	Front 3	110	15	1 650		
	Front 4	100	15	1 500		
	Front 5	60	15	900		
	Front 6	110	15	1 650		

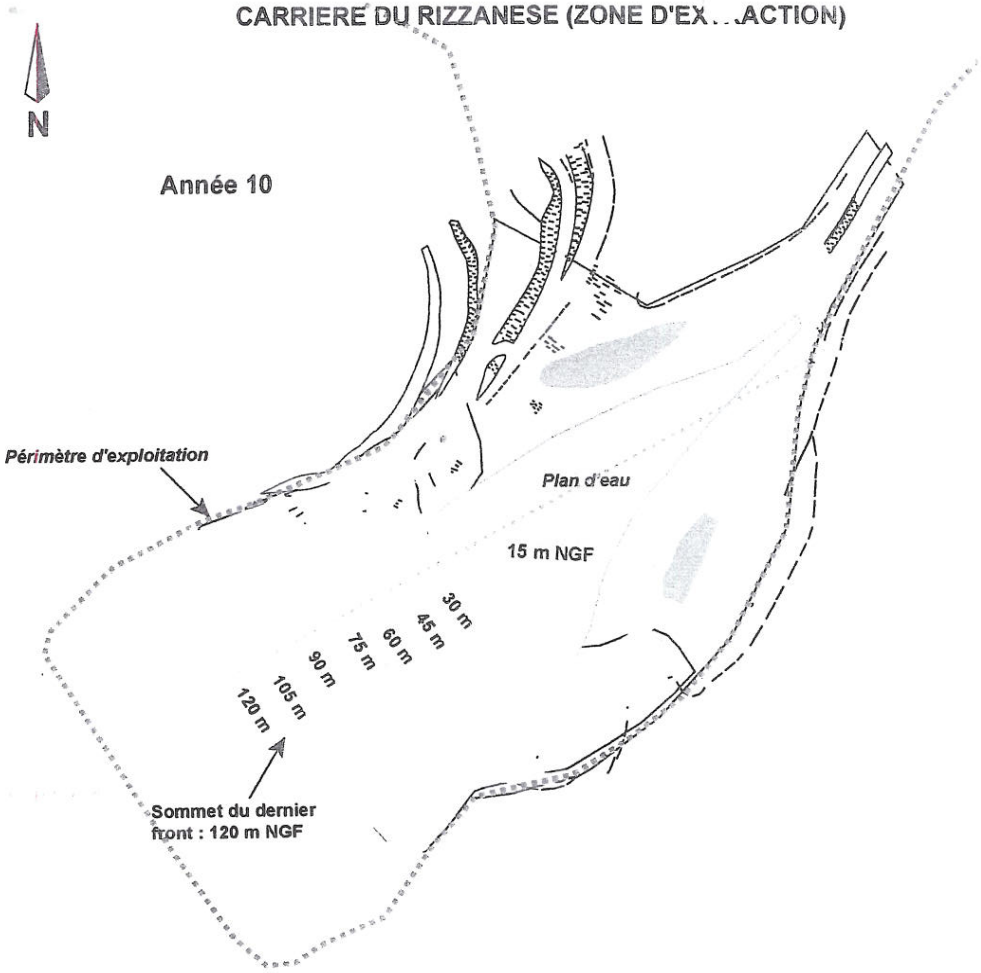


Chaque casier numéroté correspond à 24 000 m3 de matériaux. Compte tenu de la production moyenne (150 000 t/an soit 72 000 m3), une année de production équivaux à 3 casiers environ.

ANNEXE A L'ARRETE DU 22 DECEMBRE 2004

GARANTIES FINANCIÈRES - Période quinquennale 1 (1/2000)

CARRIERE DU RIZZANESE (ZONE D'EX...ACTION)



Infrastructures (S1) : pistes, stocks...

Chantier (S2) : en exploitation

Fronts (S3)

Zones réaménagées

Zones non exploitées

GARA...ES FINANCIERES - PERIODE QUINQUENNALE 2

...uperficie maximale en exploitation : 16 000 m2

Volumes de matériaux pour la période : 360 000 m3

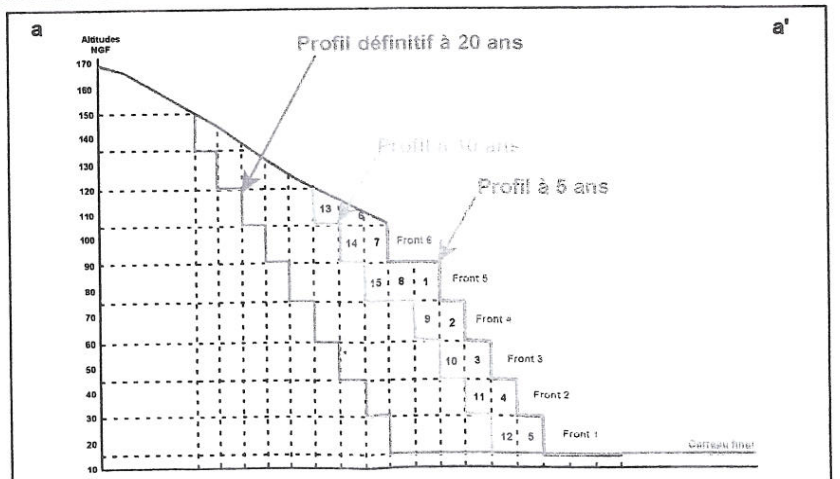
Montant des garanties financières : 85 496 Euros

Années	Carrière du Rizzanèse			SUPERFICIE
	En décapage	En exploitation	En réam.	TOTALE
Année 6	3200	9600	1600	**14400**
Année 7	-	14400	1600	**16000**
Année 8	-	11200	-	**11200**
Année 9	1600	14400	-	**16000**
Année 10	-	12800	-	**12800**

Phase quinquennale	Années	Surfaces (m2)	Volume extrait (m3)	Volume cumulé (m3)	Garanties Financières
2	Année 6	9600	72000	432000	85 496,26 €
	Année 7	14400	72000	504000	
	Année 8	11200	72000	576000	
	Année 9	14400	72000	648000	
	Année 10	12800	72000	720000	

PERIODE QUINQUENNALE 2

		Longueur	Largeur (hauteur)	Superficies (m2)	Superficie totale (ha)	Garanties financières
S1	Piste d'accès	850	10	8 500	1,55	85 496,26 €
	installations	100	35	3 500		
	Stock	100	35	3 500		
S2	Carreau			16 000	1,6	
S3	Front 1	90	15	1 350	1,065	
	Front 2	120	15	1 800		
	Front 3	110	15	1 650		
	Front 4	100	15	1 500		
	Front 5	60	15	900		
	Front 6	110	15	1 650		
	Front 7	120	15	1 800		

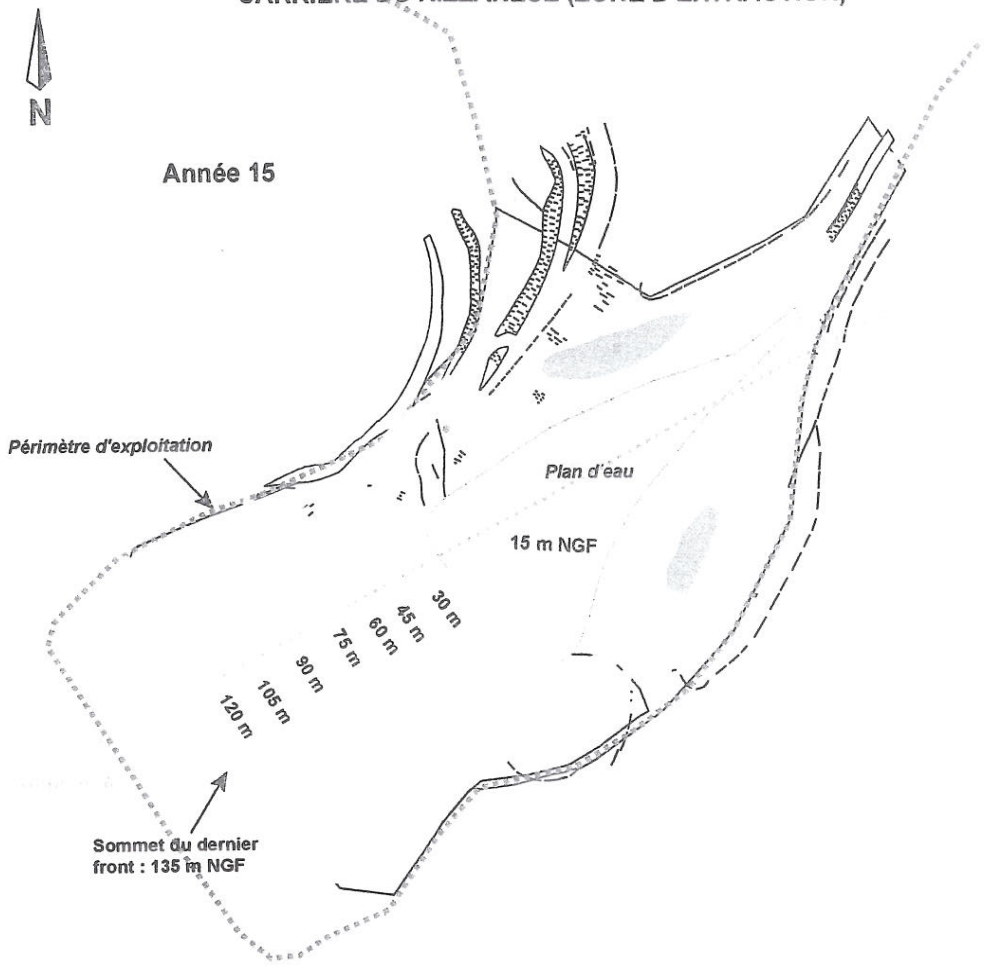


Chaque casier numéroté correspond à 24 000 m3 de matériaux. Compte tenu de la production moyenne (150 000 t/an soit 72 000 m3), une année de production équivaux à 3 casiers environ.

GARANTIES FINANCIÈRES - Période quinquennale 2 (1/2000)

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL

CARRIERE DU RIZZANESE (ZONE D'EXTRACTION)



Infrastructures (S1) : pistes, stocks...

Chantier (S2) : en exploitation

Fronts (S3)

Zones réaménagées

Zones non exploitées

GARANTIES FINANCIERES - PERIODE QUINQUENNALE 3

Superficie maximale en exploitation : 17 600 m2

Volumes de matériaux pour la période : 360 000 m3

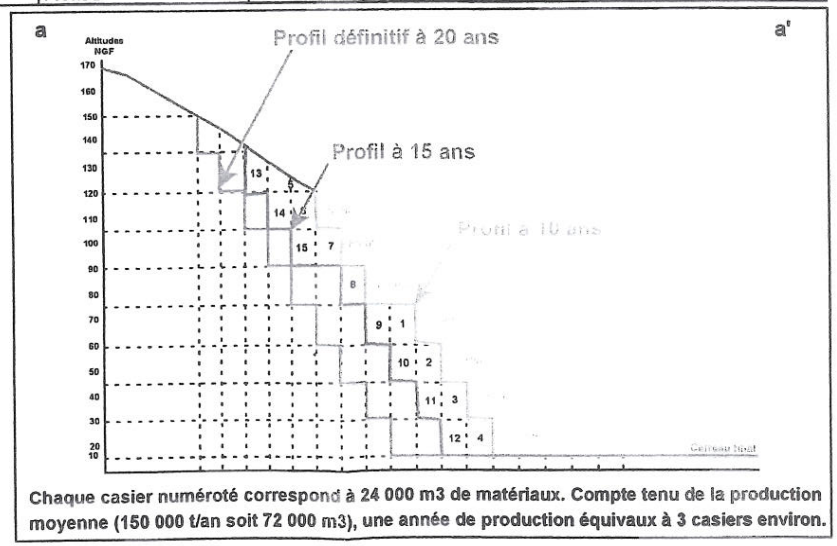
Montant des garanties financières : 95 310 Euros

Années	Carrière du Rizzanèse			SUPERFICIE
	En décapage	En exploitation	En réam.	TOTALE
Année 11	3200	12800	-	**16000**
Année 12	-	16000	1600	**17600**
Année 13	-	11200	-	**11200**
Année 14	1600	14400	1600	**17600**
Année 15		14400	-	**14400**

Phase quinquennale	Années	Surfaces (m2)	Volume extrait (m3)	Volume cumulé (m3)	Garanties Financières
3	Année 11	12800	72000	792000	95 310,39 €
	Année 12	16000	72000	864000	
	Année 13	11200	72000	936000	
	Année 14	14400	72000	1008000	
	Année 15	14400	72000	1080000	

PERIODE QUINQUENNALE 3

		Longueur	Largeur (hauteur)	Superficies (m2)	Superficie totale (ha)	Garanties financières
S1	Piste d'accès	1000	10	10 000	1,70	95 310,39 €
	installations	100	35	3 500		
	Stock	100	35	3 500		
S2	Carreau			17 600	1,76	
S3	Front 1	90	15	1 350	1,260	
	Front 2	120	15	1 800		
	Front 3	110	15	1 650		
	Front 4	100	15	1 500		
	Front 5	60	15	900		
	Front 6	110	15	1 650		
	Front 7	120	15	1 800		
	Front 8	130	15	1 950		

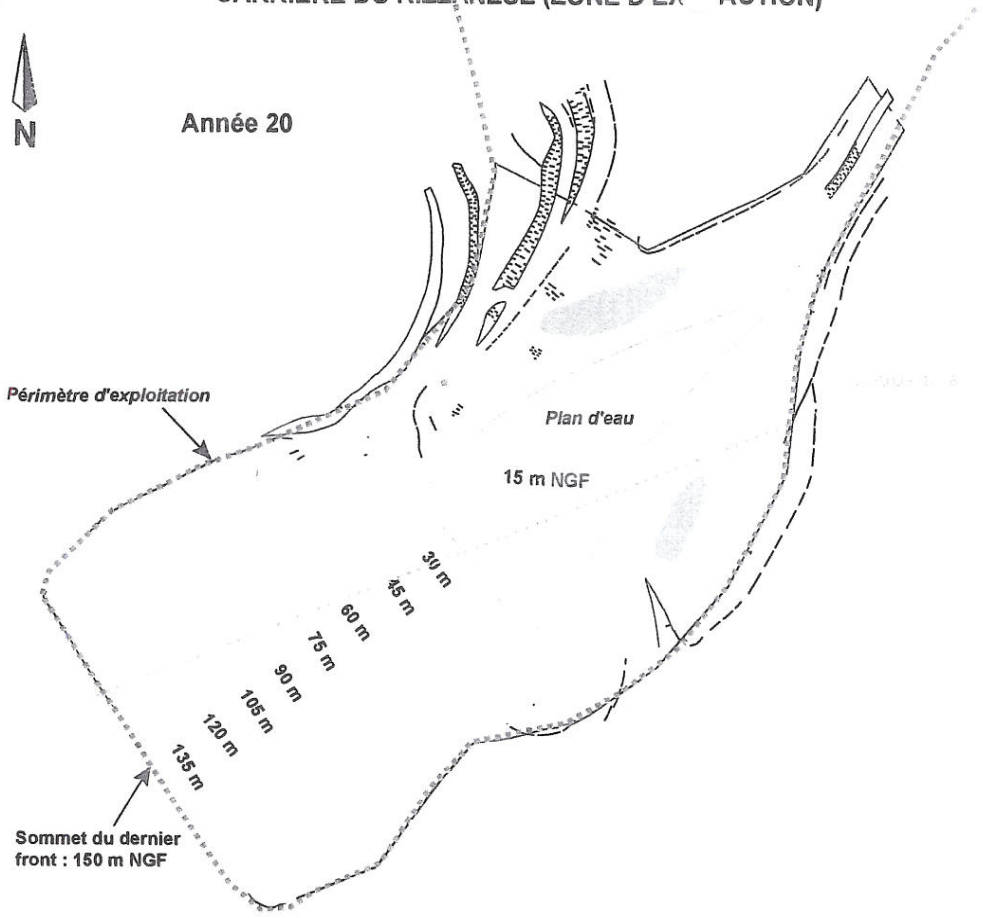


Chaque casier numéroté correspond à 24 000 m3 de matériaux. Compte tenu de la production moyenne (150 000 t/an soit 72 000 m3), une année de production équivaux à 3 casiers environ.

GARANTIES FINANCIÈRES - Période quinquennale 3 (1/2000)

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL

CARRIERE DU RIZZANESE (ZONE D'EX ACTION)



Infrastructures (S1) : pistes, stocks...

Chantier (S2) : en exploitation

Fronts (S3)

Zones réaménagées

Zones non exploitées

GAR TIES FINANCIERES - PERIODE QUINQUENNALE 4

Superficie maximale en exploitation : 19 200 m2

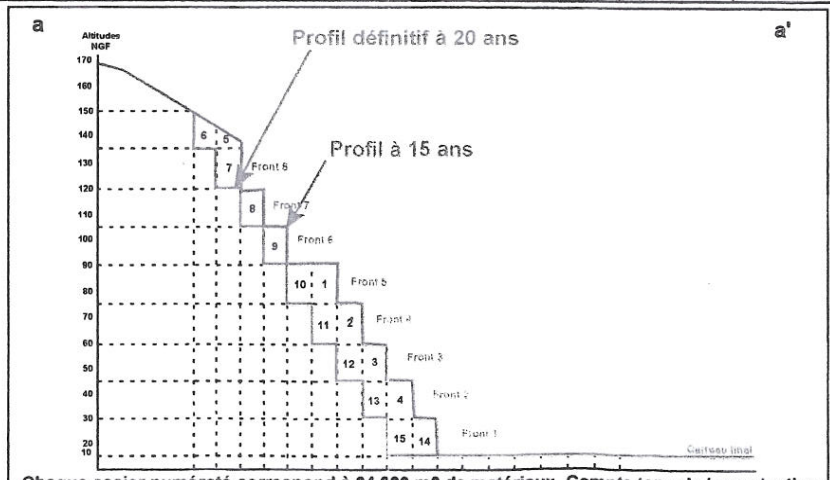
Volumes de matériaux pour la période : 375 000 m3

Montant des garanties financières : 103 377 Euros

Années	Carrière du Rizzanèse			SUPERFICIE
	En décapage	En exploitation	En réam.	TOTALE
Année 16	1600	12800	-	**14400**
Année 17	-	16000	1600	**17600**
Année 18	-	14400	-	**14400**
Année 19	-	14400	4800	**19200**
Année 20		6400	7400	**13800**

Phase quinquennale	Années	Surfaces (m2)	Volume extrait (m3)	Volume cumulé (m3)	Garanties Financières
4	Année 16	12800	72000	1152000	103 377,14 €
	Année 17	16000	72000	1224000	
	Année 18	14400	72000	1296000	
	Année 19	14400	72000	1368000	
	Année 20	16000	72000	1440000	

PERIODE QUINQUENNALE 4						
		Longueur	Largeur (hauteur)	Superficies (m2)	Superficie totale (ha)	Garanties financières
S1	Piste d'accès	1000	10	10 000	**1,70**	**103 377,14 €**
	installations	100	35	3 500		
	Stock	100	35	3 500		
S2	Carreau			19 200	**1,92**	
S3	Front 1	90	15	1 350	**1,470**	
	Front 2	120	15	1 800		
	Front 3	110	15	1 650		
	Front 4	100	15	1 500		
	Front 5	60	15	900		
	Front 6	110	15	1 650		
	Front 7	120	15	1 800		
	Front 8	130	15	1 950		
	Front 9	140	15	2 100		



Chaque casier numéroté correspond à 24 000 m3 de matériaux. Compte tenu de la production moyenne (150 000 t/an soit 72 000 m3), une année de production équivaux à 3 casiers environ.

GARANTIES FINANCIÈRES - Période quinquennale 4 (1/2000)

ANNEXE A L'ARRETE PREFECTORAL

ANNEXE 2 : ARRÊTÉ PRÉFECTORAL DU 9 JUILLET 2015 AUTORISANT LE CHANGEMENT D'EXPLOITANT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREFECTURE DE LA CORSE-DU-SUD

Ajaccio, le 09 JUIL. 2015

DIRECTION DES POLITIQUES PUBLIQUES
ET DES COLLECTIVITES LOCALES
Bureau de l'environnement
et de l'aménagement
Affaire suivie par : dominique vincenti
Tél : 04 95 11 11 78
Courriel : dominique.vincenti@corse-du-sud.gouv.fr

Monsieur,

Je vous fais parvenir ci- joint, une copie de mon arrêté en date de ce jour, modifiant d'une part l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°07-1150 du 8 août 2007 fixant le bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter une carrière de granit à ciel ouvert sur le territoire de la commune de SARTENE, au lieu-dit « Anelapo » et d'autre part, l'article 1er de l'arrêté préfectoral n°2010140-0007 du 20 mai 2010 fixant le bénéficiaire de l'autorisation d'exploiter une carrière de granit à ciel ouvert sur le territoire de la commune de LORETO DI TALLANO, au lieu-dit « Inversu ».

Je vous précise que mes services procéderont aux frais de la société des granulats et bétons corses., à l'insertion dans deux journaux régionaux (Corse Matin et le Journal de la Corse), d'un avis au public relatif à cet arrêté, conformément aux dispositions de l'article R. 512-39 du code de l'environnement.

Veuillez agréer, Monsieur, l'expression de ma considération distinguée.

Pour le préfet, et par délégation,
le secrétaire général

Blaise GOURTAY

Monsieur Boris URSAT
Société des granulats et bétons corses
Carrière de Baleone
Ponte Bonello
20167 Mezzavia

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA CORSE-DU-SUD

Direction des politiques publiques
et des collectivités locales
Bureau de l'environnement et du logement

ARRÊTÉ PREFECTORAL n°15-0448 du 9 juillet 2015
modifiant les articles 1er des arrêtés préfectoraux n° 07 1150 du 8 août 2007 et n° 2010140-0007 du 20 mai 2010 et portant changement d'exploitant des deux carrières à ciel ouvert situées sur les territoires respectifs des communes de Sartène (lieu-dit "Anelapo") et Loreto-di-Tallano (lieu-dit "Inversu") au bénéfice de la Société des Granulats et Bétons Corses.

Le Préfet de la Corse-du-Sud,

Vu le Code de l'environnement, notamment le titre 1er de son livre V ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 07- 1150 du 8 août 2007 autorisant la Société des Industries Sartenaises à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de granit, sur le territoire de la commune de Sartène, au lieu-dit "Anelapo" ;

Vu l'arrêté préfectoral n° 2010140-0007 du 20 mai 2010 autorisant la Société des Industries Sartenaises à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de granit, lieu-dit "Inversu" sur le territoire de la commune de Loreto-di-Tallano ;

Vu le décret du Président de la République du 14 juin 2013 nommant M. MIRMAND en qualité de Préfet de Corse, Préfet de la Corse-du-Sud ;

Vu l'arrêté préfectoral du 29 mai 2015 portant délégation de signature à M. Blaise GOURTAY, secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud ;

Vu les deux dossiers d'information datés du 10 avril 2015 relatifs à une demande de changement d'exploitant pour deux carrières respectivement situées sur les territoires des communes de Sartène et Loreto-di-Tallano, déposés en préfecture par la Société des Granulats et Bétons Corses (S.G.B.C.), le 07 mai 2015 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement du 29 mai 2015 ;

Vu l'avis du conseil des sites qui s'est réuni en formation des carrières le 12 juin 2015 ;

Considérant que les dossiers de demande de changement d'exploitant, déposés par la S.G.B.C. sont complets ;

Considérant que la S.G.B.C justifie de ses capacités techniques et financières ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Corse-du-Sud ;

ARRÊTE

ARTICLE 1ER

1°L'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 07 1150 du 8 août 2007 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La Société des Granulats et Bétons Corses (n° SIREN 339 668 535), dont le siège social est sis lieu-dit "Ponte Bonello", commune de Sarrola-Carcopino, 20167 Mezzavia, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de granit située sur le territoire de la commune de Sartène, au lieu-dit "Anelapo" ».

2°L'article 1er de l'arrêté préfectoral n° 2010140-0007 du 20 mai 2010 est remplacé par les dispositions suivantes :

« La Société des Granulats et Bétons Corses (n° SIREN 339 668 535), dont le siège social est sis lieu-dit "Ponte Bonello", commune de Sarrola-Carcopino, 20167 Mezzavia, est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à poursuivre l'exploitation de la carrière à ciel ouvert de granit située sur le territoire de la commune de Loreto-di-Tallano, au lieu-dit "Inversu" ».

ARTICLE 2 - DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Conformément aux articles L. 171-11 et L. 514-5 du Code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction. Elle peut être déférée à la juridiction administrative compétente, le tribunal administratif de Bastia, dans les délais prévus à l'article R. 514-3-1 du même Code :

- par l'exploitant dans un délai de deux mois qui suivent la date de notification du présent arrêté ;

- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du même Code dans un délai d'un an à compter de la publication ou de l'affichage de ces décisions.

ARTICLE 3 - EXÉCUTION

Le secrétaire général de la préfecture de la Corse-du-Sud et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société des granulats et bétons corses, et publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la Corse-du-Sud .

Pour le préfet, et par délégation
le secrétaire général

Blaise GOURTAY